

La crise s'amplifie entre Israël et la Syrie

LIRE PAGE 34

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, \$ 1,10 ; Côte d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6 kr. ; Espagne, 70 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 800 L. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4,30 kr. ; Suisse, 1,30 F ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 34

8, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Telex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

UN NOUVEAU STYLE

A l'incrédulité succède la perplexité. Avant le premier tour de l'élection présidentielle, peu de gouvernements croyaient possible que le pouvoir change de mains en France ; après le second, tous se demandent ce que le scrutin du 10 mai signifie. C'est essentiellement sur son programme économique et social que le président élu a fait campagne, et même le débat télévisé n'a pas fait apparaître de divergences fondamentales sur la politique étrangère des deux candidats. Pourtant, toute politique est une, et ses aspects intérieurs et extérieurs sont indissociables.

Aussi ce sont les socialistes d'Europe occidentale au pouvoir ou dans l'opposition qui accueillent le plus favorablement M. Mitterrand. Ces derniers temps, ils n'avaient pas été gâtés par le suffrage universel, et beaucoup espèrent que la victoire socialiste en France marquera un renversement de tendance.

Le cas de l'Allemagne fédérale, principale partenaire de la France, où les socialistes, malgré de récents déboires, sont toujours bien implantés, est particulier. Si le chancelier Schmidt avait noué d'étroites relations avec le président sortant, M. Brandt, un des piliers du S.P.D., est un vieil ami de son successeur. S'il en était besoin, M. Schmidt, qui félicita M. Mitterrand avec un empressement significatif, userait de son entremise pour que l'entente franco-allemande, pierre angulaire de la construction européenne, reste prioritaire pour les deux pays.

Pour ce qui est des relations avec Moscou, et plus généralement des relations Est-Ouest, beaucoup dépendent de la nature du nouveau pouvoir : quel rôle joueront les communistes dans le gouvernement et la majorité ? Les superpuissances, toutes deux conservatrices, avaient manifestement souhaité le maintien du président en place, et redouteraient que le changement intervenu modifie l'équilibre européen.

M. Mitterrand a toujours souligné l'importance du tiers-monde et des problèmes du développement. Peut-être renoncera-t-il à quelques-uns des « gadgets » dont M. Giscard d'Estaing était friand : le « trilogue » afro-arabo-européen n'est sans doute pas indispensable. Très certainement, le nouveau président tentera de réduire les aspects les moins réjouissants du commerce français, comme les ventes d'armes, et ne prendra pas de gants avec l'Afrique du Sud.

Il reste que la France, puissance moyenne, économiquement fragile, engagée dans un combat mondial, devra compter demain comme hier avec les réalités économiques et politiques. Toute coopération avec le tiers-monde coûte cher au départ, même si l'investissement est rentable à terme. Le conflit israélo-arabe dresse sur la voie de la coopération avec le monde arabe, et même avec tout le tiers-monde, un obstacle que l'enthousiasme qui a saigné à Jérusalem la victoire de M. Mitterrand n'est pas de nature à effacer.

La géographie pour l'essentiel, l'histoire pour le reste, dictent la politique étrangère des États. La diplomatie est affaire de style, de volonté et de ténacité, d'où résulte l'efficacité. Le style de M. Mitterrand est très différent de celui de M. Giscard d'Estaing. Il y a dans sa manière une générosité et une émotion que son prédécesseur a trop négligées. Quant à la volonté et à la ténacité, on peut faire confiance à un homme qui a mis seize ans à atteindre son but.

La très nette victoire de M. François Mitterrand va au-delà du rassemblement de toute la gauche et aggrave les divisions de la majorité sortante

- M. Chirac souhaite l'unité de candidature pour les législatives
- M. Barre dénonce « ceux qui ont joué à quitte ou double » la V^e République
- Le premier ministre remettra sa démission « avant la fin du septennat »
- Le franc baisse et la plupart des valeurs françaises n'ont pu être cotées
- Des manifestations d'enthousiasme ont eu lieu à Paris et en province

Distancé d'une très courte tête le 19 mai 1974 (49,19 % des suffrages exprimés contre 50,81 %) M. François Mitterrand l'a nettement emporté, dimanche 10 mai 1981, sur le président sortant (51,82 % contre 48,17 %). Il a bénéficié tout à la fois de la parfaite discipline de l'électorat communiste, du report massif des voix écologistes et de l'appoint, non négligeable, d'une partie de ceux qui avaient, le 26 avril, voté pour M. Chirac.

Aussi le succès du candidat socialiste a-t-il aggravé les divisions de la majorité

sortante. M. Barre a mis sévèrement en cause, sans le nommer, M. Chirac, en dénonçant « ceux qui avaient joué à quitte ou double le sort de la V^e République ». Le leader du R.P.R. a demandé à ses partenaires de proposer un candidat unique dans chaque circonscription aux législatives qui auront lieu fin juin.

M. Giscard d'Estaing a étudié, lundi avec ses collaborateurs, les modalités de la passation des pouvoirs en envisageant d'anticiper, éventuellement, sur les échéances prévues. Le premier ministre

a annoncé qu'il démissionnerait avant la fin du septennat. (Voir page 48.)

L'annonce de la victoire du candidat socialiste avait déclenché dans de nombreuses villes des manifestations d'enthousiasme dont aucune n'a dégénéré.

A la Bourse de Paris, l'afflux des ordres de vente, en provenance notamment de l'étranger, a rendu impossible la cotation de la quasi-totalité des valeurs françaises. Le napoléon a gagné 8,3 %. Sur les marchés des changes, le franc français a fléchi assez sensiblement. (Lire page 48.)

Le besoin de changement

Les Français ont élu leur nouveau président de la République sans le savoir et sans le dire. Ils ne l'ont pas su faute de connaître les sondages sur leurs intentions de vote, qui, dans la semaine précédant le second tour de scrutin et alors que la publication en était interdite, annonçaient inéluctablement la victoire de M. Mitterrand. Ils n'ont pas exprimé, sinon au dernier moment, dans les urnes, la formidable envie de changement qui les tenaillait.

Cette longue campagne qui a précédé l'élection, ils l'avaient suivie avec attention, mais sans passion. Sans élan, en tout cas, par comparaison à la vague qui avait porté M. Giscard d'Estaing en 1974 et à la mobilisation comparable de l'union de la gauche derrière M. Mitterrand. Pourtant, malgré la lassitude à l'égard de la politique qu'avaient provoquée les rivalités et les dissensions internes de la majorité et de l'opposition de gauche,

depuis trois ans, malgré un discours officiel anesthésiant et efficacement relayé, quelque chose était en train de bouger dans le tréfonds national.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 3.)

Les raisons de l'échec

Un homme jusque-là protégé du destin à trébuché dimanche. Après avoir parcouru à grandes enjambées la hiérarchie des honneurs, après avoir conquis un à un — des concours scolaires à la magistrature suprême — tous les titres de la

République, après avoir paru toujours gagner sans jamais souffrir, M. Valéry Giscard d'Estaing a connu une défaite douloureuse.

Le voici, son premier échec. Il est à la mesure de ses réussites antérieures : d'une certaine manière, magistral. La victoire de 1974 avait été acquise de justesse. C'est aujourd'hui la déroute. Celui qui avait, pendant des années, accumulé les « sans faute » décisifs se trouve soudain terrassé au terme d'une partie apparemment jouée correctement mais dont on devine maintenant les erreurs.

Mais comment savoir que l'on est en train de perdre, qu'il s'agisse du déroulement d'un septennat ou de celui d'une campagne électorale ?

En ce qui concerne le septennat, le doute n'était apparu que fort tard, et, encore, furtivement. C'était en décembre dernier, après des élections législatives partielles qui avaient marqué la fragilité de l'électorat giscardien.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

C'est arrivé demain

J'ai sous les yeux un journal daté du lundi 11 mai. Un titre le barre : « Le parti socialiste revendique la direction du gouvernement. » Il tire les conséquences de la victoire électorale que vient de remporter la gauche.

Ce journal est jaune et poussiéreux, car si le jour est bien le lundi 11 mai, l'année est 1936.

Cet exemplaire est tombé sous ma main hier, dans le carton où je garde quelques souvenirs précieux.

J'y ai vu un signe. Ce que j'attendais depuis quarante-cinq ans est arrivé. Comme dans le film de René Clair, C'est arrivé demain.

ROBERT ESCARPIT.

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR

	METROPOLE			OUTRE-MER ET FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER			TOTAL		
Inscrits	35 462 661			809 876			36 272 537		
Votants	30 648 982			509 540			31 158 522		
Abstentions	4 813 679 (13,57 %)			300 336 (37,05 %)			5 114 015 (14,09 %)		
Blancs ou nuls	876 258 (2,47 %)			9 312 (1,14 %)			885 570 (2,44 %)		
Exprimés	29 772 724			500 228			30 272 952		
CANDIDATS	Nbre de voix obtenues	% suffr. expr.	% inscrits	Nbre de voix obtenues	% suffr. expr.	% inscrits	Nbre de voix obtenues	% suffr. expr.	% inscrits
MITTERRAND	15 549 270	52,22	43,84	140 660	28,11	17,36	15 689 930	51,82	43,25
GISCARD D'ESTAING	14 224 454	47,77	40,11	359 568	71,88	44,39	14 584 022	48,17	40,20

Les résultats ci-dessus, communiqués par le ministre de l'intérieur, ne tiennent pas compte du vote exprimé par 39 548 électeurs inscrits en Polynésie française et par 80 161 Français inscrits hors de France.



“Toute politique n'est pas sale. Toute action n'est pas vaine.”

Après Léon Blum, la vie d'un grand homme de gauche du XX^e siècle par Jean Lacouture

Seuil

DANS LA GRANDE TRADITION

Un écrivain-né

En France, vocations politiques et vocations littéraires se touchent souvent. Sous beaucoup d'hommes d'Etat veillent des écrivains rentrés, secrètement résolus à consolider leur gloire sur le tard, par un second destin d'artiste.

Chez François Mitterrand, le lien avec la littérature est moins frivole. Fût-ce pour mieux le congédier politiquement, ses adversaires lui ont toujours reconnu un tempérament d'écrivain-né. En le traitant de « ministre de la parole », son concurrent cachait mal le dépit d'avoir affaire à un ministre de l'écriture, plus proche que lui des Blum et des de Gaulle. Chaque phrase de Mitterrand, même dite, porte la marque de quelqu'un qui

ne cesse de lire les grands auteurs, de griffonner, de raturer, bref, de rêver autour des mots, ces étranges machines à éclairer le réel, à fabriquer du sens. Un peu comme chez le Sartre des *Mots*, la chose écrite a pris chez le nouveau président la place laissée vacante par la transcendance chrétienne. C'est en quelque sorte sa dimension mystique. « La littérature est toujours pour moi un paradis privilégié », a-t-il redit aux *Nouvelles littéraires* à la veille du second tour. Il pourrait écrire, comme Hugo dans ses *Cahiers* : « Je suis un homme qui pense à tout autre chose. »

BERTRAND POIROT-DELPECH.

(Lire la suite page 6.)

Dans nos pages consacrées à l'élection présidentielle :

- Le nouveau président de la République, par R. Barrillon, J.-M. Colombani et A. Fontaine (pages 4, 5 et 6).
- Les réactions des états-majors des partis. (Pages 2, 3 et 11 à 13.)
- L'analyse des résultats, par A. Chaussebourg (page 33).
- Les réactions populaires place de la Bastille, dans Paris et dans les régions, par nos envoyés spéciaux (pages 9 et 10).
- Les réactions étrangères analysées par nos correspondants (page 14).
- Une nouvelle politique sociale, par J.-P. Dumont (page 8).

M. Jacques Chirac propose sans tarder un nouveau rassemblement « sans esprit partisan »

Pour que la joie demeure

Au terme de vingt-trois années de pouvoir exercé sans partage par Charles de Gaulle, par Georges Pompidou et par Valéry Giscard d'Estaing, et bien plus d'un quart de siècle après l'expiration du mandat présidentiel de Vincent Auriol (23 décembre 1953), la magistrature suprême échoit à un socialiste.

La preuve est enfin administrée — à la longue on n'aurait presque plus l'attendre — que la Constitution de la V^e République n'exclut pas l'alternance, indispensable au fonctionnement régulier et sans heurts d'une démocratie.

M. François Mitterrand, qui n'a jamais renoncé à espérer ni à réclamer cette alternance, voit enfin couronnés de succès — et de quel net succès — les efforts qu'il ne s'est jamais lassé de déployer pour la rendre possible. A travers vents et marées, hauts et bas, espoirs et déceptions, sans omettre les avançes dont la dernière lui est venue, il y a quelques jours à peine, du grand chancelier de la Légion d'honneur.

« Nous sommes au pouvoir pour trente ans si nous ne faisons pas de bêtises », avait déclaré, le 16 septembre 1970, M. Alain Peyrefitte. Il semble bien que des « bêtises » aient été commises, puisque le scrutin du 10 mai les a durement sanctionnées, mais la sagesse commande de ne pas s'y attarder. Mieux vaut avoir à l'esprit l'impérieuse nécessité pour la minorité devenue majorité — en tout cas à l'aune du scrutin dominant — de ne pas en commettre à son tour.

Puisse-t-elle répudier tout complexe d'aveugle domination en même temps que toute ten-

tation de revanche, et se garder d'ajouter à la longue liste de ceux qui depuis si longtemps ont tout accaparé, et, si l'on ose dire, de plus en plus. Ces conseils figuraient assez explicitement, sauf erreur, parmi les premiers propos du nouveau président de la République.

Puisse-t-elle se garder avec un soin égal du complexe contraire. La « fatalité de l'échec », comme dit M. Rocard est conjurée, mais encore la gauche doit-elle décevoir ceux qui espèrent, secouer ou ouvertement, qu'elle ne peut s'agrir que d'un accident de parcours.

Peut-être serait-il opportun de rappeler à ces derniers que ce qui était bon pour la gauche, et de les inviter à ne pas tenir pour caducs les propos que tenait, le 26 juin 1966, Georges Pompidou, alors premier ministre : « En aucun cas les élections législatives, quelles qu'elles soient, ne peuvent remettre en cause l'élection présidentielle et ne peuvent être considérées comme un troisième tour de cette élection. Les institutions de la V^e République, approuvées et réapprouvées par le pays veulent que ce soit le chef de l'Etat avec le gouvernement qu'il nomme qui déterminent cette politique. »

Dès avant les élections législatives, ceux auxquels le suffrage universel, seul souverain, vient de donner l'avantage, se devront de prouver que, après avoir changé de main, le pouvoir va changer de style et que c'en est bien fini de la « monarchie », si souvent dénoncée par M. Mitterrand et depuis si longtemps.

Il le faut, à tout prix, pour que la joie demeure.

RAYMOND BARRILLON.

Le groupe parlementaire R.P.R. de l'Assemblée nationale se réunira mardi 12 mai, en présence de M. Jacques Chirac.

Le maire de Paris indiquera au cours de la semaine, les formes qu'il compte donner à l'action qu'il se propose d'entreprendre en vue des élections législatives anticipées. Parmi les projets étudiés par M. Chirac figure la création d'une structure nouvelle destinée à harmoniser la coopération entre les formations de la majorité sortante et à préparer les conditions d'une candidature unique dans chaque circonscription législative.

La victoire de M. François Mitterrand n'a ni surpris ni pris de court M. Jacques Chirac. Dès 20 h. 30 dimanche, le maire de Paris a pu faire la déclaration qu'il avait préparée avant même que soient connus les résultats.

Depuis le premier tour de scrutin, M. Chirac était convaincu du caractère inéluctable de l'échec de M. Giscard d'Estaing. Et s'il avait, en définitive, cédé aux pressions diverses qui s'étaient exercées sur lui pour prendre de nouveau position, il s'était, en réalité, contenté, le mercredi 6 mai, de renouveler les recommandations qu'il avait déjà faites dès le 27 avril, sans y apporter la moindre insistance supplémentaire à voter pour le président sortant (le Monde du 8 mai).

Le député de la Corrèze n'ignorait pas, en effet, les réticences qui existaient dans une grande partie de son entourage à le voir s'engager dans un actif soutien à M. Giscard d'Estaing. On notera que M. Charles Pasqua, organisateur de la campagne, n'a fait aucune déclaration entre les deux tours. Il savait, surtout, qu'une fraction non négligeable de son électorat du premier tour (17,99 % des suffrages exprimés)

répugnait à voter pour le président sortant au second tour. Des cadres et des militants R.P.R. avaient même fait savoir leur détermination à voter pour M. Mitterrand, ou à s'abstenir, ou encore à mettre dans les urnes des bulletins au nom de M. Chirac, qui seraient autant de bulletins nuls parmi les électeurs qui, pour la première fois, avaient voté pour le maire de Paris et que l'appareil du R.P.R. ne contrôlait pas; plusieurs témoignages avaient aussi confirmé que le phénomène de rejet à l'égard de M. Giscard d'Estaing se prolongerait jusqu'au 10 mai. Des agriculteurs, notamment dans les régions les plus pauvres, des petits commerçants et des artisans, des cadres moyens et des jeunes ne cachaient pas leur volonté de voter contre M. Giscard d'Estaing et de ne pas suivre les consignes que pourrait donner le maire de Paris. Tenant, cependant, compte également de l'insistance des députés R.P.R. qui souhaitaient que soit réaffirmée la solidarité majoritaire, M. Chirac a donc fait le minimum. Il a voulu, à la fois, éviter le reproche des giscardiens de ne rien tenter pour

sauver leur candidat en péril et celui de ses électeurs qui auraient désapprouvé un engagement téméraire.

C'est pourquoi M. Chirac n'a découragé aucune des initiatives qui ont été prises par ses amis, soit en faveur de M. Giscard d'Estaing, soit en faveur de M. Mitterrand, comme l'ont fait de nombreux gaullistes de gauche. Il comptait ainsi préserver son rôle ultérieur et ne pas compromettre son capital électoral dans l'hypothèse d'une victoire socialiste.

L'échec de M. Giscard d'Estaing a permis à M. Chirac de se croire autorisé, dès dimanche soir, à se comporter sans attendre comme le rassembleur et à se présenter comme un recours. Sans faire aucune référence au gaullisme, sans se réclamer du R.P.R., sans rappeler sa propre campagne, le maire de Paris s'est immédiatement placé dans le contexte des futures élections législatives. L'appel au rassemblement qu'il a lancé s'adresse à « tous les responsables politiques et citoyens » afin que « sans esprit partisan » ils marquent « avec cohésion et détermination » leur attachement aux principes de la V^e République.

Pour le changement

M. Chirac s'apprête ainsi, sans le dire encore expressément, à convier tous ceux qui le souhaitent à une sorte de vaste union de la majorité sortante pour offrir un front cohérent dans la prochaine bataille électorale. Certes, le maire de Paris peut trouver dans le résultat de dimanche une vérification de ses prévisions lorsqu'il assurait avant le premier tour qu'un duel entre le candidat socialiste et M. Giscard d'Estaing se terminerait par la défaite de ce dernier. On insiste donc dans l'entourage de M. Chirac sur la responsabilité personnelle du président dans son propre échec. On souligne que le maire de Paris n'y est pas compromis, à la différence notamment des « barons » ou des membres du R.P.R. qui s'étaient

publiquement solidarisés avec M. Giscard d'Estaing.

Mais M. Chirac compte surtout souligner que ses propres propositions, qui ont éveillé un réel écho au premier tour, ont été prises en compte trop partiellement, trop tardivement, sans conviction et dans un trop évident souci de débauchage électoral par M. Giscard d'Estaing pour qu'elles fussent entraînantes aux yeux de l'électorat chiracien. Cette attitude a été insuffisante pour annuler le réflexe de rejet qui jouait déjà contre le président-candidat.

M. Jacques Chirac va donc s'efforcer de créer une dynamique unitaire en arguant de sa qualité de seul candidat non battu de la majorité et de la valeur reconnue de sa propre campagne du premier tour. Il espère que, conscients de la sévère défaite essuée par leur candidat, les giscardiens surmonteront leur rancœur et ne lui feront pas — comme certains l'ont cependant esquissé dès dimanche soir — le reproche d'être en partie responsable de l'échec du président sortant. Pour sa part, plutôt que d'apparaître saisi l'occasion d'une revanche, M. Chirac s'efforcera de se comporter en conciliateur.

Mais il est plus que jamais convaincu que ses propres propositions, comportant dans de nombreux domaines des réformes et des mutations sensibles par rapport à la continuation qu'incar-

naît M. Giscard d'Estaing, peuvent toujours séduire un électorat qui souhaite, selon lui, le « changement sans la risque », le « renouveau dans la sécurité » comme il l'a répété tout au long de sa campagne. Il espère ainsi retrouver une partie de l'électorat de M. Mitterrand, celle qui s'est détournée de M. Giscard d'Estaing précisément pour obtenir un certain changement, que lui-même avait proposé jusqu'au 26 avril.

C'est pour cela qu'il n'a eu pour ces électeurs, pas plus que pour le président élu, la moindre parole de réprobation ou de critique. Il a même reconnu la régularité et le caractère « démocratique » de la campagne qui vient de se terminer.

Reste un certain nombre d'inconnues. M. Chirac sera-t-il accepté comme un leader incontesté de la campagne électorale future par les partisans mortifiés du président éliminé ?

Saura-t-il les convaincre que leur intérêt est désormais à ses côtés, sinon de son côté ?

Quel rôle M. Giscard d'Estaing voudra-t-il ou pourra-t-il jouer, notamment en raison de sa nouvelle qualité de membre à vie du Conseil constitutionnel (article 56 de la Constitution) ? La rivalité des deux hommes va-t-elle s'exacerber entre le vaincu du second tour et l'éliminé du premier avec la persistance de rancunes réciproques ?

Quelle voie choisira M. Chirac lui-même ?

Le net succès de M. Mitterrand sera-t-il remis en cause le 28 juin au point d'assurer à la majorité parlementaire sortante la primauté dans la nouvelle Assemblée ? Un tel mouvement de balancier fera-t-il alors de M. Chirac le partenaire obligé du chef de l'Etat ?

Une confirmation par les électeurs les 21 et 28 juin de leur choix du 10 mai ferait-elle en revanche du maire de Paris le leader de l'opposition, rôle dont il devrait se contenter au moins pendant un an, puisque l'Assemblée ne pourra plus être dissoute pendant ce délai ?

Le rôle des forces politiques, tant auprès de M. Mitterrand, et notamment celui du parti communiste, qu'auprès de M. Chirac, rendra-t-il possible un jeu plus subtil entre les partis de la future Assemblée et permettra-t-il d'envisager des recouvrements ?

Toutes ces questions qui se posent à l'ancien président du R.P.R. recevront des réponses qui ne dépendent pas de lui seul, mais il est d'ores et déjà bien résolu à jouer un rôle important dans le septennat qui commence.

ANDRÉ PASSERON.

Les raisons de l'échec

(Suite de la première page.)

Les sondages commençant à l'époque à traduire de plus en plus nettement une baisse des opinions favorables et un rétablissement de M. Mitterrand. On avait alors senti dans la majorité comme un frémissement d'incertitude, les désaccords des états-majors de la gauche semblaient ne pas entamer le capital électoral du P.S.; la fermeté que ces désaccords permettaient à M. Mitterrand de manifester à l'égard des communistes lui valait, au contraire, des suffrages; le R.P.R. de M. Chirac obtenait des résultats qui témoignaient que l'opinion faisait bon accueil à ses revendications; enfin, au sein même de l'U.D.F., on se préparait à échanger des reproches sur la manière dont avaient été préparées ces élections partielles.

Sans doute M. Giscard d'Estaing lui-même avait-il été sensible à ce trouble puisqu'il avait jugé nécessaire de prendre en main ce qui, dans la politique de tous les jours, pouvait avoir valeur d'argument électoral. C'est à cette époque que l'on avait soudainement appris le déblocage de 4 milliards 600 millions de francs destinés à assurer le maintien du revenu agricole. Une somme bien plus élevée que celle jusque-là proposée par le gouvernement.

Néanmoins, si l'on y a eu à la fin de 1980, les giscardiens avaient jusque-là vécu dans la plus grande sérénité quant à la réélection de leur leader. Des opinions depuis longtemps positives, des élections législatives générales gagnées en 1978 (alors que l'on s'attendait à une victoire de la gauche), des élections européennes qui avaient consacré l'existence et la vitalité du courant U.D.F.; c'était à peine si l'on admettait encore que la crise, le chômage, et l'inflation avaient une influence sur l'électorat.

C'est à peine si, à partir d'octobre 1979, l'affaire des diamants a véritablement inquiété les partisans.

Et pourtant. C'est peut-être à ce moment qu'un ressort s'est brisé: on a vu un pouvoir mal assuré patau-

ger dans les demi-vérités et les protestations outragées, mais sans parvenir à convaincre. On a deviné que la mécanique précise perçue jusque-là comme indérégable pouvait s'effriter. On a même retrouvé l'étrange impression d'improvisation et de fragilité qu'avaient donnée certaines initiatives hasardeuses du début du septennat, dans le domaine de la vie privée.

C'est peut-être à ce moment-là aussi qu'un homme d'Etat qui s'était trop coulé dans la solennité du rôle, qui avait personnellement fait sienne la grandeur et les prérogatives de sa fonction a commencé de surprendre puis, sans doute, de décevoir certains de ses concitoyens.

Les deux tourments

Les diamants et M. Chirac auront été, du point de vue de l'image présidentielle et de la politique politique, les deux tourments de M. Giscard d'Estaing.

Au bout du compte une fiction a succombé: celle selon laquelle la majorité continuait d'exister, pulsant qu'elle adoptait les lois à l'Assemblée et ne votait pas de motion de censure. C'est grâce à cet argument que, de 1976 à 1980, le chef de l'Etat a pu faire bonne figure face au « cas » Chirac. Mais le président du R.P.R. n'était pas seulement un chef politique conduit par des ressentiments personnels, ses récriminations suscitaient un écho et laissaient une trace. Non seulement le maire de Paris était parvenu, au terme du septennat, à donner à chacun la certitude que le président de la République n'avait plus de majorité, mais il avait su convaincre une partie des électeurs de droite qu'ils devaient se débarrasser de celui qui paraissait pourtant le meilleur porte-drapeau de la droite.

Certes, ce ne sont là que les aspects d'une défaite tenant aux fragilités — personnelle et politique — du vaincu lui-même; ce sont moins les raisons de cette défaite que des contributions à celle-ci. Quant à la conduite de la campagne électorale elle-même, elle a aussi sa part dans le résultat du 10 mai.

La campagne a rapidement fait naître la perplexité chez les partisans. Elle avait mal commencé et elle n'a jamais véritablement trouvé son rythme. Conçue initialement

Cet homme qui n'avait jamais paru près du commun, ni très accessible ni simple, n'avait rien gagné, de ce point de vue, en sept ans de présidence. On avait vu peu à peu se réduire, dans les manifestations publiques du personnage, la part du spontané et du naturel. Au contraire avait prévalu de plus en plus souvent une affectation certaine, ou plus une simplicité artificielle. A celui-là, qui s'éloignait d'eux, les Français n'ont pas adressé de mise en garde. Seulement un verdict quelques mois plus tard. Et cela alors même que nombre de ceux qui allaient voter contre lui n'imaginaient guère que puisse être battu un président ayant si strictement épousé sa fonction.

comme une montée progressive vers une réélection sans histoire face à un adversaire « marqué par son passé », elle a rapidement paru tourner à vide ou par à-coups, sans que ses responsables parvinrent à la contrôler.

En ce printemps 1981, on était loin de 1974. Cette année-là, il s'était passé « quelque chose » au cours de ces semaines de tournées en France. Un homme politique, parvenu déjà haut dans la hiérarchie, mais n'ayant pas connu l'épreuve du feu, avait soudain découvert la foule, la ferveur populaire, la réussite publique. En 1981, il s'est passé autre chose. Au cours d'une autre campagne, le même homme, mûri par sept années de responsabilités, a abordé son expérience de résultats moins brillants et d'épreuves. Par exemple: ces premiers meetings à l'ambiance trop froide, ces discours qui tendaient à entraîner l'adhésion, ces sondages qui ne suivaient pas, ce registre mal établi. Un registre qui oscillait, avant le premier tour, entre deux tentations, celle de n'être qu'un « citoyen-candidat » et celle d'être un président à part entière.

Le premier jouait la simplicité, le second s'offusquait tout à coup s'il jugeait qu'on avait porté atteinte à l'honorabilité de sa charge. Le premier annonçait qu'il ne s'occuperait pas des autres candidats, le second passait soudainement à une offensive tous azimuts. Finalement, une campagne incertaine, moins « magique » que la précédente, une campagne au cours de laquelle le président sortant n'obtient jamais les réussites qu'on aurait pu attendre dans les domaines où, d'ordinaire, il excellait: des émissions de télévision de qualité, mais sans véritable effet-choc. Un face-à-face bien mené, mais sans que l'adversaire soit suffisamment mis à mal pour qu'on puisse crier victoire. Quelque chose, de toute évidence, ne passait plus. Ce n'était pas encore le rejet, mais déjà le désenchantement.

Cela, M. Giscard d'Estaing a pu le ressentir. C'était un début d'échec. Est venu s'ajouter le coup du destin,

le signe que la baraka s'était un peu éloignée: ce résultat du premier tour changeant toutes les données du second. Ce P.C.F. ramené à un étage si bas que, paradoxalement, il ouvrait la voie à la gauche socialiste. Un résultat tel qu'il donnait à l'appoint des voix gaullistes un poids qui rendait nécessaire d'emprunter le chemin de Damas. Un autre échec. Et maintenant? Sans nul doute l'épreuve doit être cruelle: M. Mitterrand bientôt à l'Elysée, lui qui avait comparé le président en exercice à un « petit télégraphiste » et la majorité laissée sans guide autre que... l'inévitable M. Chirac. L'amer-tume doit être grande et bien proche le découragement.

Dans les rangs giscardiens on veut croire que le R.P.R. se trouvera marqué du signe de la trahison et que ce signe lui vaudra la défaite lors des élections législatives. Mais que faire contre la nécessité de se donner un chef dynamique quand vient l'heure de sauver ce qui peut l'être ?

Qui dresser face à M. Chirac s'il s'avérait que M. Giscard d'Estaing ne peut lui-même jouer ce rôle ? Et comment faire pour que le giscardisme n'ait pas été une phase éphémère de l'histoire de la République ? Comment, après avoir été battu largement, se poser en recours alors que, dans le même camp, celui à qui l'on doit en partie l'échec est déjà en lice depuis longtemps ?

« Je continuerais, bien entendu, à défendre les intérêts essentiels de notre pays », une phrase qui signifie sans doute que M. Giscard d'Estaing pense déjà aux réponses à donner à ces questions.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

Le président du R.P.R. propose l'unité de candidature aux élections législatives

M. Jacques Chirac après s'être entretenu, lundi en fin de matinée, avec la publication de la déclaration de M. Barre, avec MM. Bernard Pons et Claude Labbé, a remis à la presse la déclaration suivante: « Lors du scrutin d'hier une majorité de nos concitoyens a manifesté sa volonté de changement. Conscient de cette aspiration, j'avais proposé une politique de renouveau dans la sécurité. Les circonstances n'ont pas permis aux Français de faire ce choix. Dans ces conditions, ils ont pris le risque d'une transformation profonde de notre société dont les conséquen-

ces politiques et économiques présentent un danger certain. » J'appelle leur attention sur les effets que ce choix poussé à son terme, c'est-à-dire confirmé lors des prochaines élections législatives, impliquerait pour la France. Et pourtant les Français demeurent attachés à une société d'initiative, de responsabilité et de liberté. Pour peu que les choses soient claires, ils le manifesteront à nouveau. Or la clarté exige l'unité.

« C'est pourquoi je propose que dans chaque circonscription législative un candidat unique, désigné d'un commun accord, défende ces valeurs. »

Le sort des condamnés à mort

Depuis le rejet du pouvoir de Philippe Maurice, le 19 mars, par la chambre criminelle de la Cour de cassation, cinq condamnés à mort sont en attente de leur sort dans les prisons françaises.

Quatre Philippe Maurice, ce

sont: Jean-Jacques Nicolas, condamné le 26 novembre 1980 par la Cour d'assises des Ardennes; Paul Laplace et Bruno Albert, jugés ensemble le 28 janvier par la Cour d'assises de Saône-et-Loire; et Yves Maupetit, condamné le 25 février par les assises du Val-de-Marne. Tous les quatre ont déposé un pourvoi en cassation qui n'a pas encore été examiné par la Cour suprême.

Dans l'immédiat, la seule condamnation à la peine capitale devenue définitive, et dont l'exécution ne dépend plus que de l'exercice du droit de grâce par le président de la République, est donc celle de Philippe Maurice.

A ce propos, M. Giscard d'Estaing avait déclaré, le 25 mars, qu'il ne voulait pas que cette « décision finale paraisse inspirée par des conditions électorales » et qu'« elle ne sera rendue publique qu'après l'élection présidentielle ». Il avait précisé: « Si je ne suis pas réélu, je transmettrai à mon successeur la conclusion à laquelle j'aurai abouti. »

De son côté, M. François Mitterrand déclarait, le 16 mars, à propos du droit de grâce: « Je ne suis pas favorable à la peine de mort. Je ferai ce que j'aurai à faire dans le cadre d'une loi que j'estime excessive, c'est-à-dire régalienne, un pouvoir excessif donné à un seul homme: disposer de la vie d'un autre. Mais ma disposition est celle d'un homme qui ne ferait pas procéder à des exécutions capitales. »

UN INSUCCÈS SANS PRÉCÉDENT

Quatrième président en cent ans à briser un second septennat, M. Giscard d'Estaing est le premier à échouer dans cette tentative. Avant lui, Jules Grévy (1866), Albert Lebrun (1939), Charles de Gaulle (1965) avaient été reconduits dans leurs fonctions, les deux premiers par un vote du Parlement réuni en congrès à Versailles, le troisième par le peuple français tout entier. Aucun d'eux n'avait toutefois pu aller jusqu'au terme de son second mandat.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée
à ses lecteurs
résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

UN DOCUMENT RÉALISÉ PAR LE MONDE

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Une analyse complète et détaillée de la campagne électorale. Les déclarations des candidats et leur programme. Tous les résultats commentés du premier et du deuxième tour par département et pour plus de huit cents villes. Le bilan complet du septennat (1974-1981). Pourquoi et comment l'électorat a évolué depuis 1974. Des cartes, des tableaux comparatifs.

POUR MIEUX COMPRENDRE CE QUI VA CHANGER
EN FRANCE

En vente chez tous les marchands de journaux dès le 18 mai - 25 F.

M. FRANÇOIS MITTERRAND

Analyses
et commentaires

Le besoin de changement

(Suite de la première page.)

Quelque chose qui venait de loin : ce besoin de changement était déjà évident il y a sept ans.

M. Giscard d'Estaing avait su le capter en rassurant. La gauche unie, qui l'incarnait plus nettement, n'avait pas suffisamment rassuré. Mais l'impulsion était donnée. Ce goût du changement, contre lequel le président sortant mettait les Français en garde en 1981, c'est lui qui l'avait encouragé en 1974 et qui, ensuite, ne l'avait pas satisfait. Les électeurs déçus ont cherché ailleurs, auprès des socialistes, qui se sont bien trouvés d'être, malgré eux, séparés des communistes.

La gauche récolte, sept ans plus tard, ce qu'elle croyait avoir semé en pure perte et ce à propos de quoi elle se disputait. La force d'inertie de l'électorat a joué en faveur d'une dynamique unitaire que l'on pensait révolue.

Le plus étonnant est que ce mouvement souterrain ait eu un caractère si volontariste. Sinon comment expliquer que son explosion au grand jour ait provoqué de telles manifestations de joie ? Nos correspondants nous signalent que dans plusieurs villes, et pas seulement à Paris place de la Bastille, la fête a été spontanée.

Tout le monde ne pouvait pas chanter « On a gagné », mais ceux qui le faisaient y mettaient d'autant plus d'enthousiasme que cela ne leur était pas arrivé depuis longtemps. Souvenons-nous : à la précédente échéance électorale, en 1978, M. Rocard constatait amèrement que la gauche venait de manquer son huitième rendez-vous avec l'histoire depuis le début de la V^e République. Le même, dimanche soir, débordait de joie devant une victoire qui n'était pas la sienne mais bien, comme il le soulignait, celle de M. François Mitterrand. D'autres vont gouverner le pays : cette seule certitude suffisait à libérer les pulsions ludiques du mois de mai en toute légalité républicaine...

Une autre manière de gouverner

Il va falloir définir, maintenant, la nature du changement et les moyens qui permettront de le mettre en œuvre. Au-delà des mesures précises que M. Mitterrand a annoncées au cours de sa campagne et qui sont attendues, les chefs de file de la nouvelle majorité présidentielle ont commencé à dessiner une autre manière de gouverner. Le plus précis, à cet égard, est M. Jacques Delors, devenu l'un des plus proches conseillers de M. Mitterrand après avoir été l'un des inspirateurs de M. Chaban-Delmas dans sa tentative, hélas vaine, pour débloquent la société française. M. Delors incarne bien le cheminement de tous ceux qui ont constaté que les transformations souhaitables ne pouvaient procéder que d'un changement complet du pouvoir.

Son maître mot est « dialogue ». Un dialogue qui s'ouvrira par une consultation générale des organisations patronales, syndicales,

agricoles, familiales, et qui se poursuivra après les élections législatives d'une manière constante et approfondie. M. Delors, qui est un spécialiste des relations sociales, insiste sur l'importance du « fait syndical », mais fait valoir aussi que l'Etat ne saurait résoudre tous les problèmes d'un coup de baguette magique. Il exclut l'éventualité d'une négociation entre les pouvoirs publics, le patronat et les syndicats du type de celle qui a suivi les événements de mai 1968 (accords de Grenelle) au profit d'une concertation sur des sujets ponctuels.

Cette volonté de dialogue et de pragmatisme, on la retrouve aussi chez M. Rocard, qui pro-

Le premier gouvernement nommé par M. Mitterrand n'aura pas à se présenter devant l'Assemblée nationale, qui sera rapidement dissoute, et procédera par décrets pour prendre des mesures immédiates concernant les revenus les plus modestes et les investissements publics afin de relancer « raisonnablement » la croissance économique. Ce sera l'amorce d'une action de plus grande envergure qui se poursuivra après les élections législatives si la nouvelle majorité parlementaire le permet.

Rien dans l'attitude du P.C.F. ou des syndicats n'autorise à dire que, dans cette phase de son entreprise, M. Mitterrand

P.C., mais il ne peut y avoir plusieurs politiques au gouvernement », rappelle M. Mauroy. Pour M. Defferre, il n'y aura pas de veto s'il y a accord, et si M. Chevènement concède volontiers que le P.C.F. n'était pas à son niveau habituel le 26 avril, il souhaite que ce parti affirme sa volonté unitaire.

Autant dire que la suite du rapprochement verbal qui s'est manifesté dans la foulée du succès de la gauche dépend essentiellement de l'acceptation d'un nouveau rapport des forces entre les deux partis : celui qui découle de l'élection présidentielle et qui peut être éventuellement modifié — mais dans quel sens ? — par les prochaines élections législatives. Chacun des deux partis va ménager les possibilités d'une collaboration pour imposer en cherchant à tirer le meilleur profit de la situation. Il n'est pas sûr que le succès soit dans la surenchère au changement : le P.C.F., s'il veut prendre le train en marche, ne saurait charger excessivement les wagons.

Deux postulants en réserve de la République

La nouvelle opposition « présidentielle », en même temps qu'elle perdait un chef déjà contesté, en voyait poindre un autre. Exit M. Giscard d'Estaing, bonjour M. Chirac ! On retombe, là aussi, dans les querelles de prééminence, mais la question est encore moins bien tranchée que dans l'autre camp.

M. Chirac se propose de rassembler tous ceux qui entendent défendre les principes selon lui menacés de la V^e République. La stratégie du recours, qu'il a souvent niée, la voici clairement établie, mais elle n'est pas si simple à appliquer. Les responsables du R.P.R. se prévalent d'avoir été mieux à l'écoute de l'opinion que leurs partenaires de l'U.D.F. « Si on nous avait écoutés, nous n'en serions pas là », dit M. Labbé. « Nous n'avons pas été entendus », ajoute M. Pasqua. Soit. Toutefois, au premier tour, M. Chirac s'est, malgré une campagne active, classé loin derrière M. Giscard d'Estaing, et, au second tour, la fidélité de l'électorat gaulliste à l'égard du président sortant n'a pas été telle qu'elle puisse susciter l'admiration et la reconnaissance.

Si M. Pasqua pense que le R.P.R. sera au premier rang du prochain combat, si M. Chirac estime que l'U.D.F. reste « la première force politique de l'opposition », plusieurs autres dirigeants de la « majorité sortie », MM. Lecanuet, Deniau, Blanc et Poniatowski, qui trouveront un écho favorable chez certains gaullistes proches du giscardisme, jugent que le seul moyen de faire contrepoids à la gauche est de se retrouver pour gagner les législatives. L'avantage de M. Chirac, en la circonstance, est d'être plus disponible que M. Giscard d'Estaing pour conduire ou participer au premier rang à ce nouveau combat électoral.

La droite a souvent prouvé qu'elle savait oublier ses querelles quand l'essentiel, c'est-à-dire le pouvoir, était en jeu. Elle n'a pas su le conserver ; saura-t-elle le reprendre avec deux postulants « en réserve de la République », et qui n'ont peut-être pas fini d'en découdre ne serait-ce que par personnalités, interposées, comme le prouve le sévère jugement que M. Barre a porté lundi matin sur M. Chirac ?

Le paradoxe est qu'au moment où l'évolution de la gauche favorise le courant social démocrate celle de la droite qui privilégie la domination du courant libéral — cet autre pôle de l'alternance — se trouve contrecarrée. M. Giscard d'Estaing a perdu, outre son poste, le pari qu'il avait fait sur l'analyse de la société française. Il regardait la France au fond des yeux mais il ne la voyait pas telle qu'elle est.

ANDRÉ LAURENS.

« Je veillerai à ce que la transition se déroule dans des conditions conformes aux intérêts du pays »

déclare M. Raymond Barre

M. Raymond Barre a rendu publique, lundi matin 11 mai, la déclaration suivante :

« Le peuple français s'est prononcé. Quels que puissent être nos sentiments personnels, le choix qu'il a démocratiquement exercé est notre loi. Avant la fin du présent septennat, je remettrai ma démission et celle du gouvernement au président de la République qui nous a nommés. Tant que je resterai en fonctions, je veillerai à ce que la transition se déroule dans des conditions conformes aux intérêts du pays. Je rejoindrai ensuite le camp de tous ceux qui entendent demeurer fidèles aux principes de la V^e République tels qu'ils nous ont été légués par le général de Gaulle.

« La majorité qui, depuis 1958, a soutenu ces principes et assuré le progrès et la grandeur de la France a été divisée et affaiblie par une fraction de ses membres qui n'a pas hésité, au moment décisif, à jouer au quitte ou double le sort de la V^e République. Rien ne saurait faire oublier leur immense responsabilité. L'action à conduire demain pour la V^e République devra reposer sur la clarté et la loyauté.

« Au moment où se tourne une page de notre histoire, je rappelle aux Françaises et aux Français l'état actuel de la France : une économie rigoureuse qui s'est largement engagée, grâce au programme électro-nucléaire, sur la voie de l'indépendance énergétique et qui s'adapte chaque jour efficacement aux changements du monde ; des entreprises assainies et présentes sur tous les marchés internationaux ; des finances publiques sérieusement tenues ; la Sécurité sociale redressée ; la politique contractuelle et conventionnelle respectée ; le pouvoir d'achat sauvegardé ; d'abondantes réserves d'or et de devises ; une monnaie solide au sein du système monétaire européen ; une influence indiscutée dans les affaires de l'Europe et du monde.

pose d'encourager la pratique du contrat, préconise une réforme régionale et invite la gauche à réconcilier « le rêve et la réalité ». C'est-à-dire à ne pas gâcher par l'irresponsabilité économique sa victoire politique.

Les dirigeants socialistes ont, parallèlement, le souci de rassurer ceux qui s'inquiètent des lendemains de ce succès. M. Mitterrand en appelle à la communauté nationale et M. Mauroy assure que « l'homme de l'unité socialiste » sera le garant de l'unité des Français. M. Rocard laisse entendre qu'il faut prendre les moyens de rassurer et MM. Defferre et Delors trouvent les mêmes mots pour rejeter tout esprit de revanche ou toute idée de chasse aux sorcières. Ces bonnes intentions n'ont d'égaux que celles des perdants, qui ne contestent pas une victoire acquise démocratiquement même s'ils en soulignent les risques pour l'avenir.

La période de transition jusqu'à la proclamation des résultats et la passation des pouvoirs devraient donc se dérouler sans incident.

L'état de grâce

Les moyens de mettre en œuvre le changement appartiendront dans un premier temps — les quatre semaines qui séparent l'installation du nouveau président des élections législatives — au parti socialiste et à ceux qui ont soutenu son candidat.

rencontrera de grandes difficultés. Si les dirigeants communistes continuent de revendiquer une participation aux responsabilités à tous les niveaux, ils semblent acquis à l'idée d'en discuter l'importance et les conditions au cours de la préparation des élections législatives.

M. Séguin a, de son côté, rappelé les revendications primordiales de la C.G.T. sur le SMIC à 3 400 F, la durée du travail, l'emploi, qu'il souhaite voir satisfaites dans les meilleurs délais, mais pas « pour demain ». Les autres syndicats, même quand ils mettent, comme la C.F.D.T. et la FEN, de grands espoirs dans le changement qui vient de se produire, restent très mesurés. Serait-ce l'état de grâce ? dont M. Mitterrand s'attendait à bénéficier, comme tout président nouvellement élu ?

Un contrat de gouvernement

Les dirigeants communistes se déclarent prêts à discuter tout de suite ou entre les deux tours des élections législatives un contrat de gouvernement avec le P.S. Le comité central du P.C.F. réuni dans la semaine, précisera une position qui paraît encore un peu vague parce que, sans doute, très nouvelle : il y a seulement quelques semaines, on n'imaginait guère qu'une telle négociation pût être envisagée avec autant de naturel !

MM. Marchais et Fiterman semblent imaginer un retour à l'union de la gauche qui se ferait dans l'action commune des deux partis pour se mettre d'accord sur la nature du changement à mettre en œuvre. « Nous ferons tout pour arriver à une majorité d'union de la gauche », a dit M. Fiterman. S'il en est bien ainsi, les dirigeants socialistes trouveront un écho à la condition primordiale qu'il pose au P.C.F. et qui est de vouloir l'union.

Pour eux, cela signifie que les communistes y joueraient leur rôle et leurs devoirs bien compris — sous la prépondérance du P.S. « Les électeurs communistes font partie de la majorité présidentielle. Si les propositions de François Mitterrand sont approuvées par la direction du P.C., on ira très vite pour s'entendre », a indiqué M. Jospin. « Un contrat de gouvernement est indispensable y compris avec le

50,52 %
POUR M. GISCARD D'ESTAING...
A NEW-DELHI

Les électeurs français de New-Delhi ont donné au président sortant une très courte majorité. Sur 118 inscrits, 99 ont pris part au scrutin, 48 — soit 50,52 % — se prononçant pour M. Giscard d'Estaing et 47 pour M. Mitterrand (49,48 %). Résultat un peu surprenant si on le rapproche de celui du premier tour, où le total des voix de gauche n'atteignait pas 30 % des suffrages exprimés, contre plus de 60 % en cumulant les voix de MM. Giscard d'Estaing et Chirac et de Mme Marie-France Garaud, et 10,75 % pour M. Brice Lalonde.



(Dessin de CHENEZ.)

Le succès et l'avenir

(Suite de la première page.)

Victime de son caractère autant que du système, il a fait de la présidence l'exercice d'un pouvoir personnel et solitaire, vindicatif, que nombre de ses amis supportaient eux-mêmes de plus en plus mal sans trop oser le lui dire. Puisse son successeur en tirer la leçon. Le pouvoir isole et le clan plus encore. Le mépris, un jour ou l'autre, provoque le mépris.

L'échec est aussi celui de l'irréalisme. Le président s'est comporté comme s'il n'était pas l'homme du passé, alors que son premier ministre, qui aurait au moins pu parler de la défense du franc, était rejeté dans la coulisse. Le président sortant, tout à la fois satisfait et sûr de lui, plaçait cependant coupable pour le chômage et l'inflation sans rien proposer de sérieux pour y mettre un frein. Lui qui aimait flatter l'intelligence des Français les prenait pour des sots en agitant les vieux épouvantails de la peur, en confessant pour seule erreur, l'avant-veille du 10 mai ! la suppression des célébrations du 8 mai et en faisant, hélas ! un agent électoral de dernière minute du grand chancelier de la Légion d'honneur !

La défaite, enfin, c'est au bout du compte celle d'une certaine politique économique et sociale, ressentie à la fois comme injuste et inefficace. Cela a été dit, redit et démontré tant à droite qu'à gauche. Encore n'a-t-on guère parlé, au cours de la campagne, des atteintes graves portées à l'indépendance de l'information, de la justice, de l'université et parfois de la haute administration.

**

L'avenir immédiat, ce sont les élections législatives, dont le président vaincu a eu bien tort de faire un autre épouvantail, comme si les électeurs détestaient voter, comme si tôt ou tard le jeu normal, la double nature présidentielle et parlementaire de la Constitution ne risquaient pas de conduire à la dissolution de l'Assemblée.

L'avenir, ce n'est pas seulement celui de la gauche retrouvée. Ses dirigeants commettraient une erreur en pensant qu'elle est devenue nettement majoritaire dans le pays. Elle ne l'était pas au premier tour sans les écologistes. Elle ne l'a été apparemment au second que grâce à ceux qui ont éprouvé une lassitude à l'égard d'un pouvoir aussi satisfait que vain. Un phénomène de rejet s'est incontestablement produit, dans bien des milieux modérés et gaullistes, à l'égard du président sortant. Pour ceux qui, en votant Mitterrand, ont entendu signifier qu'ils ne voulaient pas du retour de Giscard, le recours sera Chirac.

● Une permanence de l'U.D.F. saccagée à Pau. — Une quinzaine de personnes ont attaqué, lundi 11 mai, à Pau, vers 2 heures du matin, la permanence de l'U.D.F. Après avoir brisé la devanture du local à coups de pierres les manifestants se sont introduits dans

L'avenir, c'est enfin et surtout la politique que M. François Mitterrand, son gouvernement et sa majorité appliqueront pour redonner l'élan à l'économie française et l'espoir aux Français. En vingt ans, en sept ans, la France a changé moralement et sociologiquement : le nombre, le poids des salariés s'est accru, et notamment celui des femmes au travail ; la jeunesse a été la première victime du chômage, de la désillusion, du désespoir face à un avenir sans joie. C'est à eux qu'il faut, sans démagogie, redonner l'espoir et la dignité.

Le manifeste socialiste, qui seul engage le président élu et que le président battu s'est employé en vain à confondre avec le projet socialiste, constitue moins une base de départ aux futures négociations entre les éléments de la nouvelle majorité que le maximum qu'elle peut et doit adopter si elle veut maîtriser l'inflation. Encore faudra-t-il établir un strict calendrier. On ne peut, on ne pourra tout faire à la fois.

..

S'il dominait sa défaite, M. Giscard d'Estaing donnerait sa démission sans attendre le 25 mai afin qu'avec M. Poher, président intérimaire, et M. Barre, les collaborateurs de M. Mitterrand préparent la transition et prennent, s'il le faut, les mesures de sauvegarde nécessaires. Ce n'est plus au président sortant, contrairement à ce qu'il a dit, de s'occuper des intérêts essentiels du pays. C'est à son successeur. De Gaulle en 1969 est parti le lendemain de sa défaite, à midi.

Quant au président élu, il a montré dès le premier instant qu'il dominerait sa victoire. L'Etat a été trop souvent accaparé par un clan, il faut le restituer à la République. L'esprit de parti, sinon de famille, a été parfois confondu avec le service de l'Etat. L'arbitraire, sinon le bon plaisir, a trop souvent régné. Des carrières ont été brisées sans raison, d'autres ont été précipitées. Des intérêts privés ont été satisfaits sans que l'intérêt public y ait toujours trouvé son compte. Mais dans l'ensemble les responsables, les gestionnaires de l'économie et de l'Etat ont bien servi la France.

Dominer sa victoire, c'est écouter la nation dans toutes ses composantes, ses professions et ses provinces ; c'est se garder de tout esprit de parti, de toute démagogie et de toute précipitation, tout en satisfaisant en priorité les besoins des plus défavorisés. Dominer sa victoire, c'est enfin respecter l'opposition.

Le pays ne veut plus ni de l'arbitraire ni de l'arrogance.

JACQUES FAUVET.



Après "Grand reportage" Pourquoi pas un roman d'amour

"Fascinant portrait de femme, qui n'aurait pu être tracé à une époque précédente...". Patrick Thevenon / L'Express

"Chaque phrase de Michèle Manceaux est à retenir".
Françoise Xenakis / Le Matin

"Impossible d'échapper à ce voyage".
Jérôme Garcin / Les Nouvelles littéraires

"Son sens de l'impalpable, du chuchotement et son ironie émue font de Manceaux, l'indéniable héritière de Marguerite Duras".
Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

"C'est un livre qu'on ne lâche pas... le livre de quelqu'un amoureux de la littérature et souvent aimé d'elle".
Françoise Sagan

Seuil

Une riche carrière ministérielle sous la IV^e République

par RAYMOND BARRILLON

« Je ne suis pas né à gauche, encore moins socialiste. Il faudra beaucoup d'indulgence aux docteurs de la loi marxiste, dont ce n'est pas le péché mignon, pour me le pardonner. J'aggraverai mon cas en confessant que je n'ai montré par la suite aucune précocité. » (1)

Il est vrai que François Mitterrand n'est pas un « fils du peuple », et que c'est en milieu bourgeois, sinon douillet, qu'il fait le premier apprentissage de la vie. Né le 26 octobre 1916 à Jarnac (Charente), il est le fils de Joseph Mitterrand, agent de la Compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans, qui, trois ans après la naissance de son cinquième enfant (il en aura trois autres après François), opte pour la retraite anticipée plutôt que pour la direction de Paris-Austerlitz et entre dans les affaires pour devenir président de la Fédération des syndicats de fabricants de vinaigre de France (2). Sa mère, Yvonne Lorrain, dont l'un des frères, Robert, fit partie de l'équipe fondatrice du Sillon de Marc Sangnier, est fille d'un notable de la région de Cognac qui gère de grosses affaires.

Les premières années s'écoulent entre la maison de Jarnac, où l'on est avant tout libéral et où « on lit aussi bien Zola que Lamennais », et la demeure de Touvent, à quelques dizaines de kilomètres, où résident les grands-parents maternels de François Mitterrand. Promenades, lectures nombreuses, parties d'échecs avec le grand-père — « papa », — qui le forment au goût de la réflexion et aussi du silence. Intense gourmandise aussi pour l'histoire et pour la géographie, « ma plus chère et ma plus vieille amie, avec la France en rose et l'Allemagne en vert des cartes de mon enfance. » (1)

Il excelle en ces matières et en quelques autres aussi — il sera envoyé à Bordeaux pour un concours d'éloquence qu'il remportera — au collège Saint-Paul d'Angoulême, où il entre à l'âge de dix ans et fait toutes ses études secondaires.

Il a dix-sept ans lorsqu'il « monte » à Paris où il s'inscrit simultanément au droit à la Sorbonne et à Sciences-Po, résidant au foyer des pères maristes de la rue de Vaugirard qu'avait connu quelque vingt-cinq ans avant lui l'un de ses « correspondants » à Paris, François

Mauriac. Les études et les examens — licence de droit, début de doctorat — ne l'empêchent pas de goûter aux autres nourritures qu'offre la capitale : « Les amis que je m'y fis... étaient plus fiers de musique et de littérature que de politique. Grâce à eux, j'approchai Erik Satie, Honegger et Stravinsky avant Doumergue et Daladier. La N.R.F. et le surréalisme nous ouvrirent les portes d'un monde qui nous était inconnu plutôt qu'interdit. J'écrivais de petits articles dans les revues confidentielles. Tout de même, j'étais avide d'une époque qui m'avait accueilli au quartier Latin dans la bourrasque de 1934. J'allais écouter Thorez et Doriot, Blum et La Roche » (1).

Serait-ce un éclectisme que cet adolescent au fin visage ? Non pas : « D'instinct, j'éprouvais de l'horreur pour Franco, sa bande et sa bandera ».

Fut-il jamais tenté de militer du côté de l'extrême droite ? Il s'en défend non sans ruse : « Une légende subtile veut que j'aie appartenu à l'Action française... Que peut répondre l'accusé qui a la charge de prouver son innocence ? Rien. Nier serait s'abaisser. Et pourquoi répondre ? S'il était vrai que j'eusse été d'extrême droite dans ma jeunesse, je jugerais plus honorable d'être où je suis aujourd'hui que d'avoir accompli le chemin inverse, où l'on se bouscule, semble-t-il » (1).

Si l'automémorialiste de cinquante-trois ans ne se trompe pas sur ce qu'il fut trente-trois ans plus tôt (Ma Part de vérité fut écrit en 1969), le François Mitterrand de vingt ans, amateur de réunions littéraires et « fanatique de jazz », prête peu d'attention aux activités des ligues de droite, et, si l'on en croit, c'est plutôt le sursaut de 1936 qui

l'enchantait et le trouble : « J'ai-mais que mes vingt ans fussent au commencement d'un monde dont la délivrance m'exaltait sans que j'eusse approché ses douleurs. Ce n'était pas un choix politique, je ne distinguais pas les forces en présence, je n'avais pas de clef, mais, sans en comprendre les raisons, je croyais distinguer de quel côté étaient le droit et la justice. »

Sans doute en avait-il eu déjà quelque idée dans un milieu familial « qui tenait les hiérarchies fondées sur le privilège de l'argent pour le pire désordre », mais c'est un peu plus tard qu'il accède à une prise de conscience véritable.

En même temps qu'un deuxième diplôme d'études supérieures de droit, il fait sans passion, au moment où éclate la seconde guerre mondiale, son service militaire. « J'étais antimilitariste », écrit-il. Son frère Jacques, saint-cyrien, aujourd'hui général, nuance un peu, mais sans démentir vraiment : « En fait, il a fait sa préparation militaire supérieure de façon très fantaisiste. » (2). En tout cas, à l'automne 1939, le frère aîné, Robert, polytechnicien, et le frère puîné, Jacques, partent avec des galons, tandis que François, « deuxième classe » affecté au 23^e régiment d'infanterie coloniale, est envoyé couvrir la ligne Maginot du côté de la frontière belge.

Le 14 juin 1940, jour même où les Allemands entrent à Paris, François Mitterrand est blessé près de Verdun, transféré à Lunéville. Il se retrouve près de Cassel, au stalag IXA où il éprouve violemment que l'homme est un loup pour l'homme.

Fulgurants débuts

À une lieue de la libre Suisse, mais c'est le pépin : traversant le village d'Egesheim avant que la nuit ne soit tombée — la hâte d'arriver, bien sûr — ils sont repérés. Prison à Speiching et transfert au stalag IXA.

À la troisième tentative, l'évadé se retrouve, en mai 1942, après quelques semaines de repos à Saint-Tropez, chez des amis de son père, dans la capitale de la France non occupée. Il trouve à Vichy un emploi dans un organisme semi-officiel d'aide aux prisonniers de guerre. Ses activités lui valent de recevoir une francisque qui lui sera cent et mille fois reprochée. « J'étais à Alger, précise-t-il, en mission pour la Résistance, quand le décret m'attribuant cette décoration fut pris, à l'automne 1943. Je ne l'ai donc jamais reçue... J'étais à cette époque vice-président du centre d'entraide des prisonniers de guerre. Vichy a offert la francisque à tous les dirigeants de cette organisation. Pour des gens comme moi, engagés de l'autre côté, c'était une couverture merveilleuse » (1).

Effectivement engagé « de l'autre côté », devenu résistant « sans problème déchantant », François Mitterrand, surnommé « Morland », établit divers contacts, et, « de fil en aiguille », est chargé d'une mission à Alger en novembre 1943. C'est le premier contact avec Charles de Gaulle, dont il est permis de penser qu'il est à l'origine d'un malentendu et d'une incompréhension fondamentale. Incompatibilité d'humeur, même :

« Le général de Gaulle me reçut. Ses premiers mots furent pour s'étonner de mon transport par avion anglais. Je fus confus de n'avoir pas songé à m'enquérir de la marque et de la nationalité de cet avion, et d'avoir cru qu'entre Londres, Gibraltar et Alger, en pleine guerre, ce mode de communication pouvait être considéré comme normal. Le reste de l'entretien fut aimable. Néanmoins, comme j'hésitais à accepter de fonder en une seule formation et sous l'autorité de l'un de ses neveux, ainsi qu'il me l'ordonnait, les trois organisations de prisonniers de guerre qui militaient dans la Résistance, il me donna congé froidement... Beaucoup plus tard, un document (il est toujours en ma possession) m'apprenait que pendant mon séjour à Alger, il avait été proposé au général de Gaulle, par l'un de ses familiers, d'expédier sur le front d'Italie ce voyageur de peu de foi gaulliste qu'on avait sous la main... Je ne saurais jamais si j'ai dû éviter cette inflexion du destin à la mansuétude du chef de la France libre ou la hâte que j'avais mise à rejoindre mes camarades de la Résistance intérieure » (1).

Le « voyageur de peu de foi gaulliste », poursuit en effet en France ses activités de président du Mouvement national de pri-

sonniers de guerre et déportés. Il rencontre une jeune fille qui deviendra la plus jeune médaillée, Danielle Gouze, fille d'enseignants de Cluny, dans la maison desquels Bertie Albrecht, l'une des plus pures figures de la Résistance lyonnaise trouve son dernier refuge avant d'être arrêtée et assassinée, par la Gestapo. François Mitterrand et Danielle Gouze se fiancent au printemps 1944. Ils se marieront à Saint-Séverin, le 28 octobre 1944, et auront deux fils, Jean-Christophe et Gilbert, aujourd'hui âgés de trente-quatre et trente et un ans.

Nommé par de Gaulle secrétaire général aux prisonniers de guerre, François Mitterrand n'apartiendra cependant pas — défaut d'allégeance ou d'inconditionnalité ? — aux premiers gouvernements de la France libérée. Pendant les années 1945-1946, il tatonne entre le journalisme et la politique. Directeur du quotidien Libres, organe des prisonniers et déportés où il écrit des éditoriaux souvent rudes pour les « caciques » de la III^e République, Edouard Daladier et Edouard Herriot, entre autres (3), Conseiller du groupe qui édite *Notre Beauté*, il est au nombre des fondateurs de l'Union démocratique et socialiste de la résistance (U.D.S.R.) qui rassemble des résistants tels que Pierre Bourdieu, René Plevin, René Capitant, Eugène Claudius-Petit, Antoine Arin. Pourquoi cette petite formation plutôt que le M.R.P. ou la S.F.I.O., qui se partageaient avec le P.C.F. les portefeuilles et la conduite des affaires de la France convalescente ? Claude Manceron répond :

« Sans doute parce que l'U.D.S.R. lui a paru alors offrir une chance à la définition d'un socialisme laïc à tous points de vue, c'est-à-dire également dégagé des dogmes chrétien et marxiste. Laïc, Mitterrand l'est en effet devenu sans passion, mais fermement pendant la guerre. « À l'égard des marxistes, il est et restera également libre par une certaine répugnance à leur philosophie et au matérialisme dialectique, par le refus, aussi, d'un embrigadement quelconque. Au départ de l'U.D.S.R., on trouve encore l'obsession de la liberté. » (4).

Il serait d'autre part intéressant d'être un membre actif d'un groupe aux effectifs modestes de cinq à vingt-cinq membres, selon les périodes (François Mitterrand le présidera en 1953 puis en 1956), qui joue à l'Assemblée nationale le rôle d'une « charnière » parfois et souvent même indispensable à la constitution et à l'investiture des gouvernements qui se succèdent à un rythme accéléré.

François Mitterrand ne s'y intéresse toutefois qu'en novembre 1946. Sa première tentative échoue lors des élections du mois de juin de la même année. La liste du R.G.R. qu'il conduit dans le très hétérogène cinquième secteur de la Seine (Saint-Denis, Asnières, Saint-Ouen, Clichy, Neuilly, Courbevoie, Puteaux) ne recueille que 21 511 suffrages, alors que le quotient est de 44 877. Le tripartisme est roi, mais il ne se décourage pas pour autant et suit le conseil du « bon docteur Quéuille » qui lui suggère dans les termes suivants de récidiver dans la Nièvre : « On vous offre cette chance parce qu'elle n'existe pas. Allez-y quand même. Vous réussirez si vous écoutez tout le monde et n'en faites qu'à votre tête. » C'est sur une liste de titre plutôt « droitier » (action et unité républicaine) qu'il réussit, le 10 novembre 1946, à enlever l'un des quatre sièges à pourvoir, se plaçant en deuxième position derrière le P.C.F., mais devant la S.F.I.O. et le M.R.P. Le voici implanté dans un Morvan qu'il ne connaissait guère mais dont il va faire sa seconde patrie — bien qu'il n'y ait jamais résidé ailleurs qu'à l'hôtel — et aussi le « baromètre » indispensable à tout homme politique de quelque importance pour mesurer et apprécier les variations et les réactions de l'opinion. Aussi bien n'y aura-t-il guère de semaine, près de trente ans durant, sans qu'il aille se mettre à l'écoute de Montsauche, dont il est conseiller général depuis 1949 sans interruption, de Château-Chinon, dont il est le maire depuis 1959, ou de Nevers, où il préside le conseil général depuis 1964.

Le 22 janvier 1947 est le point de départ d'une longue, importante et assez fulgurante carrière ministérielle, qui ne prendra fin que plus de dix ans après, le 21 mai 1957. Pendant cette période, François Mitterrand est successivement ministre des anciens combattants du socialiste Paul Ramadier (janvier-octobre 1947) et du M.R.P. Robert Schu-

man (novembre 1947-juillet 1948), secrétaire d'Etat à l'information du radical André Marie (juillet-août 1948), secrétaire d'Etat de Robert Schuman (quarante-huit heures en septembre 1948), secrétaire d'Etat à la présidence du conseil avec le radical Henri Queuille (septembre 1948-octobre 1949), ministre de la France d'outre-mer de l'U.D.R. René Plevin (juillet 1950-février 1951),

puis d'Henri Queuille de nouveau (mars-juillet 1951), ministre d'Etat du radical Edgar Faure (janvier-février 1952), ministre délégué au Conseil de l'Europe du modéré Joseph Laniel (juin-septembre 1953), ministre de l'intérieur du radical Pierre Mendès France (juin 1954-février 1955), et garde des sceaux du socialiste Guy Mollet (février 1956-mai 1957).

Un libéral de gauche

Une aussi riche carrière ministérielle menée sous tant de maîtres divers incite-t-elle à parler de laxisme, d'éclectisme ou même d'arrivisme ? Nombreux sont assurément ceux qui le pensent ou le suggèrent d'une manière ou de l'autre, aujourd'hui encore, mais peut-être convient-il d'y regarder de plus près. On voit alors, si l'on y consent, que François Mitterrand sait manifester de temps à autre par des actes qu'il préfère risquer que subir, chercher à comprendre plutôt que fermer les yeux et qu'il ne renonce pas à ce dont on lui avait donné le goût dans la maison familiale de son enfance : espérer un peu plus d'amour et un peu moins d'injustice.

Divers voyages à travers l'Union française et les protectorats — en 1949, il « accroche » à l'U.D.S.R., à laquelle s'apparente le groupe du Rassemblement démocratique africain, les parlementaires tels que MM. Sald

Mohamed Cheick (Comores), Raveloson et Velonjara (Madagascar), Félix Tchicaya (Moyen-Congo), Houphouët Boligny (Côte-d'Ivoire) — lui créent problème et font naître en lui une vive « indignation à la vue des Français qui s'approprient la France ». Ils lui inspirent en 1953 *Aux frontières de l'Union française*, un livre qui montre bien la grande attention qu'il porte à l'éveil des nationalismes et révèle en lui un libéral de gauche plus socialiste déjà que maints caciques de la S.F.I.O. Les mêmes sentiments et la même vigilance le conduisent, en septembre de la même année, à se démettre des fonctions qu'il exerce au sein du cabinet Laniel plutôt que d'apporter sa caution à la politique menée alors en Afrique du Nord et plus précisément au Maroc : « Le minimum d'honnêteté pour un homme politique, dit-il, c'est de s'en aller quand il n'est pas d'accord » (5).

Avec Mendès France

Il assume néanmoins comme ministre de l'intérieur de M. Mendès France la guerre d'Algérie, qui éclate le 1^{er} novembre 1954. C'est alors la phrase qu'on lui « resservira » cent fois et que beaucoup ne veulent toujours pas oublier de l'autre côté de la Méditerranée, comme s'il avait été le seul, à cette époque, à tenir pareil langage : « La seule négociation, c'est la guerre, car l'Algérie, c'est la France » (6). Quelques semaines plus tard, c'est l'« affaire des fuites » (on cherche à le rendre responsable de la divulgation de secrets de la défense nationale), « odieuse machination de médiocres animés par l'esprit de vengeance qui s'effondrera, son principal accusateur lui-même, M. Georges Bidault, ayant reconnu loyalement qu'il avait été trompé » (7). En janvier 1956, deux de ses autres diffamateurs MM. René Lignac, des *Nouveaux Jours*, et René Millavén, de *Rivarol*, seront condamnés à payer de lourdes amendes.

1956, c'est la poussée poujadiste, qui s'exerce fortement dans la Nièvre et ébranle quelque peu François Mitterrand. Il n'en est pas moins réélu député, le 2 janvier 1956, sur une liste présentée par l'U.D.S.R., le R.G.R., le parti radical, comme il l'avait été le 17 juin 1951 sur une liste d'Union démocratique et républicaine des indépendants.

En novembre 1958, les choses se présentent très différemment. Le « personnage de roman », comme dit François Mauriac, n'a pas accepté sept mois plus tôt que les généraux d'Alger dictent leur loi à la France et mettent à bas son régime. Une entrevue avec le général de Gaulle le 31 mai 1958, à l'hôtel Lapérouse — « Vous voulez ma tête, aurait dit celui-ci à son interlocuteur. On en reste là, sur un constat lucide d'hostilité irrémédiable » (2), — ne l'a pas fait changer de sentiments, et il s'est écrit, pour refuser l'investiture au dernier président du conseil de la IV^e République : « En droit, le

(1) Ma part de vérité.
(2) David Laude : *François Mitterrand* (Editions Éditions, avril 1974).
(3) Voir Jean-Marie Borzeix : *Mitterrand lui-même* (Stock, 1973).
(4) Cité par Claude Manceron : *Cent mille voix par jour* (Robert Laffont, 1966).
(5) En ce qui concerne le Maroc, M. Mitterrand avait condamné la déposition, au mois d'août précédent, du sultan Mohammed V. En démissionnant, il entend aussi s'élever contre la désignation, sans consultation du gouvernement, de M. Volzard au poste de résident général à Tunis, et, d'une manière plus générale, contre l'abandon de la politique de réforme qu'il avait élaborée au début de l'année 1952, alors qu'il était ministre d'Etat dans le cabinet Edgar Faure.
(6) En avril 1957, alors que se poursuit la guerre d'Algérie, M. Mitterrand, ministre de la justice dans le cabinet Guy Mollet, stigmatisa, devant la commission de la justice à l'Assemblée nationale, le recours aux sévices et l'augmentation des détentions arbitraires en Algérie.
(7) Pierre Vianson-Ponté dans *le Monde* du 11 septembre 1965.

A qualité égale, qu'est-ce qui revient le moins cher ?

La moquette "pose comprise" à un prix gonflé. (Permettant ainsi de vous déduire une certaine somme si vous achetez ce même produit sans la pose), ou la moquette à prix réellement étudiés avec un barème de coût de pose par de vrais artisans indépendants. Des stocks en provenance directe d'usines appelées à disparaître définitivement.

Beau velours uni sur mousse compacte. Plusieurs coloris : 24,10 F

Pure laine en 2 m 40,00 F

Bouclée 100 % laine 4 m 62,00 F

Moquettes grandes marques largeur 4 m 24,50 F

Coco 1^{er} choix sur latex 49,50 F

Grand choix également de tissus à coller à des prix de papiers peints. Exemple de prix : 6,50 F

Mural textile depuis, le m²

Métis lin coton en 2,60 m le m linéaire : 39,00 F

Des stocks énormes 1^{er} et 2^e choix, en provenance directe d'usines.

5 % de remise sur présentation de cette annonce.

Artrec : 4, bd de la Bastille, 75012 Paris. A 100 m du pont d'Austerlitz. Métro : Quai de la Rapée. Tél. 340.72.72. Fermé dimanche.
Artisans : 8-10, impasse St-Sébastien (donne 32, Récupérateurs : rue Saint-Sébastien, puis A-Baudin), 75011 Paris. Métro : Saint-Sébastien et Saint-Ambroise. Tél. 355.66.50. Fermé samedi après-midi et dimanche.
Ar Saint-Maur : 11, villa du Soleil (donne 120, bd du Gl-Giraud), 94100 St-Maur RER Saint-Maur - Créteil Bus : 111-112, arrêts Bourbaqui et Adamville. Tél. 883.19.97. Fermé dimanche et lundi.



VIENT DE PARAÎTRE
FRANCIS LEFEBVRE

5, rue Jacques-Bingen
Paris 17^e

MÉMENTO PRATIQUE FISCAL 1981

Prix en notre librairie : 164 F - Franco 176 F



LANGUAGE STUDIES

PARIS - LONDRES - BERKELEY/SAN-FRANCISCO
COURS D'ANGLAIS INTENSIFS POUR HOMMES D'AFFAIRES
COURS INDIVIDUELS ou PETITS GROUPES

Pour tous renseignements, veuillez nous téléphoner au 260-53-70 ou nous envoyer ce bon à l'adresse ci-dessous

LANGUAGE STUDIES, 350, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS
Tél. : 260-53-70

Nom, prénom

Age, profession

Adresse

désire recevoir une documentation sur les cours

M. FRANÇOIS MITTERRAND

Portrait

Un homme qui fait son chemin sous la V^e République

« Pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté »

Antonio GRAMSCI.

François Mitterrand ne s'est pas contenté tout au long de sa vie d'être intelligent et de faire montre d'un sens aigu de la politique : il a su ne jamais renoncer, et continuer de risquer plutôt que de subir.

Au reste, ayant commencé tôt dans cette voie, il s'est plu à rappeler, lors de son « pèlerinage » sur les lieux de son évasion en R.D.A., en compagnie de M. Willy Brandt (au mois de mars dernier), qu'il lui avait fallu tenter par trois fois de s'évader avant d'y parvenir. En 1981, il se présentait pour la troisième fois à l'élection présidentielle.

Candidature-défi le 19 décembre 1965, au nom de tous les « républicains », face à un homme qui était alors au faite de sa puissance et qui, déjà entré dans l'histoire, n'en venait pas moins d'être soumis au ballottage (1). Candidature-espoir en 1974, au nom d'une gauche unie sur son nom et liée par un programme de gouvernement. Candidature-bilan en 1981, qui lui permet de récolter ce qu'il a semé.

Dans l'interval, que de ressources ! « Ce n'est pas dans mon caractère d'obéir » (à M. Giscard d'Estaing), s'exclamait-il devant une foule enthousiaste à Montpellier, à quelques jours du scrutin. Il n'est pas non plus dans son caractère de plier devant

la fatalité du destin. Ne l'a-t-on pas cru mort, politiquement s'entend, par trois fois déjà ?

En 1958, l'avènement de la V^e République paraît sonner le glas d'une carrière ministérielle conduite jusqu'au seuil de la présidence du Conseil. René Coty, deuxième et dernier président de la IV^e République, avait en effet songé à lui confier une charge qui échut finalement à Félix Gaillard (le 5 novembre 1957). « François Mitterrand à Matignon aurait sans doute constitué un cabinet de style nouveau ; dans ces conditions, le général de Gaulle aurait-il conservé les mêmes chances de faire le 13 mai ? », s'est demandé plus tard Roger Duchet, proche de M. Antoine Pinay, et adversaire entêté de François Mitterrand (2). Il serait sans doute injuste de voir dans cet épisode malheureux l'origine de l'hostilité du troisième successeur de Charles de Gaulle à l'égard du fondateur du régime.

Le 31 mai 1958, une nouvelle entrevue n'est guère plus heureuse que celle de 1943 à Alger : on s'en tint à « un constat lucide d'hostilité irrémédiable » (3). Hostilité d'autant plus affirmée qu'il n'a pas accepté le « coup de force » qui a, selon lui, ramené au pouvoir le général de Gaulle. Attitude que ne comprendront pas les électeurs de la Nièvre : à l'aube de la V^e, l'enfant chéri de la IV^e n'a plus en main que son mandat de conseiller général.

Mai 1968

Dix ans plus tard, au mois de mai 1968, alors que de patients efforts lui avaient permis de se remettre en selle et de placer la gauche sur la route de l'unité, il a le tort de se précipiter un peu trop. Noyé dans la tourmente, comme beaucoup, et ignorant, comme tant d'autres, les desseins de de Gaulle, il se déclare, le 28 mai, candidat à la présidence de la République et propose la constitution d'un gouvernement provisoire de gestion pour la direction duquel il avance le nom de M. Mendès France. Mais de Gaulle revint et le leader de la gauche qu'il était devenu (depuis sa candidature à l'Elysée en 1965)

n'échappa que de justesse au fiasco électoral que celle-ci subit les 23 et 30 juin.

Dix ans passèrent de nouveau, jusqu'en mars 1978 : entre-temps, de tenaces efforts lui avaient permis de frôler la victoire, au nom de la gauche du programme commun en 1974 (4). L'échec électoral, consécutif à une désunion durable du P.C. et du P.S., fait alors croire à la droite que son champion est en place pour longtemps. Il fait croire à M. Michel Rocard qu'il lui est possible de proposer au P.S., et à la gauche, sa propre démarche. Avec l'insuccès que l'on sait.

Deux épisodes pénibles

Cette aptitude à « rebondir », cette capacité de résistance, cette obstination, il les doit à un solide individualisme. Il est vrai que ce « personnage de roman », comme disait François Mauriac, a eu maintes occasions de se durcir — au point d'avoir « oublié qu'il fut un garçon chrétien » — au contact de la vie politique : il connut deux épisodes des plus pénibles.

Cinq ans après l'affaire des fuites où il était totalement innocent, ce fut en 1959 une fusillade dirigée contre lui à l'orée des jardins de l'Observatoire. Provocation (selon M. Mitterrand) ou machination (selon ses adversaires) ? La question agite, et agite encore, bien des esprits. Il suffit de noter que le malaise suscité par cette affaire n'a guère atteint ceux qui connaissent bien la victime, tels François Mauriac ou M. Pierre Mendès France.

On peut convenir que ces épreuves ne furent domanées qu'à force de volonté et de repli sur soi. Le caractère solitaire du per-

sonnage s'en est trouvé durablement renforcé, au point qu'il confiait en privé, sans craindre l'exagération, la joie que lui procurait la perspective de gagner seul, sans argent, sans médias, sans journaux !

Le paradoxe est pourtant que, sans avoir jamais été un « homme de parti », encore moins un « homme d'appareil », M. Mitterrand a tiré sa force de sa réussite à la tête d'un parti et d'un appareil qu'il a, plus que tout autre, contribué à rebâtir.

Jusqu'alors, il était même un homme « sans parti ». Seul l'appui d'un certain nombre de clubs (qui donneront naissance à la convention des institutions républicaines) lui permit de lancer, le 9 septembre 1965, sa première candidature élyséenne. La création, dans la foulée, de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (F.G.D.S.) — rassemblant les socialistes de Guy Mollet et les radicaux de M. Billères — ne devait pas modifier ce statut.

Une formation politique souple et moderne

L'élection présidentielle l'ayant consacré comme l'un des tout premiers personnages de la vie politique, il réussit dès 1966 à doter la F.G.D.S. d'une équipe et d'un programme. Croyant révolue l'époque des « partis ouvriers », son véritable objectif était de doter la gauche non communiste d'une « formation politique souple et moderne » (5). Au fond,

il n'imaginait sans doute pas que le P.S. puisse devenir ce qu'il est : une fédération de courants ; il pensait plutôt à une organisation plus proche de la CIR que de la S.F.I.O.

Par son image, riche de sa diversité, par le relais de ses quarante mille élus et cent soixante mille militants, le parti socialiste a contribué, de façon non néglige-

able, à la victoire. De la même façon, le contrôle de l'appareil de ce parti a été décisif dans l'épreuve que fut la désignation du candidat à l'élection présidentielle. Le fait qu'il ait été extérieur au socialisme explique sans doute qu'il ait pu ainsi s'imposer aux courants de cette famille politique, qu'ils soient traditionnels (venant de la S.F.I.O.) ou plus modernes (autour de M. Rocard).

Le succès de cette singularité — en marge des grands partis, puis à la tête du premier d'entre eux — s'explique aussi par un réel pragmatisme. Toutefois, le refus de l'idéologie ne dispense pas d'avoir les idées claires et une stratégie précise. Même si celles-ci ne se sont élaborées que progressivement.

L'idée maîtresse qui guide les pas du « candidat des républicains » de 1965, et que l'on retrouve dans son dernier ouvrage, *Ici et maintenant* , est de « retrouver l'authenticité républicaine ». C'est au nom de celle-ci qu'il a dénoncé « le coup d'Etat permanent » ; en

son nom, qu'il a fait la jonction entre le P.C. et la S.F.I.O. pour être, en 1965, dès le premier tour, face au général de Gaulle, le candidat de la gauche. Question de réflexe aussi : il a saisi l'occasion plus vite que d'autres. L'épisode de la convention des institutions républicaines ut ensuite, de 1965 à 1971, valeur de transition entre le radicalisme du ministre de la IV^e République et le socialisme du chef de file de l'opposition de la V^e République.

L'« authenticité républicaine » a d'ailleurs rejoint rapidement l'« authenticité socialiste » : M. Mitterrand ne se plait-il pas à définir le socialisme comme une « forme supérieure de pratique de la liberté » ?

La République peut-elle vivre sans possibilité d'alternance ? La réponse négative qu'il donne a fondé sa stratégie unitaire. Le député de la Nièvre a, très tôt, fait le constat suivant : un parti communiste puissant à côté d'une gauche (que l'on dit alors « non communiste ») qui est morcelée « représente pour les conservateurs une assurance de pouvoir à demeure ».

Rendre son équilibre à la gauche

Dans ces conditions, rendre son équilibre à la gauche, c'est rendre sa plénitude à la démocratie. L'union de la gauche a donc été conçue comme un moyen de trouver cet équilibre.

Pour y parvenir, M. François Mitterrand avait élaboré une stratégie en trois temps : créer une formation « souple et moderne » capable d'équilibrer le P.C. (premier temps), de le dominer (deuxième temps) et de détenir par elle-même, en elle-même « une vocation majoritaire » (troisième temps).

L'histoire de ces vingt dernières années est, pour lui-même, celle de la réalisation de ces trois objectifs. Le troisième ne sera certes atteint que si, au lendemain du scrutin législatif, une majorité parlementaire se dégage autour des socialistes. Mais la plus grande partie du chemin est accomplie.

Cela est d'autant plus méritoire que, depuis septembre 1977 et mars 1978, l'hypothèse fondamentale sur laquelle reposait ce projet — passer du rééquilibrage de la gauche à la vocation majoritaire du P.S. — était refusée par le P.C.

Pourtant, jusqu'au congrès de Nantes (au mois de juin 1977), tout semblait devoir se dérouler selon l'intuition, puis la volonté d'un homme qui, l'un des premiers, avait compris que la reconstruction de la gauche non communiste passait par l'utilisation des institutions de la V^e République.

Très tôt, il perçoit que l'union de la gauche est inscrite dans la désignation du chef de l'Etat au suffrage universel, ainsi que dans le mode de scrutin législatif : ce dernier a non seulement favorisé la bipolarisation, mais aussi, au sein de l'opposition, la fraction la plus modérée.

Très tôt, il sait que cette gauche non communiste, qu'il nomme la « démocratie socialiste », doit rechercher les « assises sociologiques de son renouveau ». Où les trouverait-elle sinon « parmi les chercheurs, ingénieurs, cadres techniques et agents de maîtrise », puisque « le nombre des ouvriers décroît » ? Rapidement (trop rapidement puisqu'il lui faudra attendre plus longtemps qu'il n'espérait), il professe que la part dominante du salariat dans la société française rend la gauche sociologiquement majoritaire.

Son premier souci est d'abord de reprendre aux communistes le terrain perdu par la S.F.I.O. : il faut « s'ancrer à gauche, tandis qu'aller vers le centre revient à leur abandonner ce terrain » (6). Cette analyse lui permet de se tenir sagement à l'écart de

l'élection présidentielle de 1969. Mieux même, le cuisant échec du tandem Defferre-Mendès-France, et de sa stratégie centriste, précipite l'effondrement de la « vieille maison » et rend inéluctable le succès, deux ans plus tard à Epinay-sur-Seine, de celui qui devient, pour dix ans, le premier secrétaire du P.S. L'ancrage à gauche du P.S. et plus profondément, la moralisation du comportement des socialistes sont acquis, sur le plan interne, par l'alliance nouée avec le C.E.R.E.S. au congrès d'Epinay, sur le plan externe, par la signature, dès juin 1972, du programme commun. Ce succès rapide s'explique : le jeune P.S. ne représente alors qu'une faible force électorale par rapport à la formation dominante de la gauche qu'est le P.C., mais qui ne saurait le rester : « Notre objectif fondamental », explique M. Mitterrand devant le congrès de l'Internationale socialiste réuni à Vienne le 28 juin 1972, « c'est de refaire un grand parti socialiste sur le terrain occupé par le P.C. lui-même, afin de faire la démonstration que, sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois millions peuvent voter socialiste. C'est la raison de l'accord (entre le P.S. et le P.C.) ».

Pari difficile. Pari en passe d'être tenu mais après maintes péripéties : au fil des consultations électorales, le P.S. se place en position d'exercer ce leadership. Le P.C. s'en émeut dès le lendemain du scrutin présidentiel de 1974 : les élections législatives partielles qui se déroulent à l'autonomie montrent clairement que l'union profite surtout aux socialistes. Le congrès extraordinaire du P.C.F. qui se réunit au mois d'octobre devient, sous l'impulsion de M. Roland Leroy, un congrès de dénonciation du P.S. Dans la tradition communiste, les mots d'ordre hostiles à la social-démocratie sont le signe annonciateur d'un retour à la stratégie autonome.

Les socialistes continuent pourtant de vivre, et de prospérer, dans le confort de la « dynamique unitaire » et de sa traduction électorale (celle-ci sera d'ailleurs spectaculaire aux élections municipales de 1977). Mais dans le même temps, M. Mitterrand, lui aussi, jette les bases d'une démarche plus autonome : l'opération des « assises du socialisme », qu'il accepte sur les conseils de M. Pierre Mauroy, et qui marque le ralliement de M. Michel Rocard au nouveau P.S., se déroule au mois de décembre. Elle vise, entre autres objectifs, à doter le jeune parti socialiste d'une idéologie qui permette de faire contrepoids aux communistes.

La rupture

Ainsi, dès la fin de l'année 1974, soit sept mois à peine après que le camp commun de la gauche a frôlé la victoire, tout est en place pour faire de l'union un « combat ». Ce combat est rude et spectaculaire. L'actualisation du programme commun fournit l'occasion de la rupture. Le P.C.F. prend l'initiative de l'une et l'autre, en demandant une réunion au sommet dès le 31 mars 1977 et en maintenant ses exigences dans plusieurs domaines (étendue des nationalisations, montant du salaire minimum, calendrier des mesures sociales, politique de défense notamment), jusqu'au 23 septembre, date de la suspension sine die des négociations.

Si M. Mitterrand souhaite alors une révision limitée, une actualisation, il s'agit pour les communistes d'engager une véritable renégociation. Et ce, pour une raison essentielle : dans un contexte de recul vis-à-vis du P.S., il n'est plus question d'accepter un partage des rôles avec lui, mais bien de doter l'union d'un programme suffisamment contraignant pour les socialistes.

L'échec de mars 1978 est donc le fruit d'une contradiction : des deux côtés, le moyen (l'union) vi-

sait une même fin (l'hégémonie à gauche). Il devient alors possible à M. Michel Rocard de se poser en homme mieux à même que M. Mitterrand de réaliser la vocation majoritaire du P.S. à la faveur du scrutin présidentiel de 1981. Le premier secrétaire est marqué non seulement par l'échec de son discours unitaire, qui ne rencontre d'autre écho que la dénonciation, par le P.C., du « virage à droite » du P.S., mais aussi par le changement qu'introduit la remise en cause de la détente internationale. M. Mitterrand et ses partisans récusent en M. Rocard le continuateur d'une œuvre visant à « restituer le socialisme à la France ». La contre-offensive est lancée sur ce terrain, et le premier secrétaire y emploie une extrême habileté.

Mieux vaut, au demeurant, parler d'une extrême, voire une excessive habileté. Cela permet de rendre compte de son aptitude, peu ordinaire, à concevoir ses actes non seulement en fonction des nécessités du moment, mais aussi en ayant à l'esprit l'étape ultérieure. Une

aptitude à mêler la tactique et la stratégie, le court et le long terme, le « subalterne » et l'essentiel.

Ainsi du congrès de Metz (en avril 1979), où il lui faut d'abord préserver son pouvoir pour s'assurer le contrôle d'un appareil (jusque-là aux mains de M. Mauroy) qui lui garantira d'être de nouveau candidat à l'Elysée, s'il le souhaite. C'est l'objectif immédiat de l'alliance renouée avec le C.E.R.E.S., aux dépens non seulement de M. Michel Rocard, mais aussi du maire de Lille. Mais s'allier aux amis de M. Jean-Pierre Chevènement, c'est aussi

préparer le terrain d'un discours qui faudra, pense-t-il, tenir en direction des gaullistes.

Cette capacité à prévoir est servie par un goût du secret qui le conduit non à rester silencieux, mais plutôt à multiplier les déclarations qui suscitent autant de commentaires utiles à sa démarche.

Ainsi de sa candidature : il n'y a nulle raison de penser qu'il n'ait pas douté, qu'il ne se soit pas sincèrement interrogé, faut-il ou non être candidat, ai-je ou non une chance de battre M. Giscard d'Estaing, M. Rocard est-il ou non le meilleur candidat ?

La décision de l'été 1980

Au début de l'été 1980, sa décision est prise. Pourtant il continue d'entretenir le doute jusqu'au 8 novembre, date à laquelle expire le délai prévu par le P.S.

Le secret serait de peu d'efficacité s'il n'y avait, au surplus, une grande maîtrise du temps. M. Mitterrand sait lui consentir chaque jour ce qu'il faut de lectures, de marches, d'amours, de disponibilité pour remplir une vie, et chaque semaine ce qu'il faut d'attention et de visites pour conserver la confiance des électeurs niervais comme celle des militants socialistes.

Surtout, il sait gérer le temps d'une politique : celle qu'il conduit victorieusement commence en 1979. Les données de départ lui sont défavorables, personnellement et politiquement.

Ayant incarné l'union de la gauche, il paie l'échec de cette stratégie par une cote de popularité si faible qu'elle paraît indiquer une durable désaffection de l'opinion. Entre le P.C. et le P.S., c'est à qui obtiendra de celle-ci qu'elle désigne l'autre comme seul responsable de la rupture.

En outre, la crise économique n'est pas sans effet néfaste sur l'état de la gauche. Face à la progression de son partenaire d'hier et rival d'aujourd'hui, la direction communiste avait, pendant un temps, hésité entre un

raidissement « ouvrieriste » et une ouverture « eurocommuniste » en direction notamment des couches moyennes (c'est en 1976 qu'elle abandonne officiellement la référence à la « dictature du prolétariat »). Après 1977, le P.C.F. abandonne cette seconde attitude au profit de la première : le choix en ce domaine paraît avoir été dicté par les difficultés économiques. Les communistes considèrent que celles-ci non seulement aggravent la condition des couches ouvrières mais encore créent une véritable prolétarisation des couches moyennes. Dès lors, il devient possible pour le P.C.F., à condition de revenir à un discours dur, protestataire, de regonfler ses effectifs et de conforter son électorat.

L'évolution du climat international n'est pas en reste : le programme commun s'insère dans un contexte de détente. La remise en cause de celle-ci, la aussi, conduit l'un et l'autre parti à revenir à ses tendances naturelles, à savoir l'aval donné par le P.C.F. aux positions de la diplomatie soviétique (dans l'affaire d'Afghanistan, notamment) et la demande formulée par le candidat socialiste d'une renégociation de l'Alliance atlantique. Et pourtant M. Mitterrand va retourner la situation en sa faveur en l'espace de six mois.

Le déclin de novembre

Le déclin se produit à la fin du mois de novembre : les élections législatives partielles montrent cette fois que la droite peut, elle aussi, payer le prix de sa désunion. Le manque à gagner résultant pour la gauche de sa désunion peut-il être inférieur au manque à gagner résultant, pour la droite, de la rivalité entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac ? Il suffit de le croire pour rendre la victoire possible. M. Mitterrand fait cette analyse d'autant plus aisément qu'il mise sur l'aspiration unitaire du « peuple de la gauche » pour relayer l'union défailillante. Il accepte avec le P.C., dont il espère qu'elle s'achèvera lorsque les communistes auront payé le prix de la désunion, par un retour à de meilleurs sentiments unitaires. Cette vision est cohérente, mais risquée, car elle suppose, d'une part, que le P.S. — et donc lui-même — creusera davantage l'écart avec le P.C. ou son candidat et, d'autre part, que l'union se fera sur la base d'un déséquilibre aggravé entre les deux partis.

Au soir du 26 avril, il a pu enregistrer la force de l'aspiration unitaire et se réjouir d'avoir effectivement creusé l'écart au-delà de ce qu'il pouvait prévoir. Les prochaines étapes seront, certes, difficiles à franchir : il faudra, d'ici au 1^{er} juillet, conclure un contrat de gouvernement et

confirmer ce rapport de forces au cours d'élections législatives que la gauche réunie devra gagner. Mais il peut d'ores et déjà éprouver une double fierté : celle d'avoir replacé le socialisme à son rang en effaçant l'image d'un passage lié à la IV^e République pour lui substituer la force d'une idée : l'union de la gauche ; celle d'avoir su pallier les défaillances de cette union en continuant d'incarner l'aspiration unitaire.

Il était bien placé pour cela : par deux fois déjà, l'électorat communiste ne s'était-il pas mobilisé sur son nom ? Quant à sa faible popularité, qui contrastait tant avec celle, montante, de M. Rocard, il a su distinguer entre la phase qui précède le vote et celle du vote où la logique du duel de second tour l'emporte sur l'appréciation des images personnelles. « A l'approche de l'élection présidentielle, le P.S. n'aura plus qu'un candidat », écrivaient dès le mois de mai 1980 deux excellents analystes, avant de poursuivre : « Quel qu'il soit, celui-ci, revenu de la situation de concurrence à l'état de monopole, entrera alors dans la logique bipolaire du système politique français, logique où la dialectique des blocs l'emportera sur les images personnelles, et où la mobilisation chaque jour accrue effacera, au moins temporairement, le souvenir de la course à la candidature (6). »

Le rassemblement

Sans charisme, M. Mitterrand n'aurait sans doute pas pu mobiliser, presque malgré elle, une gauche divisée.

Son action a mis en mouvement la gauche tout entière, où il a établi la prééminence du courant socialiste. Enfin, dans le pays, il a provoqué un rassemblement qui va, comme il le souhaitait, « au-delà » de la gauche.

son ancien président, M. Robert Fabre.

Ainsi la « majorité » n'a-t-elle pu disposer de réserves pour se « régénérer », selon l'expression de M. Mitterrand, alors même qu'elle s'enfermait dans une qu'elle opposait deux conceptions de la gestion de droite. La victoire du maire de Château-Chinon n'est cependant pas totale : elle ne le sera que si se crée, au scrutin législatif, dans l'élan de la victoire présidentielle, un « fait majoritaire » qui assure la pérennité du rassemblement qu'il a suscité sur son nom.

Il revient désormais à M. Mitterrand de donner la mesure de ses capacités d'homme d'Etat. Gageons qu'un homme qui en a si fortement éprouvé la « tentation » ne manquera pas d'entrer de plain-pied dans l'histoire, en s'efforçant de « rendre la France au socialisme » plutôt que d'y figurer comme un président de la République parmi d'autres.

- (1) Grâce aux 7 694 003 voix (31,72 % des suffrages exprimés) qu'il recueillit le 5 décembre 1965, il en obtiendra 10 619 735 (44,80 %) le 19 décembre.
- (2) Cité par Franz-Olivier Giesbert dans son remarquable ouvrage : *François Mitterrand ou la tentation de l'histoire*.
- (3) David Laude : *François Mitterrand*.
- (4) Il lui manquera 212 300 électeurs pour réussir.
- (5) *Ma part de vérité* (Fayard, 1969).
- (6) MM. Pascal Perrineau et Jean-Luc Parodi dans la revue *Pouvoirs*, n° 13, PUF éditeur.
- (7) Le 5 mai 1981 au cours du face-à-face télévisé.

Hôtel Club SANGHO***
à ZARZIS, près de JERBA

1 semaine : 2480 F

De PARIS à PARIS, en pension complète, boissons aux repas à discrétion, TENNIS et VOILE à volonté, sans supplément.

Départ chaque dimanche soir.

- Palmeraie et cadre verdoyant
- Les pieds dans l'eau !
- Plage de sable fin
- Vacances sportives, dépayssantes, culturelles.
- Hydrothérapie
- Miniclub enfants

Documentation gratuite sur demande.

NOM _____

ADRESSE _____

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu 75 001 PARIS ☎ 296.02.25 & 296.14.23

Lic. A 661

L'ÉLECTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND

Portrait

Les mots, la conviction, l'instinct

par ANDRÉ FONTAINE

Interrogé, il y a quelques jours, sur ce qu'était à ses yeux le plus grand défaut de son rival, Valéry Giscard d'Estaing a répondu : « L'obstination ». Appelons-la ténacité, et le défaut devient vertu. Sans elle, François Mitterrand n'aurait pas remporté une victoire que tout le monde jugeait, il y a trois mois, impossible et, il y a trois semaines, encore hautement improbable.

La ténacité est la marque des gens de la terre. Le beau ténébreux qui se lançait à corps perdu dans la politique au lendemain de la libération et qui portait abrité et le chapeau haut de forme avec l'élégance d'un acteur d'Hollywood n'avait pas précisément l'air d'un paysan. Mais il a pris, avec l'âge, une autre silhouette. Un peu artificielle, peut-être, soigneusement façonnée en tout cas, et qui, au gré des interlocuteurs, présente plus d'une facette. Il n'empêche que vingt-trois ans d'opposition lui ont donné du temps pour s'ancrer dans le sol de France, et que c'est de ces racines-là qu'il tire la sérénité dont, au moins en public, il ne se départ jamais.

Un grand chasseur comme Giscard porte moins d'intérêt à la possession qu'à la conquête. Européen, mondialiste, nulle part dépaycé, toujours à l'affût de la nouveauté, qu'il s'agisse des gens, des idées, du temps ou de l'espace, il est de la race des nomades, de ceux qui ne s'attachent guère. Avec Mitterrand revient à l'Elysée un hexagonal, un homme de la même tribu que Pompidou, tout plein comme lui du passé et de la culture de son peuple, une sorte de sanglier qui n'oublie jamais la tanière où il reprend force et, un jour, il ira mourir.

L'histoire, qui fait commerce de paradoxes, aime à inverser les destins. Né dans une famille de gauche, socialiste dans ses jeunes années, Georges Pompidou était fondamentalement un conservateur. Fils d'un père royaliste et d'une mère très pieuse, Mitterrand a suivi le parcours exactement opposé. Pompidou est devenu le premier ministre puis le successeur de de Gaulle sans avoir participé à la Résistance. Résistant, marié à une résistante, Mitterrand n'a guère cessé de s'opposer au général. C'est que la France n'a jamais encore vraiment surmonté la coupure de 1789, et qu'à sucer son

lait on ne sait jamais laquelle de ses deux mémoires on hérite : la classique, qui nourrit le conservatisme — et le dessèchement — du parti de l'ordre, ou la romantique, qui nourrit l'espoir — et les illusions — de celui du changement.

Malgré sa passion pour la peinture moderne, malgré son républicanisme profond, venu de son instituteur de père, Pompidou était un partisan de l'ordre, d'un ordre structuré par la culture grecque et latine, et le seul homme politique de ce demi-siècle qui ait osé reprendre à son compte le fameux « *Enrichissez-vous !* » de Guizot. François Mitterrand vibre à d'autres fréquences, venues pour la plupart du dix-neuvième siècle, qui expliquent les occasionnelles imprudences de ce modèle de prudence : enfant de Lamartine et de la révolution, de 1848, il n'était pas dans son meilleur lorsque dans d'autres années en « 8 » l'événement vint soudain attiser, dans un cas, ses craintes, et dans l'autre, ses ambitions. De s'être durement heurté à de Gaulle avant et après la libération, il fit se tromper sur lui, en 1958 comme en 1965, et il se laissa prendre au piège des mots d'un autre temps.

Du conceptuel au littéraire

Les mots ! Si le quatrième président de la cinquième savoure tout ce que la nature et l'art savent offrir à un sensuel doublé d'un homme de goût, rien sans doute ne le touche autant que la magie des mots. A un conceptuel, à l'aise comme personne dans l'exposé, succède un littéraire pour qui la forme ne compte pas moins que le fond et qui retouche jusqu'à la dernière seconde ses articles, ses livres et jusqu'à ses interviews. Dans le jardin secret où il sait si bien s'abstraire de la jungle de la politique quotidienne, il n'y a pas que ces roses qu'il aime à tailler et dont il a fait l'emblème du P.S. rénové : il y a une énorme profusion de livres, de livres de toutes sortes, de livres lus et relus, sinon appris. « Comme s'il eût apprécié que je lui enseignasse un vers de Valéry ou de Cocteau, par hasard

ignoré », écrit joliment de lui François-Régis Bastide dans son dernier roman.

C'est assez dire que nous avons affaire d'abord à un humaniste. Non certes à un économiste, distingué ou pas, même lorsque, se piquant au jeu, il lui est arrivé d'essayer d'en remonter à Raymond Barre à la télévision sur ces accords de la Jamaïque auxquels, de toute façon, ni lui ni son public ne comprenaient rien. Pour lui, à la différence de Giscard, très proche en la circonstance des Américains, ce n'est pas la technique qui doit commander à la politique, mais l'inverse. Pour un peu, il reprendrait à son compte la fameuse formule attribuée à de Gaulle : « *L'intendance suit...* ». L'homme n'est pas de dossiers, mais d'idées ; c'est d'elles qu'il tire la chaleur dont il est si économe vis-à-vis de tous ceux qui n'appartiennent ni à sa famille ni au petit cercle de ses amis de toujours, fidèles dont l'existence témoigne au demeurant d'abord de sa propre fidélité.

Chez ses adversaires, il est d'usage de mettre en doute la sincérité des convictions socialistes de ce Charentais au parcours longtemps sinués, et qui, malgré sa sainte enfance, ne considère pas précisément la politique comme le royaume des enfants de chœur. Si l'ignorance ou la mauvaise foi peuvent seules expliquer qu'on mette encore en cause son comportement dans l'affaire des fuites, on ne comprend toujours pas très bien ce qui lui est arrivé dans les jardins de l'Observatoire, sinon qu'il est peut-être moins roué qu'on veut bien le dire et que, cette fois-là, il s'est fait rouler : il lui est arrivé, en d'autres circonstances après tout, de pécher par naïveté. Sa foi dans l'homme sa confiance malgré tant de déceptions, dans le socialisme, l'ont empêché de voir à quel point était menacée, dès le départ, la tentative de Salvador Allende comme elles l'ont amené à prendre trop facilement pour argent comptant, un peu plus tard, quand il lui a rendu visite à Moscou en 1975, les bonnes manières de M. Brejnev.

Peut-on de toute façon accuser d'arrivisme un homme à qui son ralliement à de Gaulle aurait valu, de toute évidence, les premières places ? Qui, toute sa vie, a pris des risques ? En s'engageant par trois fois. En s'engageant à fond dans la Résistance. En s'opposant aux généraux d'Alger et au régime né de leur putsch, à une époque où il ne manquait pas de bonnes gens tout disposés, pour reprendre leur langage, à flanquer aux traitres douze balles dans la peau. Un homme à qui il aurait sans doute suffi de céder aux pressions de ses intermittents alliés communistes pour décrocher la victoire en 1978 ?

Une entreprise hardie

A la vérité, tant d'obstination, pour reprendre l'appréciation déjà citée du président sortant, peut difficilement s'expliquer s'il n'y a pas à la base une conviction profonde. Une conviction qui a fini par mettre en plein accord avec lui-même celui qui n'a passé longtemps que pour un habile. L'orgueil, bien sûr, y tient sa place. Mais il n'y a pas de conviction sans quelque orgueil, fût-il celui de l'humilité. Visiblement François Mitterrand croit qu'il lui appartient de conduire la France sur les chemins de la liberté et d'in socialisme qui, malgré ses occasionnels emprunts au vocabulaire marxiste — les rapports de production, l'exploitation de l'homme par l'homme, toujours la vibration aux mots — est au antipode des certitudes « scientifiques » de l'auteur du *Capital*.

Dans un pays — dans un monde — en pleine crise économique et morale, en un temps qui a retrouvé le découragement et la peur, c'est une entreprise hardie, sur le succès de laquelle il serait aventureux de prendre trop de paris. Malgré ses erreurs et ses autes, malgré ses soixante-quatre ans, François Mitterrand se juge bien armé pour la conduire, parce qu'il possède au fond de lui-même ce qui distinguera à tout jamais le véritable homme de gauche de l'homme de droite et du stalinien : la confiance dans le peuple. Confiance aussi et peut-être plus encore, en ses dons, en son charme, en son intelligence stratégique : lui a-t-on assez reproché l'alliance avec les communistes ! S'il n'y avait pas eu de programme commun en 1972, pourtant, le parti socialiste resterait ce qu'il était devenu en 1969 : une formation de troisième ordre, satellite de ses adversaires naturels. Et le président de la République, aujourd'hui, continuerait de s'appeler Giscard d'Estaing.

Derrière la complexité un peu distante du personnage, tirailé en permanence entre l'engagement et la méditation, entre les mots et les choses, entre le ciel et la terre, entre la rose et le poing, se cache, n'en doutons pas, l'instinct d'un paysan de Paris et de la province, tranquillement persuadé de détenir non certes la Vérité, avec un grand V, mais à tout le moins « sa part de vérité ».

Un écrivain né

(Suite de la première page.)

Contrairement aux légendes, de telles dispositions ne tombent pas du ciel, je veux dire : des gènes. Elles sont davantage affaire de sites et d'éducation. La passion des livres, chez l'enfant de Jarnac, s'enracine dans le paysage ondoyant des Charentes natales, comme pour Fromentin et Chardonne. La famille, par chance, est du genre bien-pensant ouvert ; et la mère, franchement lettrée. Elle a tenu un journal intime. Elle lit Balzac, Chateaubriand, Lamartine ; Barrès aussi, bien sûr, plus que Zola, car on est de son temps et de son milieu. Avec son flair et son sens du cousinage, Mauriac ne s'y est pas trompé : « *Mitterrand a été un garçon chrétien, a-t-il écrit, pareil à nous, dans une province...* »

L'itinéraire universitaire allait renforcer leur parenté. Quoique juriste, et non candidat aux Chartes, Mitterrand portera toute sa vie la marque de l'internat catholique du « 104 », rue de Vaugirard, où il a succédé à Mauriac. L'élève de sciences ne peut rester sourd aux débats anxieux de l'intelligentsia d'avant-guerre — Maurras, Bernanos, Sangnier, Benda, — mais ses condisciples gardent le souvenir d'un introverti pour qui comptent davantage Stendhal, le Gide des *Nourritures*, ou le Mauriac des *Anges noirs*. La parution de ce roman, en 1938, lui est l'occasion d'un de ses premiers

textes, donné à la revue du 104. C'est l'âge où l'admiration ne va pas sans mimétisme, écoutez : « *Cet édifice construit par le démon, il suffit d'une jonchée, un soir où le vent découvre des parfums presque insaisissables, pour l'ébranler.* » Une jonchée ! C'est à ces suavités-là qu'on reconnaît les amoureux du langage.

Les échos ont beaucoup raconté comment l'homme politique prenait, en toutes circonstances, le temps de lire, avec des gourmandises d'éternel étudiant. On sait que les contemporains immédiats ne sont pas exclus de ses curiosités. En campagne, il lisait l'*Enchanteur et nous*, de Bastide. Claude Manceron et Paul Guimard sont de ses intimes. Il a dit son estime pour Aragon, Le Clézio, Guillevic, Bonnefoy, d'autres encore. Mais il est de ces vrais connaisseurs que l'actualité ne détourne pas des valeurs plus durables. Il revient à Stendhal, Tolstoï, Saint-John Perse, avec qui il a longtemps correspondu.

A noter que les artistes de l'écriture ont toujours pris le pas, pour lui, sur les théoriciens politiques. Il a lu Marx tardivement, et pas tout ; Proudhon, guère plus. Il ne croit pas à un art socialiste. « *Du jour où il y en aurait un, a-t-il proclamé au Festival d'Avignon, en 1974, je ne serais plus socialiste.* » D'où des prédilections, que certains mili-

tants ont pu trouver paradoxales et presque irritantes, pour le collaborateur Chardonne ou le peu socialiste Jacques Laurent. Mitterrand attache trop d'importance aux phrases pour absoudre celles qui risquent d'ôter la vie, ou l'espoir ; mais il est vrai que leur musique le charme et le rend prodigieusement éclectique ; inapte, en tout cas, au sectarisme dont on l'a bêtement soupçonné. « *Je mourrai libéral sur tous les plans a-t-il annoncé à l'Expansion, en 1972, notamment sur le plan de la démarche intellectuelle.* »

Chateaubriand, Pascal et Jules Renard

Ce charme du style, personne ne nie qu'il en ait le secret. D'aucuns vont même jusqu'à y voir un sujet supplémentaire de méfiance. La moindre de ses phrases, c'est vrai, manifeste une familiarité aiguë avec les grands auteurs et l'envie de leur emboîter le pas. En un temps où la parole prime l'écrit et où la richesse du vocabulaire et de la syntaxe devient, à en croire les sondages, un handicap, on se sent frustré d'avoir à simplifier son propos, à éviter le mot raffiné ou le rejet euphorique qui, après ratures, l'enchanterait.

Les textes les plus politiques et les moins soignés traduisent cette tendresse d'écrivain pour le mot choisi et à sa place. On la rencontre dans l'itinéraire, idéologique de la *Rose au poing*, dans les entretiens de *Ici et maintenant*, et jusque dans la moindre des interventions parlementaires consignées par Georgette Elgey dans *Politique*. Mais on la savoure mieux dans les écrits où l'auteur a pu se livrer à ce qui, pour lui, constitue un acte grave, angoissant, sans cesse amendable, et qui le satisfait rarement. Toutes proportions gardées, le résultat rappelle Chateaubriand, pour la recherche de l'envol, de l'image romantique, et, pour les raccourcis caustiques sur lesquels généralement cet envol se brise, un Pascal, un Jules Renard.

Les meilleurs exemples du partage de l'auteur entre l'immédiat et l'éternel et entre le lyrisme et la prose sèche de la grande tradition moraliste se trouvent dans les chroniques des années 1971-1974 réunies en 1975 sous le titre *La Paille et le grain*. « *Écrites entre deux portes* » — c'est son expression — ces notes en coq-à-l'âne reflètent les mélanges mêmes de la vie, et un esprit frémissant que seuls les paysages reposent des tohu-bohu de l'histoire. On passe ainsi d'un portrait stendhalien de de Gaulle, à Alger en 1943, à une aquarelle de basse mer digne de Perse ou de Gracq, d'une citation prémonitrice de Thucydide — « *tout être exerce tout le pouvoir dont il peut disposer* » — à un aphorisme de son cru : « *Je ne serais pas socialiste, si je ne me posais pas de questions.* »

Les observateurs politiques ont souvent noté que François Mitterrand semblait, au plus fort d'un événement, réserver une part de ses pensées pour on ne sait quel ailleurs. Meilleur des remparts contre la tentation du tout-politique, parce que rebelle à la résignation comme à la suffisance, cette appartenance à un ailleurs pourrait bien être sa passion d'écrivain en train de chercher comment suggérer au mieux le regard d'un adversaire hautain, ou le battement d'une aile de cormoran...

BERTRAND POIROT-DELPECH.

Bibliographie

Les Prisonniers de guerre devant la politique (Rond-Point édit., 1945)
Aux frontières de l'Union française, Julliard, 1953.
Présence française et abandon Plon, 1957.
La Chine au défi, Julliard, 1961.
Le Coup d'Etat permanent, Plon, 1964.
Ma part de vérité, Fayard, 1969.
Un socialisme du possible, Le Seuil, 1970.
La Rose au poing, Flammarion, 1973.
La Paille et le Grain, Flammarion, 1975.
Politique, Fayard, 1977.
Ici et maintenant, Fayard, 1980.

Ouvrages sur l'auteur

Jean-Marie Borzeix Mitterrand lui-même, Stock, 1973.
Franz-Olivier Giesbert : Mitterrand ou la tentation de l'histoire, Seuil, 1977.
Claude Manceron : Cent mille voix par jour pour Mitterrand, Laffont, 1966.

Mme Danièle Mitterrand : résistante à dix-sept ans

Douceur, discrétion et efficacité, telles semblent être les principales vertus de la nouvelle première dame de France, Mme Danièle Mitterrand. Née le 29 octobre 1924, à Verdun, Danièle Guze a quinze ans lorsque la guerre éclate. Ses parents enseignants — sa mère est professeur, son père censeur puis proviseur — ne cachent pas leurs idées socialistes et s'engagent rapidement dans la Résistance. Danièle a dix-sept ans lorsqu'elle décide de rejoindre les maquis, comme infirmière bénévole. C'est peu après, lors d'un séjour à Paris, qu'elle rencontre chez sa sœur, Christine Guze (aujourd'hui l'épouse de l'acteur Roger Hanin), François Mitterrand. Celui-ci revenait de Londres et était recherché par la Gestapo. Elle l'épousera le 27 octobre 1944, l'avant-veille de ses vingt ans.

Plus à l'aise dans la propriété familiale de Latché, près d'Hossegor, dans les Landes, où elle s'adonne au jardinage et à la reliure, avec toujours près d'elle ses deux chiens labrador, Nil et Julie, Mme Mitterrand fuit les mondanités. Elle n'aime pas les feux de la rampe. Si elle a

participé à plusieurs meetings pendant la campagne, elle n'a jamais voulu se mettre en avant et, au contraire, a systématiquement refusé les entretiens avec les journalistes. Elle semble avoir volontairement limité son rôle à celui de l'épouse attentive, à l'écoute du monde extérieur, pour un mari trop occupé par des activités de responsable politique. Elle n'en a pas pour autant abandonné toute activité politique, puisqu'elle s'occupe, avec beaucoup d'efficacité, de l'organisation Solidarité Salvador et Amérique latine créée il y a un an et demi. Les enfants de M. et Mme Mitterrand, Jean-Christophe, trente-quatre ans, et Gilbert, trente-deux ans, ont choisi l'un le journalisme, l'autre la politique. Gilbert s'est présenté deux fois aux législatives, notamment à Libourne en 1978.

Interrogée, en 1974, sur la façon dont elle concevait son rôle en cas de victoire de son mari à l'élection présidentielle, elle avait, à l'époque, répondu : « *Je tâcherais d'être le dernier recours de ceux qui n'ont pas pu être défendus et entendus ailleurs.* »

CHRISTIANE CHOMSEAU.

comment préparer...

SCIENCES-PO

(entrée en 1^{re} ou 2^e année) 224 pages
Présentation des I.E.P. (Paris, Province), conseils de méthode, présentations des épreuves, annales, débouchés, etc.

les GRANDES ECOLES de COMMERCE

372 pages, liste des préparations avec leurs résultats, les épreuves des concours, annales et statistiques, présentations détaillées de 27 écoles, débouchés et salaires.

les ETUDES MEDICALES

144 pages, présentation de la réforme des études médicales, programmes et analyses des statistiques du PCEM 1 pour les CHU de Paris (province sur demande)

VENTE en librairie : diffusion VUIBERT ou par correspondance 35 frs par guide en chèque à Groupe SIGMA - 16 rue du Cloître N-Dame - 75004 - T. 325.63.30

Les cours par correspondance, les cours oraux, Conférences et sessions de formation à PARIS de l'

ÉCOLE DE PSYCHO - GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT A DISTANCE FONDE EN 1953 régi par la loi du 12-7-1971

Vous permettent de découvrir les sciences humaines et la graphologie ou de vous y perfectionner

Prépar. à la profession de graphologue inscriptions reçues toute l'année

Conventions de formation permanente

Documentation gratuite

L.-M. CHAMBLY
12, villa Saint-Pierre, B. 3
94220 CHARENTON
Tél. : 376-72-01.

Analyses et sélections par professeurs

PARLONS FRIC



Una Liutkus
Président
de Delta Voyages

"Soyons nets : je veux que ceux qui achètent un voyage sachent ce qu'ils ont pour leur argent. Dans le détail. D'où part-on vraiment ? Oui ou non, y-a-t-il à l'arrivée un accueil assuré, une nuit d'hôtel comprise dans le tarif ? Il est temps pour les tour-opérateurs de parler clair quand ils parlent fric."

- Colombo - A/R - Départ Luxembourg un changement d'avion, validité 1 an 3.700 F
- Bangkok - A/R - départ Paris un changement d'avion, validité 1 an 3.400 F
- Lima - A/R - Départ Paris vol direct validité 1 an 3.880 F
- Mexico - A/R - départ Paris, vol direct comprenant 2 nuits d'hôtel, transfert à l'arrivée bon d'échange de 100 F, validité 60 jours ... 3.800 F

Prix garantis jusqu'au 15 août 1981. Prix nets (pas de frais de dossier), assurance, assistance, annulation, 2 % en sus.

Delta : les voyages, passionnément.

Paris : 64, rue des Ecoles, 75005 Paris. Tél. : 329.21.17. Bordeaux : 45, cours Pasteur, 33000. Tél. : (56) 91.71.07. Lille : 43 bis, rue de la Monnaie, 59000. Tél. : (20) 51.82.28 et 31.04.71. Lyon : 6, rue Alphonse Fochier, 69002. Tél. : (7) 838.0014. Rouen : 12 bis, rue de l'Ecole, 76000. Tél. : (35) 93.75.51. Toulouse : 16, place St-Georges, 31000. Tél. : (61) 21.95.53 et 21.07.39.

BCRC 18-A 870

L'amorce d'une planification sociale ?

L'entourage du nouveau président de la République compte beaucoup sur « la fermeté sérieuse » des salariés et des syndicats pour mener à bien la politique qui a été annoncée.

Après les contacts informels qui, avant le deuxième tour, ont déjà eu lieu entre des dirigeants du P.S., des syndicalistes, mais aussi des responsables politiques ou monétaires, l'équipe qui conseille M. Mitterrand confirme le calendrier prévu : le président va recevoir tout le monde et, parallèlement à des mesures de relèvement des allocations fami-

base de la réalité des faits économiques mais aussi politiques. « Il faut durer » et « Il faut des résultats durables », affirment MM. Henry, Maire et Bergeron, en écho aux propos des socialistes, tandis que M. Ségué — qui envisageait une reprise des contacts avec les autres syndicats — parle de « coordination », sinon d'unité d'action. Ce calendrier — constitution du gouvernement, amorce du dialogue avant les élections législatives, elles-mêmes précédant les congés payés — pourrait faciliter les tâches du nouveau gouvernement.

Cette hypothèse de calme social relatif n'est guère retenue au C.N.P.F.

Même si l'on ne va pas jusqu'à craindre une vague d'occupations, l'analyse est pessimiste : « Des revendications étouffées vont surgir ; la majoration du SMIC aura un effet de contagion. Il est évident qu'il va y avoir des tensions, quel que soit l'attachement des syndicats à un certain réalisme », laisse-t-on entendre dans les milieux patronaux.

A ces appréciations divergentes sur les effets des mesures salariales et l'impact qu'auront les annonces de licenciement, s'ajoutent les interprétations différentes sur les moyens d'aboutir à une réduction par étapes de la durée du travail.

Si le patronat, ou du moins une partie du monde patronal, se déclare prêt à discuter « à la loyale », il entend maintenir ses avertissements — certains disent ses menaces — sur les dangers d'ouvrir trop grandes les vannes sociales.

Toujours désireux d'obtenir un aménagement annuel des horaires et la souplesse d'utilisation des machines, le patronat demeurerait hostile à une négociation sur les trente-cinq heures. Et d'ajouter : s'il doit en être ainsi, il vaut mieux accepter les trente-cinq heures sous la contrainte, c'est-à-dire par la loi, plutôt que par négociation.

Pour éviter le blocage, les syndicats comptent, de leur côté, sur un effet d'entraînement au niveau européen. « Nous savons que bon nombre de confédérations d'autres pays européens sont très attentives à ce qui se passe en France. Nous savons aussi que le fait de s'engager vers les trente-

cinq heures créera une émulation », affirme M. Maire. Au P.S., on estime que M. Mitterrand, ou son gouvernement, prendra des initiatives — sur la durée du travail mais aussi sur la pêche — en direction de la Communauté, dès le mois de juillet, sinon plus tôt.

Mais sera-t-il possible d'accomplir en France de multiples changements portant à la fois sur les retraites, les salaires, les allocations familiales et la durée du travail sans menacer le franc ? Si la grande préoccupation de certains conseillers socialistes porte sur la monnaie, l'interrogation est non moins fondamentale sur les limites des majorations et sur les étapes qu'accepteront les syndicats. Une difficile partie de bras de fer va se jouer. Même à la C.F.D.T., la fixation d'un plafond de rémunération au-delà duquel les relèvements des salaires ne seraient pas ou seraient partiellement appliqués risque de provoquer de vifs débats. L'idée avancée par certains socialistes de faciliter des négociations sur la réforme et la relance d'un revenu annuel garanti sera-t-elle retenue ?

Une sorte d'accord-cadre programmant des mesures à la fois quantitatives et qualitatives permettrait de désamorcer les détonateurs multiples que pourraient poser les plus irréductibles. Encore faudra-t-il que les nouveaux partenaires sociaux acceptent cette planification sociale.

Aux incertitudes sur l'attitude des syndicats, notamment de la C.G.T., aux craintes du patronat d'avoir à faire face à des remous considérables comme l'annonçait l'Humanité il y a quelques jours, risque de s'ajouter le débat au sein du mouvement socialiste. Entre les divers courants qui animent ce parti, entre les conseillers économiques qui plaident avec plus ou moins de conviction la nécessaire rigueur, le nouveau président de la République devra arbitrer et conserver, plus que jamais, une tranquillité qu'il devra faire partager.

Quand aux syndicats comme la C.F.D.T., la FEN et F.O. qui ont, à plusieurs reprises, proclamé leur refus de toute surenchère et démagogie. Ils devront administrer la preuve qu'ils savent et peuvent être écoutés.

JEAN-PIERRE DUMONT.

LES MESURES SOCIALES PROMISES POUR 1981

SMIC : relèvement au 1^{er} juillet : actuellement 2 644 F.

— Minimum vieillesse : 1 700 F par mois au 1^{er} juillet au lieu de 1 416 F.

— Retraites : revalorisation plus forte que prévu.

— Droit à la retraite : 50 % du salaire plafond au lieu de 25 % à soixante ans.

— Allocations familiales : + 25 % au 1^{er} juillet.

— Allocations logement : + 50 % au 1^{er} juillet.

— Jeunes à la recherche d'un emploi : création d'une allocation égale à 50 % du SMIC (1).

— Epargne : indexation d'un livret A de Caisse d'épargne par famille à compter du 1^{er} juillet.

— Emploi : création d'une première tranche de 60 000 emplois dans la fonction publique.

(1) Un relèvement des allocations de chômage à tous ceux qui arrivent en « fin de droit » et touchent 26,5 F par jour serait aussi envisagé, après discussion entre gestionnaires de l'UNEDIC et l'Etat.

liales (+ 25 %), des retraites et du minimum vieillesse (1 700 F par mois) ainsi que du SMIC, il entend « renouveler le dialogue social, tout cela dans le calme, raisonnablement », ajoutait-on dans la nuit de l'élection.

Mais quand interviendront ces mesures et quelle sera leur ampleur ? Pour le SMIC, il n'est pas impossible, comme le souhaitent certains syndicats, que la date soit avancée au 1^{er} juin (1). Sera-t-il porté à 3 300 F, comme on l'a murmuré au lieu de 2 644 F actuellement ? Les discussions risquent d'être très serrées, la C.F.D.T., par exemple, étant prête à un accroissement du pouvoir d'achat de 5 % à 7 % si des garanties sont données sur les étapes ultérieures. Il est vraisemblable qu'un allègement des charges sociales des entreprises sera décidé, dès le début de l'été, sous forme d'un transfert de 1 à 3 points de cotisations familiales en impôt, encore à définir. Rue de Solferino, certains conseillers de M. Mitterrand estiment, en effet, qu'il faut lier prestations et charges sociales et favoriser les entreprises de main-d'œuvre.

Deux grands dossiers délicats devront être également traités rapidement : la sauvegarde des emplois et la réduction de la durée du travail. Attaché à l'idée de dresser un bilan de la situation économique laissée par M. Giscard d'Estaing, l'entourage de M. Mitterrand ne cache pas que « la situation n'est pas brillante » : depuis cinq à six mois, disent-ils, des entreprises ont suspendu des licenciements, et la crainte n'est pas mince de voir s'ajouter aux affaires Manufrance, Chaux, d'autres cas de firmes en difficulté. L'utilisation des quelque 7 milliards de francs du Fonds d'action conjoncturel sera-t-il différent ? Le climat social ne va-t-il pas se dégrader ? Au P.S., on espère que les syndicats feront preuve de sagesse, et l'espoir vise autant la C.G.T. que les autres organisations, bien que les cégétistes aient proféré des menaces, laissant entendre qu'on peut tout faire et qu'il faut riposter lorsqu'on est attaqué et « en état de légitime défense ». La tentation que pourrait avoir la C.G.T. de maintenir la pression combative d'ici aux élections législatives pour éviter un recul du P.C. est évoquée, pour être rejetée avec nuance par certains, pour être retenue comme une donnée imparable mais provisoire par d'autres. En fait, dans l'entourage du président, on table sur une prise de conscience par la

DANS LES GROUPES « NATIONALISABLES »

« Pas de panique... »

Dire que les états-majors des groupes nationalisables ont été surpris par la victoire de M. Mitterrand serait aller un peu vite. En fait, dans la plupart des grandes entreprises, on envisageait, depuis une semaine — sondages obligeant, — la possibilité d'une défaite du président sortant.

Pourtant, beaucoup restaient persuadés, au fond d'eux-mêmes, que le réflexe constaté en 1974 et 1978 viendrait, encore une fois, sauver *in extremis* la majorité. Tel était notamment le sentiment de M. Ambrose Roux, le P.-D. G. de la Compagnie générale d'électricité. Ayant soutenu M. Chaban-Delmas en 1974, M. Roux avait mis de nombreuses années à rétablir des relations confiantes avec le pouvoir en place. Et il venait juste d'y parvenir !

Toutes ces dernières semaines, les états-majors de ces groupes avalent, en tout cas, agi comme s'ils mettaient « entre parenthèses » le problème de la nationalisation. Tous affirmaient, ce lundi matin, ne connaître « aucune panique ». « Nous prenons acte et nous attendons en toute quiétude », dit-on chez I.T.T. Le sort de la principale filiale du groupe, la Compagnie générale de constructions téléphoniques, était d'ailleurs déjà posé, et depuis des mois on parlait de sa possible « francisation » par Thomson, C.G.E. ou un autre.

Chez Saint-Gobain-Pont-à-Mousson — sans doute l'un des groupes où la victoire de M. Mitterrand avait le plus été intégrée dans les prévisions — on indique que « la vie continue ». On se préoccupe, dans l'immédiat, des conséquences des premières mesures que prendra le prochain

gouvernement : SMIC, réduction de la durée du travail et mise en place de nouveaux moyens d'expression des salariés dans les usines. C'est peut-être sur ce dernier point que l'on craint l'apparition de quelques problèmes entre les directeurs des usines et le personnel.

Dans les semaines qui viennent, la plupart de ces groupes vont « gérer les affaires courantes ». Un sujet les préoccupe cependant : l'exportation. Les firmes, qui ont de grands courants d'affaires avec les pays arabes (armement notamment) craignent un ralentissement. Déjà une légère contraction des commandes se serait manifestée ces dernières semaines. De même quelques grandes opérations d'attaque des marchés extérieurs, dans le domaine de la télématique, risquent, explique-t-on, d'être mises en sommeil.

Pour Pechiney-Ugine-Kuhlman, le projet de cession de sa branche chimie à l'American Occidental Petroleum risque fort d'être remis en cause. Quant à C.I.L.-H.B., il sera intéressant de voir la réaction du partenaire américain Honeywell qui détient 47 % de son capital.

Quoi qu'il en soit, il faudra attendre l'été et la nouvelle Assemblée nationale pour que les textes sur les nationalisations soient déposés. Au-delà de l'acte en lui-même, ce sont les restructurations industrielles qui devraient les accompagner qui suscitent le plus d'interrogations. Sans oublier, bien sûr, les modifications dans les organigrammes qui en découleront. Assurément, on s'attend chez les « onze » à quelques changements dans les états-majors.

J.-M. Q.

(1) En raison de l'augmentation des prix, en avril, le SMIC qui est indexé sur ces prix devrait être majoré en juin ; il devrait l'être à nouveau en juillet en raison du relèvement annuel prévu en fonction de la croissance.



VIENT DE PARAÎTRE
FRANCIS LEFEBVRE

5, rue Jacques-Bingen
Paris 17^e

MÉMENTO PRATIQUE SOCIAL 1981

Prix en notre librairie : 148 F - Franco 160 F

M. FRANÇOIS MITTERRAND

Les réactions à Paris

AU P.S., RUE DE SOLFÉRINO

Dès 18 h 30, l'explosion de joie

Un sourire imperceptible aux lèvres, presque impassible, M. Laurent Fabius, porte-parole du parti socialiste, communique aux militants rassemblés les résultats des premières évaluations des instituts de sondage. Il est 18 h 30, et c'est aussitôt, au 10, rue de Solférino, le siège du parti, une explosion de joie. Pourtant on n'ose encore y croire. Les militants, les invités — artistes, hommes politiques, — les journalistes, personne ne tient en place. On va et vient dans les bâtiments ou sous le chapiteau, installé dans la cour intérieure. La nervosité prédomine aussi dans les étages où, sans trop oser donner libre cours à leur joie, les responsables commencent à se congratuler.

Des petits groupes se forment devant les télévisions et des éclats de rire accueillent chaque apparition des responsables de l'information sur TF1 et Antenne 2. MM. Jean-Marie Cavada et Jean-Pierre Elkabbach. Soudain, c'est le silence. Les caméras, les photographes venus du monde entier, toute l'assistance fixe le petit écran et, enfin, tout le monde s'embrasse... La victoire est certaine.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti, se dirige vers la salle de presse. L'honneur lui revient de faire le premier discours des vainqueurs.

Grimpé sur une chaise, Coluche cherche à attirer les journalistes. Fumant ostensiblement un « joint », vêtu d'un jean et d'un blouson blanc et rouge avec le numéro onze dans le dos, il harangue la foule : « Le 10 mai, c'est pas une bonne date pour les rois... Y'en a deux qui sont morts ce jour-là : Louis XV et Giscard d'Estaing... »

Une équipe de FR 3, venue en renfort « pour TF1 ou Antenne 2, on ne sait pas bien... », confie un technicien, accapare un Gaston Defferre rayonnant, tandis que sa femme, l'écrivain Edmonde Charles-Roux, discute avec trois militantes de la tendance Psychoanalyse et politique du M.L.F.

On apporte les roses rouges, le jus d'orange et les petits fours. C'est le moment des banalités : la victoire rend muet ou stupide : « Je n'osais pas y croire... », répète-t-on ici et là. « Jusqu'au dernier moment, j'avais peur d'être déçu... » Il fallait bien que cela arrive un jour. « Un million huit cent mille de plus de votants, je le savais, je l'ai vu ce matin. »

L'arrivée de M. Michel Rocard déclenche l'enthousiasme. Bousculades, verres cassés, applaudissements, pour une brève apparition. Il répond

Tout commence

Déjà les montres marquent 1 h. 30. Une partie de l'assistance s'est décalquée, quand soudain monte une rumeur. Des bruits de pas et le voilà, François Mitterrand en personne, grave, serrant la main à chacun, embrassant une Madeleine Finidou, qui, débordante de joie, va de l'un à l'autre, disant : « Vous avez vu, il m'a embrassé. » Sous le chapiteau, c'est le délire, mais le nouveau président ne s'attarde pas ; il traverse la salle de presse, passe par les cuisines puis monte vers les étages.

Dehors, rue de l'Université, plusieurs centaines de personnes l'attendent, chantant ou scandant : « On a gagné ! », « Mitterrand ! Mitterrand !... » Quand il quitte le siège du parti à 2 h. 30, des hommes et des femmes se précipitent pour toucher sa voiture. Motards en tête, il regagne enfin son domicile rue de Bièvre, où une bousculade se produit entre des photographes et des policiers chargés de les contenir. Rue de Solférino, la fête s'achève : « C'est maintenant que tout commence, pas vrai ?... », lance en guise d'au revoir un jeune militant.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

AU R.P.R. RUE DE TILSITT

« Ah ! s'il avait écouté Chirac ! »

Comment choisir précisément, parmi tant de synonymes, celui qui conviendrait le mieux ? Faut-il parler de déception, de désenchantement, de déçage, ou bien, plus simplement, de déconvenue ? Difficile à dire : il y a un peu de tout cela à la fois, mêlé, confus, diffus... Mais, de fait, une bonne demi-heure déjà avant que n'apparaissent, sur l'écran de la télévision, immédiatement salué par une bordée de ricanements unanimes, le visage tendu de Jean-Pierre Elkabbach, ici, sous les lambris dorés de la rue de Tilsitt, on ne tentait même pas de donner le change.

« Nous le savions à 18 h. 20... », nous confiait, avec une manière de petit haussement d'épaule distingué,

QUI EST L'ÉLECTEUR DE GAUCHE DE RINGELDORF ?

Ringeldorf, le petit village du Bas-Rhin qui avait accordé la totalité de ses suffrages à M. Giscard d'Estaing au second tour de l'élection présidentielle de 1974, et où le chef de l'Etat avait fêté publiquement le premier anniversaire de son élection, n'a pas échappé au reflux général du giscardisme.

Encore ce reflux y prend-il des proportions assez modestes : le président sortant, qui avait obtenu 48 voix sur 48 suffrages exprimés au second tour en 1974 (pour 51 inscrits), n'en recueille cette fois-ci que 46 (sur 47 exprimés et 52 inscrits), ce qui représente encore quelque 97,87 % des voix. Mais M. Mitterrand, avec un suffrage, soit 2,12 % des exprimés, effectue une percée qui, sans prendre l'allure d'un raz-de-marée, alimentera probablement, sur place, bien des interrogations : qui est l'électeur de gauche à Ringeldorf ?

Le scepticisme semble également gagner, dans des proportions qui restent elles aussi modestes, l'électeur du village alsacien, puisqu'on y a compté le 10 mai deux bulletins « blancs ou nuls », alors qu'il n'y en avait aucun en 1974.

● Un drapeau rouge a été hissé au sommet de l'Arc de triomphe, à Paris, dès l'annonce de la victoire du candidat socialiste. Les policiers du commissariat du huitième arrondissement l'ont retiré, ce lundi, en début de matinée.

AU SIÈGE DU P.C.F.

« On a gagné, on a gagné... »

Depuis une bonne heure déjà la rumeur circule place du Colonel-Fabien : François Mitterrand avait gagné. Pourtant tout semblait calme dans l'immeuble du comité central du P.C. Au cinquième étage, le bureau politique était réuni, loin des regards. Au premier sous-sol, devant le buffet garni de sandwiches et de bouteilles de bière, une cinquantaine de permanents attendaient paisiblement, aux côtés des journalistes, l'heure des premières estimations données par la télévision. Surprise, réserve ou prudence, la victoire désormais assurée de François Mitterrand suscitait peu de commentaires.

A l'approche des résultats officiels, le climat se dégage. Huit heures moins le quart : ensemble, on regarde Antenne 2. « Il a l'air nerveux, Elkabbach », dit-on dans la salle. « Et Duhamel, il est bien pâle ! » Etienne Mougeotte annonce que François Mitterrand est élu président de la République. Aussitôt une clameur : « On a gagné, on a gagné », scandent les militants. On s'embrasse, quelqu'un lève le poing, on applaudit bruyamment. Au bout de quelques minutes, un slogan s'élève : « Des ministres communistes, des ministres communistes. » On entend aussi : « Les travailleurs à l'Elysée » et « Des communistes à la tête », puis, plus fort : « Libérez l'information. » On débouche des bouteilles de champagne, que l'on tenait dissimulées derrière le bar, et l'on trinque. Ce n'est peut-être pas vraiment l'euphorie, mais c'est tout de même la joie.

Georges Marchais arrive enfin, accompagné de Paul Laurent, Charles Fiterman, André Lajoinie, Gisèle Moreau, Pierre Juquin. Tout le monde a le sourire. Le secrétaire général

du P.C. s'installe à la tribune, dans la salle de presse voisine, et lit sa déclaration. « Le parti communiste français », dit-il notamment, « est prêt à prendre toute sa place dans l'effort pour réaliser les changements voulus et attendus par le pays. » On applaudit.

Georges Marchais répond ensuite aux questions. C'est la petite guerre entre les deux chaînes de télévision. On entend simultanément, sans les voir, Jean-Marie Cavada et Jean-Pierre Elkabbach, qui demandent l'un et l'autre au secrétaire général du P.C. quelle place il réclame pour son parti. Georges Marchais répond au premier. Un à zéro. On entend ensuite la déclaration de Jacques Chirac. Nouvelle guéguerre. Que pense Georges Marchais ? Jean-Marie Cavada insiste, puis renonce. Alexandre Fronty, d'Europe 1, dit à Georges Marchais : « Vous êtes en direct sur Antenne 2. » Jean-Pierre Elkabbach reste maître du terrain. Un partout.

C'est terminé. On va sabler le champagne. « Où est Liliane ? », s'inquiète Georges Marchais. On bavarde. Comment a-t-il trouvé la campagne de François Mitterrand ? « Excellente, puisqu'il a gagné. » Ne la jugeait-il pas un peu molle ? « La polémique des derniers jours lui a été utile », dit-il, « puisqu'elle l'a obligé à préciser ses positions. » Le P.C. s'attendait-il à ce succès ? C'est Paul Laurent qui répond : « Nous connaissions les derniers sondages, nous n'avons pas été surpris. » Mais ce fameux « flou » que le P.C. a tant reproché à François Mitterrand n'a-t-il pas justement permis cette victoire ? « Sans ce flou, il aurait gagné encore plus largement », affirme Paul Laurent, hilare.

THOMAS FERENCZI.

RUE DE MARIGNAN

Fin de fête au quartier général des giscardiens

Rue de Marignan, 20 heures, à l'annonce des premiers résultats... « Les Français sont des veaux, de Gaulle l'avait bien dit !... » Le mépris sort du cœur. Les visages se glacent. Le cocktail commencé dans l'élégance au quartier général des giscardiens vire à l'aigre. Les plus âgés accusent Jacques Chirac : « Ce faux frère. Il aurait dû se rallier avec plus de fermeté. C'est la division qui a perdu la majorité. » Les plus jeunes se révoltent, entonnant un vibrant « sachons vaincre ou mourir ». Un homme aux cheveux blancs tente de calmer la bande d'adolescents prêts à partir au combat : « De la dignité ! Dites plutôt demain Giscard ! »

Le chant de la Marseillaise est repris en chœur. Les mains se lèvent, formant le « V » de la victoire. Des femmes pleurent. Le buffet a peu d'adeptes : la foule préfère suivre, tendue, les prises de parole qui se succèdent sur les écrans de télévision. Il faudra bien s'en contenter. Les dirigeants sont en effet absents, laissant leurs troupes essouffées. Alors on va et on vient, hésitant à quitter ces lieux chargés il y a quelques heures encore de tant de pouvoir.

L'apparition de Georges Marchais sur le petit écran provoque le rire. Celle de François Mitterrand ravive la colère. On lui promet « un cerceau pour bientôt », on ne lui donne guère plus de deux mois pour « craquer ». Car la mobilisation commence dès ce soir pour le « siège des législatives ». La rue de Marignan fera office de Q.G. Le seul

espoir désormais réside dans cette Assemblée nationale « dont la majorité s'opposera au nouveau président jusqu'à l'absurde », espère-t-on ici.

« Ils vont nous prendre tous nos sous »

Dans les couloirs, M. Bernard Rideau, responsable des sondages pour la campagne, fait un bref commentaire. « Il n'y a aucune amertume, dit-il. Au regard de l'histoire, il n'y a rien de nouveau. Tous les vingt-cinq ans, ce pays connaît des épisodes de ce genre. J'espère que tout ira bien. » Vu d'ici, la France paraît bien mal partie, atteinte d'un nouvel accès de folie. Bref, une autre France... « Ils vont nous prendre tous nos sous », murmure, plus prosaïquement, une militante bardée de badges. D'autres redoutent des règlements de comptes, « comme à la libération ». Quelques gros bras du service d'ordre ricanent, ils envisagent de se reconverter en montant un restaurant. Le moment semble grave.

La chute est d'autant plus dure qu'elle paraissait peu probable aux yeux des militants de base venus attendre les résultats dans leur Q.G. Au lointain résonnent des klaxons. Mais ce soir, sur les Champs-Élysées, d'autres triomphent. 1974, la victoire... tout cela appartient au passé. La fête est finie, rue de Marignan. Elle commence pour les bandes de jeunes banlieusards venus conquérir la rue et la Bastille...

DANIELLE ROUARD.

La nouvelle prise de la Bastille

Combien étaient-ils, cette nuit du 10 mai, à la Bastille ? Cent mille, deux cent mille, plus ? Dès 20 h. 30, ils sont arrivés, par petits groupes, la banderole sous le bras, la rose à la boutonnière, le slogan en tête. « On a gagné ! » Les enfants, eux aussi, courent sur le boulevard Beaumarchais, d'où disparaissent les voitures.

21 heures. Les slogans se font plus politiques. Apparaissent les drapeaux rouges, quelques drapeaux noirs, une grande banderole du parti communiste. La fête commence. « C'est le 14 juillet », dit, souriant aux lèvres, un Turc immigré qui, lui, n'a pas voté. Tant pis. Sa joie éclate.

La foule se fait compacte. Sur l'estrade, Claude Villers anime la fête. Les petits marchands, les feux de Bengale, font leur apparition, la fraternité aussi, la joie de ceux qui s'embrassent, se tiennent par la main, par l'épaule. Il fait chaud, cette nuit, à la Bastille.

Sur l'estrade arrivent un à un les témoins, dont la voix couvre les slogans de la foule. « Giscard au chômage ! », clame une voix d'un balcon, la formule est joyeusement reprise. « Ce n'est qu'un début, continuons le combat. » Un orchestre envahit l'estrade, une fanfare des beaux-arts mâtinée de style Bastille, qui entonne des chansons à boire.

Arrive Michel Rocard, radieux, ovationné par la foule. « C'est une très belle victoire, indiscutable. François Mitterrand et, derrière lui, toute la France du travail viennent d'ouvrir une page nouvelle (...). Mais je ne me sens pas le droit de vous dire que ce sera facile... La droite a perdu le pouvoir politique, elle n'a pas perdu le pouvoir économique. Elle se battra, elle essaiera de trahir, de saboter. Mais, dès la semaine prochaine, le socialisme en marche sera ce que nous le ferons », conclut-il en saluant la présence, à ses côtés, de quelques dirigeants communistes.

Justement, Pierre Juquin saisit le micro : « On l'a eu, Giscard, on réunira nos efforts pour avoir les patrons, ceux qui ont trop de tout. » Puis la note politique, pour que nul n'en ignore, ce n'est pas seulement une fête, il faut parler des choses sérieuses : « Les communistes sont prêts à prendre toutes leurs responsabilités, jusqu'au gouvernement, et à tous les niveaux », avant d'ajouter, pour renvoyer la politesse à Michel Rocard : « Je suis heureux d'être ici ce soir avec tous mes camarades socialistes... »

Aujourd'hui dans les annonces classées
« Fonctions Commerciales »
Une rubrique d'offres d'emploi pour les nouveaux vendeurs.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Chez les « intellos »

Les gens s'embrassent, oublient leurs querelles. « C'est une étape ! », dit l'un. « Il va y avoir au moins du spectacle ! », observe l'autre. « Pour une fois que la gauche ne se rassemble pas derrière un corbillard ! », s'exclame plus d'un. Les littéraires n'oublient pas que l'abrogation de l'arrêté Monory et le retour au prix fixe des livres figurent parmi les pre-

mières mesures annoncées par Mitterrand.

Au fond du restaurant, Louis Aragon observe le meeting de la place, par une fenêtre entrouverte. Il ne semble pas comprendre ce qui se passe.

« Où suis-je ? répète-t-il. Qu'est-ce qui se passe ? »

Puis, rêveur : « A mon âge, il ne peut plus rien se passer ! »

Sur la place, Lionel Jospin parle. « Il dit du mal du pouvoir », questionne le poète. Il a tort : ce n'est pas une solution !

Un manifestant grimpe au poteau d'un sens interdit, et s'agrippe à un auvent de café.

« Voilà une acrobatie, dit encore Aragon, dont je ne serais plus capable ! »

« Ça vous rappelle quoi ? », lui demande-t-on.
— Rien.
— 36 ?

DANS LES RUES DE PARIS

La « Marseillaise » des battus

Partout, dans Paris, la foule immense, heureuse. « Ha ! ce que je suis content ce soir ! »

Ils descendent les boulevards et les rues vers la fête. Les enfants sur les épaules des parents. Des roses à la main. Le peuple était là. « L'autre, avec son chantage à la peur ! » Giscard au chômage ! Lorsque la grande banderole rouge « C.G.T., F.E.N., P.S., P.C. » descendit lentement le boulevard Beaumarchais, les premiers arrivés attendaient pour la jonction, pour les embrassades. « C'est pas vrai, quel bonheur ! » Pétrats, feux de Bengale, klaxons, et aux portières des visages rieurs, des bras tendus, le V de la victoire. « J'imagine les jeunes giscardiens avec leurs pochettes Saint-Laurent... »

A la même heure, ils remontaient, ces jeunes, les Champs-Élysées, petit groupe défilé, tout bardé de badges. « Plus j'y pense, plus c'est Giscard. » Ils remontaient à contre-courant des voitures qui, tout klaxons dehors, fêtaient l'élection de Mitterrand. Il remontait, ce petit groupe, vers l'Etoile, courageusement, pour manifester devant la flamme son dépit, son désarroi. « Mitterrand aux chiottes ! » Du bord de l'avenue, un homme en complet veston leur répliquait : « Rendez-vous les diamants. » Il était seul, ils étaient une vingtaine. Il avait l'air convenable, ils le regardèrent, interloqués. Une femme expliquait à un étranger, fumant cigarette : « J'habite le seizième arrondissement depuis plus de quarante ans, mon mari est directeur de société, mais il y a vraiment trop d'injustice. Il faut les voir, le vendredi, partir pour leurs châteaux... Vous me dites, monsieur, qu'il y aura une évacuation des capitaux ? Mais je vous

réponds, c'est déjà fait. Et alors ? »

Les jeunes giscardiens, sous l'Arc, entonnent leur Marseillaise avec lenteur. Deux Américains, qui assistent à la cérémonie, en profitent pour une analyse politique à chaud : « Avec Mitterrand, vous aurez de grandes difficultés économiques », disent-ils avec l'accent qu'on ne prête qu'aux Texans. Puis la troupe du candidat battu repart dans le flot des véhicules qui continuent à scander, en klaxonnant, la victoire ! Le rang serre les coudes avant de s'engouffrer dans la rue de Marignan où se trouve un cordon de policiers. « Mitterrand aux chiottes », répètent, en hurlant et en se retournant sur la foule qui les talonne, des jeunes filles, tandis que virevoltent leurs jupes plissées et que tournoient leurs sacs en bandoulière. Un ancien d'Algérie, très excité, veut se battre. Il est comme fou. Deux automobilistes s'injurient toutes vitres baissées. Mais on conseille : « Pas de provocations ! »

Il faut dire que, à présent, les Champs-Élysées sont noirs de mitterrandistes, venus de la Bastille avec leurs drapeaux et leurs roses. La foule ne cesse de grossir, et les jeunes giscardiens ont les yeux pleins de sommeil. Deux ou trois auraient bien voulu partir « reprendre l'Etoile ». La plupart iront au lit. Le dernier carré discute devant le magasin Cédine. « Les Français n'ont pas compris la finesse de la politique économique de Giscard, l'aspect mondialiste. Tant pis pour eux. » Ils se sépareront sous la pluie.

CHRISTIAN COLOMBANI.

M. FRANÇOIS MITTERRAND

Les réactions
en France

Dans les milieux politiques

UNE DÉCLARATION DE M. GISCARD D'ESTAING

Voici le texte de la déclaration de M. Giscard d'Estaing rendue publique par l'Élysée dans la soirée du dimanche 10 mai : « J'adresse mes vœux à M. François Mitterrand pour son élection à la présidence de la République. Je crois avoir fait tout ce qui dépendait de moi pour expliquer aux Françaises et aux Français la portée et les conséquences de leur choix.

« Je remercie chacun de ceux qui ont bien voulu voter pour moi. Le témoignage de leur confiance ainsi que celui des jeunes qui m'ont aidé dans ma campagne m'ont profondément touché.

« Je continuerai, bien entendu, à défendre les intérêts essentiels de notre pays. »

M. DENIAU : j'espère que les Français ne se sont pas trompés.

M. Jean-François Deniau, ancien ministre des réformes administratives, et principal responsable de la campagne de M. Giscard d'Estaing : « Le suffrage universel a parlé. Il est juge. Ma conviction était que l'élection de François Mitterrand risquait d'ouvrir une période de trouble et d'incertitude avec une majorité que je ne connais pas très bien. Je n'ai pas changé de conviction. J'espère que les Français ne se sont pas trompés. Il y a trente ans que je sers mon pays, et je ne désire pas que les Français traversent une période de trouble et d'incertitude. Les différentes instances de la majorité vont se réunir. L'important, c'est de continuer à se battre et de gagner les élections législatives. Le vrai problème, c'est le chômage. Je n'ai jamais souhaité pour mon pays la politique du pire. »

M. LECANUET : faire contrepoids à la majorité présidentielle.

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F. : « Je ne cacherais pas la tristesse que nous éprouvons et la profonde inquiétude pour l'avenir de la France. Les Français ont choisi, nous respectons le suffrage universel, mais je voudrais que la France surmonte ses difficultés. Les Français vont devoir voter de nouveau et l'U.D.F., sans désespérer, va se mobiliser pour que le pays fasse en sorte qu'il rende à la France une majorité identique à celle qui existe aujourd'hui au Parlement, pour qu'il y ait une majorité parlementaire qui fasse contrepoids à celle de la majorité présidentielle.

« Je pense que la majorité du pays a voulu le changement et refuse l'idée que le président de la République puisse rester quatre ans. Je souhaite bonne chance à M. François Mitterrand, mais il va être confronté à la dure réalité (...). Si le nouveau président de la République veut dissoudre l'Assemblée nationale, on ne peut pas lui accorder l'état de grâce car ce sera l'état de guerre en raison des nouvelles élections.

« La majorité n'a pas été unie comme elle aurait dû l'être (...). Il va de soi, à mon avis, que nous proposerons au R.P.R. un accord de désistement automatique. »

Mme PELLETIER : un vote d'humeur.

Mme Monique Pelletier, ancien ministre chargé de la condition féminine, présidente des comités de soutien à la candidature de M. Giscard d'Estaing : « L'histoire nous apprend que, tous les vingt ans, il y a une sorte d'envie de changement. C'est un vote d'humeur, pas une volonté de voir un changement radical en France. Nous continuerons le combat avec conviction. La France a tout à gagner d'un choix différent aux législatives et tout à perdre dans une majorité de gauche. (...) Les communistes ont fort peu parlé. Ils sont là et vont revendiquer leur place. (...) J'entre délibérément dans l'opposition à partir de ce soir. »

M. BLANC : volonté unitaire.

M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain : « Je souhaite ardemment que nous allions au combat pour les élections législatives avec une volonté unitaire totale. Nous sommes d'accord sur l'essentiel. Nous avons plusieurs leaders : qu'ils travaillent ensemble. Il faut retrouver la chaleur humaine. »

« M. JEAN-JACQUES BEUCLER, député U.D.F. de Haute-Saône : « La France est fichue pour longtemps. On en bavera tous, les plus défavorisés en particulier. »

« LE PARTI RADICAL a publié le communiqué suivant : « Le suffrage universel s'est prononcé dans des conditions de netteté qui excluent toute controverse. Le parti radical comprend la joie de ceux pour qui le succès représente l'aboutissement d'un long effort même s'il ne partage pas les motifs de cette joie. Car, parti de raison, il reste solidaire de ses partenaires comme il l'a été dans l'exercice des responsabilités. Cette élection crée une situation inquiétante qui ouvre une période d'incertitude. L'élection présidentielle était une échéance. Elle n'est pas en soi une solution aux innombrables difficultés qu'entraînent la crise et les menaces extérieures. »

« M. André Diligent, secrétaire général du C.D.S., a déclaré : « Les électeurs se sont prononcés. Un nouveau président est élu, c'est la loi de la démocratie. »

« L'objectif immédiat est maintenant de nous préparer aux élections législatives car c'est d'elles que dépendra la présence des ministres communistes au gouvernement, c'est-à-dire de représentants d'un parti formellement rejeté par l'immense majorité des Français. »

M. MITTERRAND : nous avons tant à faire ensemble

M. Mitterrand a déclaré à Châteaubleau-Chinon : « Cette victoire est d'abord celle des forces de la jeunesse, des forces du travail, des forces de création, des forces du renouveau qui se sont rassemblées dans un grand élan national pour l'emploi, la paix, la liberté, thèmes qui furent ceux de ma campagne présidentielle et qui demeureront ceux de mon septennat.

« Elle est aussi celle de ces femmes, de ces hommes, humbles militants pénétrés d'idéal, qui, dans chaque commune de France, dans chaque ville, chaque village, toute leur vie, ont espéré ce jour où leur pays viendrait enfin à leur rencontre.

« A tous je dois et l'honneur et la charge des responsabilités qui désormais m'incombent. Je ne distingue pas entre eux. Ils sont notre peuple et rien d'autre. Je n'aurai pas d'autre ambition que de justifier leur confiance.

« Ma pensée va en cet instant vers les miens, aujourd'hui dis-

parus, dont je tiens le simple amour de ma patrie et la volonté sans faille de servir. Je mesure le poids de l'histoire, sa rigueur, sa grandeur. Seule la communauté nationale entière doit répondre aux exigences du temps présent. J'agirai avec résolution pour que, dans la fidélité à mes engagements, elles trouvent le chemin des réconciliations nécessaires. Nous avons tant à faire ensemble et tant à dire aussi.

« Des centaines de millions d'hommes sur la terre sauront ce soir que la France est prête à leur parler le langage qu'ils ont appris à aimer d'elle.

« Mesdames et messieurs j'ai une autre déclaration brève à faire. A M. Giscard d'Estaing, que je remercie de son message, j'adresse les vœux que je dois à l'homme qui, pendant sept ans, a dirigé la France. Au-delà des luttes politiques, des contradictions, c'est à l'histoire qu'il appartient maintenant de juger chacun de nos actes. »

M. DELORS : le programme du futur gouvernement.

« Le nouveau gouvernement sera un véritable gouvernement. Il ne durera que quatre semaines, mais il aura tous les pouvoirs d'un gouvernement tel que le prévoit l'article 37 de la Constitution.

« Ce gouvernement aura trois missions : « Tout d'abord, il confiera à un groupe d'experts l'élaboration de ce que l'on appelle aux États-Unis « l'état de l'union » : où est la France, et notamment où en est l'économie française ?

« En second lieu, il recevra lui-même les dirigeants des grandes organisations patronales, syndicales et autres, de façon à donner l'impulsion à un vaste dialogue, qui, ensuite, sera relayé par le gouvernement et par ses ministres et qui portera sur des points précis.

« Et, enfin, troisièmement, ce gouvernement prendra, pendant les quatre semaines, les mesures que M. Mitterrand a promises et qui correspondront à une indication de tendance, à une sorte de voie ouverte, qui sera prolongée ensuite, une fois les élections législatives passées.

« Ces mesures sont de trois ordres : les premières porteront sur le relèvement des revenus des catégories les plus modestes et sur une relance raisonnable de la croissance économique par le biais des investissements publics dans le cadre des prérogatives réglementaires d'un gouvernement.

« La seconde, ce sera, après consultation des organisations

patronales et syndicales, un relèvement du salaire minimum, une fois que nous nous serons mis d'accord sur la place de ce salaire minimum dans le cadre de la politique générale des salaires et compte tenu des contraintes des entreprises.

« Et, troisièmement, il prendra quelques premières mesures, elles sont d'ailleurs limitées, compte tenu des textes de la Constitution, pour montrer qu'on inverse la tendance en matière d'emploi.

« Mais nous ne resterons pas « les deux pieds dans le même sabot » et, durant cette période, nous préparerons des mesures plus importantes destinées à inverser le cours des choses en matière d'emploi.

« Il n'y aura pas de Grenelle. Nous ne sommes pas au casino de Monte-Carlo. Nous sommes là pour discuter point par point.

« Il faut reconnaître pleinement le fait syndical, sortir de la société du non-dialogue. On ne peut pas fonder une économie prospère sans un dialogue social approfondi. La règle d'or est de regarder la réalité syndicale en face et de ne pas s'en méler.

« L'Etat ne peut pas, tel un magicien, redonner tous les problèmes. Il n'y aura pas de chasse aux sorcières, de petite ou de grande revanche. Jusqu'à la transmission des pouvoirs, je fais tout à fait confiance à Raymond Barre pour accomplir une bonne gestion des affaires courantes et nous consulter. »

M. ROCARD : réconcilier le rêve et la réalité.

« En bien, c'est fait, nous avons gagné. Et cette victoire de François Mitterrand est une très belle victoire. C'est aussi un événement considérable. Depuis que la France est en république, c'est la première fois que le suffrage universel envoie à la magistrature suprême un socialiste.

« Une joie immense, considérable, est, ce soir, partagée non seulement dans bien des foyers socialistes, mais chez tous ceux qui ont contribué à cette victoire et qui ne sont pas que des socialistes.

« Je suis heureux tout spécialement en pensant à cette fierté des militants et des élus de notre parti qui ont tant donné pour cette victoire en mettant dans la balance du succès le poids de leur expérience et de leurs réalisations.

« Je n'oublierai pas cependant que des millions d'autres Français, un peu moins nombreux que ceux dont je viens de parler, sont déçus ou inquiets. Et je sais qu'à partir de ce soir il incombe à François Mitterrand et aux socialistes de lever leur inquiétude, car la France va choisir une voie nouvelle.

« Nous nous sommes, dans cette bataille, beaucoup donnés en sachant que nous aurions ensemble à faire des choses longues et difficiles. Une réforme régionale d'abord, pour permettre que se mobilisent mieux les énergies, les talents, les compétences, dont ce pays est riche et qui jusque-là étaient freinés dans leur essor et leur initiative.

« Une capacité plus grande des Français à négocier entre eux, à se comprendre, à se parler. Il faut que nous sachions négocier nos revenus, nos salaires, la durée du travail et les conditions de ce travail, réapprendre à passer contrat.

« Une orientation qui nous permette que, sur tout ce que nous avons à faire, les syndicats, les associations, les organisations professionnelles, les comités de quartier, les collectivités locales, passent de tout leur poids dans l'avenir à construire ensemble.

« Une lutte contre le chômage,

M. MAUROY : un moment de bonheur et une politique nouvelle.

« L'élection de François Mitterrand, c'est la victoire de la République : la République n'est la propriété de personne, elle appartient à tous les Français dans la diversité de leurs opinions, de leurs origines, de leurs croyances, de leur philosophie : ceux qui ont voté pour François Mitterrand, et ceux qui n'ont pas voté pour lui.

« Le premier président de la République française socialiste, élu au suffrage universel, devient aujourd'hui le président de tous les Français.

« Aujourd'hui, les Français ont consolidé la démocratie. Ils ont manifesté leur confiance dans l'avenir de leur pays et la solidité des institutions. Une aube nouvelle se lève. Chacun, en France, en mesure l'importance et en ressent l'émotion. C'est un moment de bonheur, un moment d'espoir et de responsabilité.

« Pour tous les Français, ce moment est aussi celui du rassemblement. La victoire de François Mitterrand n'est pas la victoire d'une partie de la France sur l'autre : l'homme de l'unité socialiste, l'homme du rassemblement de toute la gauche,

devient aujourd'hui le garant de l'unité des Français et de l'unité de la France.

« On nous disait que l'alternance n'était pas possible, mais les Français ont fait de l'opposition la majorité, et je crois qu'il y a eu cette alternance, car il ne peut y avoir de bonne Constitution si ce sont toujours les mêmes qui restent au pouvoir.

« Nous allons avoir une politique nouvelle, une politique d'expansion, une politique qui essaiera de résoudre le problème du chômage qui était la plaie du septennat dont le bilan, sur le plan social, a été catastrophique.

« Mais je crois qu'il n'y a pas seulement le problème du chômage. Il y a le sentiment que, devant cette troisième mutation technique et industrielle qui est celle de l'informatique, de la robotique, ce septennat était sans solution, et la perspective était d'avoir de plus en plus de chômeurs.

« Un contrat de gouvernement est indispensable (...), y compris avec le P.C. Il ne peut y avoir plusieurs politiques du gouvernement. »

M. JOSPIN : le jour de joie est arrivé.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste : « Dans un grand élan populaire et national, le peuple français vient d'élire François Mitterrand à la présidence de la République.

« Ce rassemblement qu'il souhaitait vient de commencer à s'opérer autour de lui. Au nom du P.S., je veux le féliciter pour la magnifique campagne qu'il a menée, pour l'esprit de conviction, pour le souci du dialogue, pour la ténacité, pour la résistance aux attaques qu'il a manifestées constamment à travers ces jours d'engagement politique.

« Ce 10 mai est un jour de joie, d'abord pour les militants socialistes qui se sont dépensés sans compter dans cette campagne, et plus particulièrement pour les plus anciens d'entre eux, pour ces militants, hommes ou femmes, âgés que j'ai rencontrés dans les réunions et les meetings et qui me disaient : « Est-ce que je verrai un président socialiste, est-ce que je verrai mes idées socialistes portées au faite de notre pays ? » Eh bien ! ce jour est arrivé.

« C'est un jour de joie aussi pour les centaines de milliers d'hommes et de femmes qui nous ont aidés dans cette campagne, même s'ils n'étaient pas socialistes, qui nous ont rejoints parfois dès le 26 avril, qui ont mené ce travail de conviction concrète, patiente, auprès des gens qui a joué beaucoup pour la victoire de notre candidat.

« C'est un jour de joie pour des millions d'hommes et de femmes dans ce pays qui ne pouvaient plus continuer à vivre dans cette société qui leur était faite, qui aspirait à l'emploi, au développement économique, à des mesures de justice sociale, à la démocratie retrouvée. Et c'est aussi, je le pense, un jour de joie pour des

centaines de millions d'hommes et de femmes hors de France.

« Je le sais, je suis sûr que cette élection de François Mitterrand est une surprise à l'étranger, mais je sais aussi que les peuples, que ce soit en Europe autour de nous, ou nous avons de nombreux amis, que ce soit aussi dans le tiers-monde, en Amérique latine, en Afrique, ou en Asie, se rejouissent de ce qui vient de se produire en France ce 10 mai... Ce 10 mai en France est un bon jour pour la démocratie.

« Malgré une campagne menée par la droite qui visait à provoquer la peur, la résignation, le réflexe d'inquiétude, le peuple français a fait aujourd'hui la preuve de sa maturité, a bâti une étape pour la renaissance de la démocratie en France. En effet, entre une politique de conservatisme, de stagnation économique, d'injustice sociale et les propositions faites tout au long de cette campagne par François Mitterrand pour relancer l'économie, réduire les inégalités entre les Français, faire refluer la démocratie, redonner à la France son rayonnement dans le monde, notre peuple a choisi.

« C'est une nouvelle chance pour la France, François Mitterrand a opéré autour de lui un magnifique rassemblement populaire. Sa volonté était, vous le savez, d'unir et non de diviser. Aujourd'hui, il rassemble les Français pour une grande ambition collective.

« Les électeurs communistes font partie de la majorité présidentielle. Si les propositions faites par François Mitterrand sont approuvées par la direction du parti communiste, on ira très vite pour s'entendre. Si ce n'est pas tout à fait cela, il faudra discuter pour savoir si cela est possible. Il ne faut pas passer à la trappe les petits candidats. »

M. CHEVÈNEMENT : comme Gambetta.

« C'est la victoire de l'intelligence et de la ténacité (...). C'est un événement historique de grande portée. Et ce soir, François Mitterrand est entré dans l'histoire de la France comme Gambetta il y a un siècle quand il a effacé Mac-Mahon.

« L'alternance démocratique n'est pas facile en France. C'est une bonne chose qu'elle fonctionne dans le calme et la démocratie.

« Je fais confiance au bon sens des Français ; il y a une certaine logique de donner à M. Mitterrand une majorité représentative des forces qui l'ont soutenu aux prochaines élections.

« Le 26 avril, le P.C. n'était pas à son étage habituel.

« La ligne du P.S. est une ligne unitaire : il a su s'ancrer à gauche. Il y a eu des ministres communistes en 1944. Pour qu'il y ait un gouvernement, il faut qu'il y ait une volonté. Le P.C. a-t-il cette volonté ? »

M. CRÉPEAU : la voie de l'espérance.

M. Michel Crépeau, président du M.R.G. : « Le peuple français a su choisir la chance qui s'offrait à lui. De toute mon âme, de tout mon cœur, je m'en réjouis. Cela, nous le devons d'abord à François Mitterrand qui, depuis toujours, a su rassembler derrière lui les forces du changement et maintenir contre vent et marée la voie de l'espérance. Depuis le début de sa longue marche, il a trouvé les radicaux de gauche à ses côtés pour le meilleur et pour le pire.

« Je suis heureux de ce qu'à notre mesure et à notre place nous ayons pu contribuer à cette victoire. Sachons que demain l'heure sera à l'effort. J'ai pleine confiance pour la suite. »

M. CHEYSSON : la France est liée par les accords internationaux.

« Le parti socialiste aborde le changement à la tête de la présidence de la République en se sachant lié par les accords internationaux signés par la France, qu'il s'agisse de l'alliance atlantique, de la C.E.E. ou des autres accords », a déclaré, à Bruxelles, M. Claude Cheysson, commissaire européen chargé des problèmes du développement.

M. Cheysson, qui a soutenu la candidature de M. Mitterrand, a ajouté que la volonté de changement qui s'est manifestée en France ne signifie pas l'ignorance des engagements à partir desquels l'équipe de M. François Mitterrand travaillera.

« Il a toutefois déclaré que la France devrait avoir des discussions fondamentales avec ses alliés atlantiques sur le contenu de l'alliance et sur des questions comme celle du niveau élevé des taux d'intérêts aux États-Unis.

M. Cheysson a encore constaté que les élections de dimanche ont démontré que l'alternance est possible dans le cadre de la Constitution de la V^e République. « Il s'agit en fait, d'une consolidation de la V^e République. » M. Cheysson a enfin ajouté que la discussion sur la durée hebdomadaire du travail ne pourrait avoir lieu que dans le cadre européen.

« M. GASTON DEFFERRE : « Les reports de voix communistes se sont très bien faits. M. Mitterrand n'a pas pris d'engagements sur la composition du gouvernement. Il n'y a pas de veto pour la présence de communistes au gouvernement à partir du moment où un accord aura été réalisé. Il n'y aura aucun esprit de revanche ou de vengeance. François Mitterrand sera le président de tous les Français. Il veut exercer son mandat non pas au nom de 52 % mais d'une immense majorité des Français pour lesquels il est décidé à travailler. »

Les réactions en France

● Au R.P.R.

M. JACQUES CHIRAC : j'appelle à se rassembler...

M. Jacques Chirac a déclaré, lundi soir depuis les locaux de son ancienne permanence, rue de Trinité : « Les Français et les Français ont élu M. François Mitterrand président de la République au terme d'un débat qui s'est déroulé dans des conditions conformes à notre tradition démocratique. Cette situation nouvelle risque d'ouvrir une période d'incertitude. Personne ne peut sous-estimer l'importance et la gravité de ce qui est en jeu pour l'avenir de notre pays. En de telles circonstances, j'appelle tous les responsables politiques et les

citoyens de notre pays qui sont attachés aux principes de la V^e République et aux valeurs de liberté et de progrès sociale incarnées à se rassembler sans esprit partisan et à marquer avec cohésion et détermination leur volonté de défendre ces principes. Il faut maintenant se tourner avec résolution vers l'avenir. Quant à moi, je suis décidé à poursuivre ce combat avec toutes celles et tous ceux, sans exception, qui sentent bien ce soir ce qui est en cause pour la France. J'indiquerai dans les prochains jours les formes que prendra cette action »

M. PASQUA : ce que nous craignons.

M. Charles Pasqua, sénateur R.P.R., animateur de la campagne de M. Jacques Chirac : « Nous avons, tout au long du premier tour, développé devant les Français la nécessité de proposer une autre politique. Nous n'avons pas été suffisamment entendus. Malheureusement, les résultats du second tour n'ont fait que confirmer ce que nous craignons. Interrogé sur un accord électoral avec l'U.D.F. : « Si c'est pour recommencer les mêmes choses, ce sera le même résultat. Nous serons au premier rang de ceux qui vont lutter pour que les Français comprennent ce qui va se passer si on laisse faire le parti communiste »

● M. ANDRE BORD, député R.P.R. du Bas-Rhin : « Il me paraît nécessaire, aujourd'hui plus que jamais, de se rassembler autour de Jacques Chirac, qui a fixé au pays une politique sérieuse et des objectifs »

● A l'extrême droite

M. LE PEN : un échec prévu.

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national (extrême droite) : « Giscard est battu. Cet échec, l'opposition nationale l'avait depuis longtemps prévu et annoncé. En faisant avec les voix de la droite, la politique de la gauche, Giscard a pris la lourde responsabilité de faire élire Mitterrand. Celui-ci est donc l' élu d'une majorité anti-giscardienne et non d'une majorité marxiste »

« La France ne veut pas être marxiste et demain elle devra l'affirmer. La droite nationale et populaire, injustement écartée du débat présidentiel, se mobilise dès aujourd'hui pour défendre aux élections législatives son programme national »

LE FRONT NATIONAL DE LA JEUNESSE : Giscard d'Estaing, le président le plus incapable de la V^e.

« Le bureau politique du Front national de la jeunesse, après avoir pris connaissance de la défaite

du candidat sortant, défaite provoquée par sa politique outrancièrement antinationale (avortement, Varsovie, Afghanistan, immigration), prend acte qu'après avoir été élu de justesse grâce aux voix nationales et nationalistes en 1974 il a été battu en 1981 par la désaffection de ces mêmes voix, écartées par son cynisme, la répression sournoise qu'il a mise en œuvre contre les militants nationalistes à travers les provocations policières, les atteintes à la liberté d'expression, les tentatives d'étouffement de l'esprit que représentait pour la jeunesse française tout entière le combat mené par le camp nationaliste contre le capitalisme apatride allié à l'internationalisme marxiste »

« Giscard d'Estaing fut le président le plus incapable de toute la V^e République et nous ne pleurerons pas sur sa défaite. Mitterrand n'emportera pas plus nos suffrages. Nous condamnons avant les complots obscurs de Moscou que les fossoyeurs de l'esprit national. Nous appelons les jeunes nationalistes à se mobiliser pour abattre le nouveau régime socialo-communiste afin de construire un régime d'ordre et de liberté »

● Divers

LE VOTE DES HOMOSEXUELS

Une trentaine de journalistes ou de sympathisants du Gay-Pied, revue mensuelle destinée aux homosexuels, s'étaient réunis rue de la Roquette, à quelques pas de la Bastille, pour suivre les résultats de l'élection présidentielle. A l'instar des Comités d'urgence anti-répression homosexuelle (CUARH), qui avaient appelé les « gays » à voter pour le candidat socialiste, le Gay-Pied attendait avec espoir la victoire du candidat socialiste, notamment après le rejet de la proposition de M. Caillaud, visant à supprimer l'aggravation des peines pour certains délits lorsqu'ils sont commis par des homosexuels. Au cours de sa campagne, M. Mitterrand s'était prononcé contre cette inégalité de traitement.

Jusqu'à présent, les quatre ou cinq millions d'homosexuels français, hommes et femmes, étaient généralement considérés comme plutôt conservateurs, et leur vote n'avait pas suscité d'attentions excessives dans l'ancienne majorité. On estimait, dimanche soir, que le vote homosexuel avait contribué à la victoire du nouveau président, soit directement, soit par abstention.

Coutumière des fêtes, l'équipe du Gay-Pied se trouvait, peu après l'annonce des résultats, à la Bastille où les CUARH réunissaient sous une banderole les militants de cette minorité.

● LE MOUVEMENT DE LIBÉRATION DES FEMMES « se réjouit de la victoire de M. François Mitterrand, victoire pour laquelle nous avons engagé toutes nos forces dès le 8 mars, avant le premier tour. Nous sommes prêtes pour une gauche constructive, offensive, positive, en mouvement ».

● M. BRICE LALONDE, candidat des écologistes au premier tour de l'élection présidentielle : « En élisant François Mitterrand les Français ont nettement choisi de limiter le programme nucléaire et de transformer la vie politique française grâce au référendum d'initiative populaire et à l'établissement du scrutin proportionnel. Les écologistes, cinquième force politique du pays, veilleront, en toute indépendance, au respect de ces choix et d'abord en exigeant que les prochaines élections législatives se déroulent selon le mode de scrutin proportionnel que l'Assemblée devrait normalement adopter avant la dissolution »

● LE COMITÉ DE SOUTIEN A L'ÉLECTION DE M. MICHEL DEBRÉ a déclaré dans un communiqué :

« Le peuple français a fait choix de M. François Mitterrand. Les difficultés intérieures et les périls extérieurs ne s'effaceront pas pour autant. Le président élu doit son élection au soutien du parti communiste, qui ne manquera pas de faire connaître rapidement ses exigences. Dès lors, une grande vigilance s'impose à tous les Français qui tiennent à la force économique, à l'unité sociale et à l'indépendance politique de leur patrie »

● M. LEO HAMON, ancien ministre, président d'Initiative républicaine et socialiste (gaullistes de gauche), qui soutenait M. Debré au premier tour et qui avait pris parti pour M. Mitterrand au second tour, a déclaré :

« Avec tous les électeurs gaullistes dont le vote a permis l'élection de François Mitterrand, nous nous félicitons d'avoir rendu le gaullisme présent à cette victoire »

Dans les milieux politiques

● Au P.C.F.

M. MARCHAIS : nous sommes prêts à assumer toutes nos responsabilités

M. Georges Marchais a lu, dimanche soir 10 mai, au siège du P.C.F., la déclaration suivante :

« Giscard d'Estaing est battu. La nouvelle a été accueillie avec joie et espoir à travers tout le pays. Ces sentiments, nous les partageons totalement »

« Nous les partageons d'autant plus que nous avons, dès le début de cette campagne de l'élection présidentielle, fixé notre objectif : battre Giscard d'Estaing et changer la politique du pays. Toute ma campagne — sept mois durant — comme candidat communiste, a été une campagne anti-Giscard »

« Sans dévier de notre ligne et voulant utiliser toutes les possibilités, nous avons décidé de poursuivre au second tour notre combat contre Giscard d'Estaing en appelant à voter François Mitterrand. La victoire est acquise. Nous y avons apporté une contribution décisive »

« En élisant François Mitterrand, la majorité du pays a voulu condamner la désastreuse politique poursuivie pendant sept ans par Giscard d'Estaing au bénéfice du capital. Elle s'est prononcée pour le changement. Il s'agit, maintenant, de répondre à cette volonté, à cette espérance »

« Le parti communiste français, qui a pris sa part de la victoire, est prêt à prendre toute sa place dans l'effort pour réaliser les changements voulus et attendus par le pays »

« Nous sommes prêts à assumer au gouvernement, comme à tous les niveaux de la vie nationale, toutes nos responsabilités pour

que soit mise en œuvre la politique nouvelle de plein emploi, de justice et de progrès social, de développement national, d'essor des libertés, d'initiatives en faveur de la paix, du désarmement, de l'indépendance, de la solution de tous les grands problèmes du monde, politique dont le pays a besoin »

« Nous pensons que les obstacles, les difficultés sur le chemin du progrès de l'union de toutes les forces populaires seront surmontés dès lors que s'affirmera la volonté d'agir ensemble au service de cette politique nouvelle et des réformes démocratiques qu'elle implique. Cette volonté, pour notre part, nous l'avons »

« Le changement a absolument besoin, pour se réaliser, du parti communiste, de son apport original, dynamique et créateur au mouvement populaire. C'est la conviction des quatre millions et demi d'hommes et de femmes qui nous ont apporté leurs suffrages au premier tour. Et c'est aussi, nous en sommes persuadés, la conviction de ceux et celles qui, bien qu'ils aient émis un autre vote le 26 avril, se considèrent toujours comme des électrices et des électeurs communistes. C'est une conviction que d'autres hommes et femmes feront leur dans la lutte »

« Le changement a également besoin de la participation active des travailleurs et des travailleuses, partout où ils se trouvent, en premier lieu dans les entreprises. Leur vigilance, leur initiative, sont et seront de la plus haute importance pour déjouer toutes les manœuvres patronales et réactionnaires, pour obtenir le changement »

« Chacun le constate et le constatera, les communistes n'ont d'autre objectif que de bien servir les intérêts des travailleurs, de la nation française »

Le secrétaire général du P.C.F. a adressé, d'autre part, à M. François Mitterrand un télégramme ainsi conçu :

« Monsieur le président de la République »

« Au nom de la direction du parti communiste français, de tous les communistes, de tous les électeurs et électrices dont l'activité et les suffrages ont contribué à votre élection, je vous adresse mes plus vives félicitations »

« Dans l'œuvre de changement qu'il s'agit maintenant d'accomplir pour répondre à l'attente de notre pays, je vous confirme que nous sommes prêts à prendre toutes nos responsabilités »

« Comme toujours, nous n'avons d'autre volonté que de servir les intérêts des travailleurs et de la France »

Un contrat de gouvernement

Invité, sur TF1, à dialoguer avec M. Pierre Mauroy, qui fut, pendant la campagne électorale, le porte-parole de M. Mitterrand, M. Marchais s'est déclaré prêt à des négociations avec le P.S. en vue d'un « contrat de gouvernement ». Il a indiqué que le comité central du P.C.F. se réunira cette semaine. Au sujet des élections législatives, le secrétaire général du parti communiste a déclaré : « Il y aura un premier tour, où chaque parti ira avec son programme, comme nous l'avons toujours fait. (...) Le président élu a dit qu'il y aura, entre les deux tours, une négociation entre les partis (1). Je suis disponible pour discuter dès maintenant »

M. Marchais a ajouté : « Nous avons déjà proposé aux Français une politique, tout comme François Mitterrand, qui a proposé des objectifs. Il va falloir, maintenant, discuter ». M. Marchais a exprimé le souhait que l'on ait « la volonté, de part et d'autre, de se mettre d'accord sur des objectifs qui répondent à ce qu'attendent les travailleurs »

S'adressant à M. Alain Peyrefitte, présent sur le plateau de TF1, M. Marchais — faisant allusion à une déclaration du garde des sceaux, qui, le 3 décembre 1972, avait parlé du secrétaire général du P.C.F. comme d'un homme « que vous hésitez à prendre en auto-stop » s'est écrié : « Ah ! Vous êtes resté sur le bord de la route ! »

(1) Le président élu avait déclaré, le 5 mai, au cours de son débat avec M. Giscard d'Estaing : « En vue des élections législatives (1), les organisations politiques responsables examineront en commun — si elles le désirent — si elles sont en mesure ou non de signer entre elles un contrat de gouvernement et, donc, d'aborder les élections législatives futures en situation d'accord »

« Des ministres communistes »

M. PAUL LAURENT, membre du bureau politique :

« Nous entendons être pleinement présents dans la suite des événements, à tous les niveaux, depuis les entreprises et les quartiers, jusqu'au gouvernement »

« Des ministres communistes, nous les demandons tout de suite. Il faut que les communistes, avec toute leur importance, soient une force qui soit prise en cause dans la suite des événements »

M. CHARLES FITERMAN, membre du bureau politique :

« Un certain nombre de formations, dont le parti communiste, ont permis cette élection et font partie de la nouvelle majorité présidentielle. Il faut prendre en compte les résultats de l'élection présidentielle sur les deux tours, discuter et se mettre d'accord. Nous ferons tout pour arriver à une majorité d'union de la gauche »

M. ANDRE LAJOINIE, membre du bureau politique :

« Il y a effectivement un « ras-le-bol » anti-Giscard. Chirac a essayé de sauver Giscard et il n'y est pas parvenu. La droite est battue, et bien battue »

M. JEAN ELENSTEIN, historien, exclu de fait du P.C.F. :

« Contrairement aux espoirs de l'ex-majorité, les électeurs communistes ont voté massivement pour François Mitterrand. Je crois que cela change les données du problème. Il est temps, grand temps, que la direction du P.C.F. change sa politique »

« Les électeurs ont choisi très consciemment (et préféré) l'espoir à la peur et l'union à la division. Tout le monde devra en tenir compte, à commencer par la direction du P.C.F. »

MOUVEMENT DES DEMOCRATES : l'imagination et la lucidité.

Le secrétariat national du Mouvement des démocrates (Michel Jobert) : « Il incombe désormais au nouveau président de la République de rassembler les Français pour promouvoir ensemble et sans esprit partisan l'imagination, la générosité, la tolérance et la lucidité si nécessaires au pays »

LE RECOURS : espérance pour les rapatriés.

M. Jacques Roseau, porte-parole de l'organisation des rapatriés « LE RECOURS » : « L'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République ouvre pour les Français rapatriés d'Afrique du Nord une période d'espérance »

M. HINTERMANN : une France libre et fraternelle.

M. Eric Hintermann, secrétaire général du P.S.D. : « La victoire de François Mitterrand ouvre la perspective d'une France à la fois libre et fraternelle, volontaire et juste, qui sera celle de tous les Français »

● M. DOMINIQUE GALLET, président du club Gaullisme et Prospective, déclare : « Les institutions de la V^e République que nous a léguées le général de Gaulle sortent renforcées par le résultat du 10 mai. Les gaullistes, dont un nombre significatif a apporté ses suffrages à François Mitterrand, devront se déterminer sans a priori à l'égard des orientations du nouveau chef de l'Etat. En effet, des convergences peuvent se manifester demain non seulement dans les discours, mais dans la réalité de l'action gouvernementale »

● LE CONSEIL NATIONAL POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS — qui compte parmi ses membres le sénateur Henri Caillaud, M. Léo Hamon, le pasteur Dumas, le préfet Maurice Grimaud, les professeurs Alfred Kastler, prix Nobel, Henri Laborit, Alexandre Minkowski et Léon Schwartzberg, MM. Louis Périllier ancien résident général de France à Tunis, et Haroun Tazieff — « prend acte de la volonté du suffrage universel. Il espère qu'un climat de plus grande liberté va être établi en France qui rendra cette liberté enfin opérante dans tous les actes de la vie civique et à l'avantage de tous les citoyens et de leurs différentes collectivités »

« Tout en sauvegardant sa stricte indépendance politique, le C.N.D.L. veillera à ce qu'aucun sabotage ne mette en cause la volonté nationale de voir s'édifier une société de justice et de liberté. Il entend constituer une large structure d'accueil, de dialogue et de réflexion contribuant à rendre cette dernière activité généreuse et imaginative »

Mgr LUSTIGER ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, tient à confirmer formellement le démenti donné par son secrétaire « concernant une information transmise à la J.E.C. par un collaborateur de M. Giscard d'Estaing. Ce démenti avait été publié avec l'information dans nos éditions datées 10-11 mai. Mgr Lustiger confirme donc : « Il n'y a eu, bien

évidemment, aucune prise de position publique ou privée de ma part en faveur d'un candidat. La déclaration du Conseil permanent de l'épiscopat français intitulée « Avant les élections », en date du 10 février 1981 (le Monde du 14 février), constitue la seule prise de position à laquelle je me réfère pour cet enjeu national »

M. PONS : le respect des institutions.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R. : « Une volonté de changement s'est exprimée ce soir, par le choix d'une volonté. Depuis 1976, nous n'avons cessé d'alerter sur la politique qui était menée. Il faut tirer les leçons qu'on n'a pas voulu tirer dans les années et les mois précédents. Jacques Chirac a lancé un nouvel appel au rassemblement. Je souhaite des contacts rapides (avec nos partenaires de l'ancienne majorité) pour ensemble nous battre pour défendre un certain nombre de valeurs qui nous semblent, à l'heure actuelle, un petit peu compromises. Les institutions de la V^e République ne paraissent pas être mises en péril. Nous verrons à l'usage si elles sont respectées »

M. LABBÉ : la responsabilité n'est pas dans notre camp.

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale : « Je ne crois pas que l'on puisse dire que les Français ont choisi le socialisme. Ils ont choisi le changement. Si on nous avait mieux écoutés, nous n'en serions pas là. Depuis 1976, nous n'avons cessé de demander un changement de politique. Nous avons tout fait pour éviter ce qui est arrivé ce soir. La responsabilité n'est pas dans notre camp. Cette élection s'est déroulée selon les règles de la Constitution. C'est la preuve que les institutions sont solides et fonctionnent. Mais l'alternance pourra-t-elle fonctionner au niveau d'un régime ? (...) Nous poursuivrons notre combat quoi qu'il arrive »



(Dessin de PLANTU.)

● A l'extrême gauche

● Mme HUGUETTE BOUCHARDEAU, secrétaire nationale du P.S.U. : « Il est indispensable qu'un accord politique prenne en charge les aspirations populaires pour que la victoire aboutisse à des transformations effectives. Dans ce pays, beaucoup d'idées de gauche ne sont pas prises en charge aujourd'hui par les grandes formations de la gauche »

« Il faut que la priorité à la réduction du chômage devienne la priorité politique des prochains mois, et pour cela il faudra des transformations plus profondes que celles qui ont été proposées jusqu'à présent »

● Mlle ARLETTE LAGUILLE, dirigeante de Lutte ouvrière : « Les travailleurs qui ont élu François Mitterrand l'ont fait beaucoup plus par dégoût envers l'équipe dirigeante au pouvoir depuis vingt-trois ans que par un excès d'illusions envers Mitterrand »

● M. ALAIN KRIVINE, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire : « Malgré les moyens immenses pour permettre la reconduction du président sortant, malgré des années de divi-

sion du mouvement ouvrier, la formidable aspiration au changement a été la plus forte. C'est cette volonté unitaire qu'il faut concrétiser en assurant une majorité parlementaire aux partis du mouvement ouvrier en imposant un gouvernement du P.S. et du P.C. »

● COMITÉ COMMUNISTE POUR L'AUTOGESTION : « L'unité des forces des travailleurs, partis, syndicats et associations doit se réaliser immédiatement autour de leurs revendications et de leurs aspirations, y compris au gouvernement »

● M. PIERRE BAUBY, secrétaire du parti communiste marxiste-léniniste : « L'élection de M. Mitterrand représente un succès pour les travailleurs. Mais tout reste à faire. Il reste à imposer les revendications et les réformes qui marqueront de réels changements »

● FEDÉRATION ANARCHISTE : « Nous menions le combat contre la droite présidentielle et parlementaire, nous le mènerons encore contre la gauche qui a accédé aux mêmes institutions »

LES SONDAGES AVAIENT VU JUSTE

L'IFOP, comme la plupart des autres instituts de sondage, avait vu juste ainsi que le tableau ci-dessous le montre. La loi interdisait de publier les trois derniers sondages.

CANDIDATS	27-28 avril	2-4 mai	6 mai	7 mai	8 mai
M. Mitterrand	51,5	53	52	53	52,3
M. Giscard d'Estaing	48,5	47	48	47	47,7

La « nouvelle situation » est accueillie avec calme ou avec une joie sereine

« Joie » à la FEN, où le champagne voisinait avec les sandwiches ; « joie » encore à la C.F.D.T., où le rire fusait sans contrainte ; calme serein à la C.G.T. et satisfaction polie à la C.G.C. et à F.O. A l'unanimité, en tout cas, les organisations syndicales ont réagi avec mesure au succès jugé « historique » de M. François Mitterrand.

A la C.G.T., où M. Ségué a lu une courte déclaration, aucune effervescence, aucune allusion polémique non plus. Interrogé sur les revendications cégétistes, M. Ségué a simplement énuméré les grands thèmes (emploi, salaire avec le SMIC à 3 400 F par mois, conditions et durée de travail, libertés syndicales), et le leader de la première centrale a ajouté qu'il ne s'agissait pas d'obtenir satisfaction « demain matin » mais « dans les meilleurs délais ». Il n'est pas question, a ajouté M. Ségué, de faire grève contre le président de la République, mais « les patrons sont toujours là et la lutte est à mener contre les patrons ».

Interrogé sur les relations avec les autres syndicats, le dirigeant cégétiste a indiqué : « Je pense que la situation nouvelle qui est créée devrait se prolonger dans un autre climat. On peut envisager l'avenir d'une manière qui permette une coordination de l'activité et des responsabilités des syndicats de nature à être extrêmement profitable aux travailleurs. »

C.G.T. : mobilisation et lucidité.

Au nom du bureau confédéral de la C.G.T., M. Georges Ségué, secrétaire général, a déclaré : « Giscard est battu. En déclarant d'appeler les Français à voter pour François Mitterrand, la C.G.T. a conscience d'avoir, par cet engagement, contribué dans une large mesure à la défaite du candidat de la droite mandataire du grand capital. Elle l'a fait dans le prolongement des luttes qu'elle mène depuis de longues années. »

Les travailleurs ont voté contre la politique d'austérité, contre le chômage, les bas salaires, l'aggravation des conditions de travail, pour un changement véritable.

En saluant la victoire de la gauche, la C.G.T. réaffirme sa volonté d'apporter sa contribution au succès d'une nouvelle politique de progrès social, de démocratie et de paix, à l'application de réformes économiques et sociales nécessaires à la satisfaction des revendications des travailleurs en matière de salaires, d'emploi, de développement industriel, de conditions de travail et de liberté syndicale.

C.F.D.T. : transformer l'essai.

Commentant la déclaration de la commission exécutive de la C.F.D.T., M. Edmond Maire : « Ce soir, la C.F.D.T. est dans la joie. Nous enregistrons un grand succès des forces populaires, du courant socialiste, et c'est un point important pour le mouvement syndical, car de grandes possibilités sont ouvertes. D'emblée, la C.F.D.T. dit à tous ceux qui veulent défendre efficacement leurs intérêts, de construire ensemble le changement. Le changement ne sera pas le fait d'un seul homme, du président de la République. Le changement doit être celui des forces sociales mobilisées. Aujourd'hui, rejoindre la C.F.D.T., c'est le moyen de transformer l'essai, c'est-à-dire d'obliger le patronat à reculer. Cette élection est un nouveau départ pour des changements profonds. Jusqu'à présent, nous étions face à une coalition du gouvernement et du patronat. Maintenant nous pouvons compter sur un pouvoir politique qui, sur certaines revendications, nous rejoindra. Mais nous savons que l'essentiel reste à faire : le patronat est là avec sa force, la crise est là avec ses problèmes. Il est donc indispensable de développer une action consciente, massive et responsable si nous voulons aboutir. Or la C.F.D.T. veut des résultats durables. Nous ne voulons pas que des satisfactions, accumulées d'un coup soient mangées par l'inflation. Nous voulons des solutions ambitieuses et adaptées à la situation. »

Il est temps de reconnaître le rôle des syndicats à tous les échelons. La C.F.D.T. agit dans une

« A cet effet, la C.G.T. se déclare prête à participer, à tout moment, à toutes négociations de nature à résoudre les principaux problèmes sociaux qui relèvent de la compétence des organisations syndicales, du gouvernement et du patronat. »

Une page est tournée, mais les travailleurs ne sauraient sous-estimer les réactions, les manœuvres de division et de diversion de la droite qui chercheront à les frustrer du changement pour lequel ils ont massivement voté.

Une situation nouvelle est créée qui suscite des espérances légitimes. Elles se concrétiseront dans la mesure où les travailleuses et les travailleurs se mobiliseront et feront preuve de lucidité.

La C.G.T. les appelle à rejoindre les rangs de la première centrale syndicale nationale pour participer au combat qui continue pour les revendications et le changement. Dans le respect de son indépendance et de son autonomie dans son action, la C.G.T. est décidée à assumer toutes ses responsabilités. »

Indépendance absolue. Nous n'aurons pas de confiance passive mais en même temps nous ne voulons pas de surenchère. Nous rejoindrons le président de la République mais dès maintenant nous appelons à l'action pour faire avancer les revendications. Nous ne nous contenterons pas d'un programme vague. »

Pour la durée du travail, nous voulons des discussions tripartites pour lancer des négociations dans les branches, afin d'aboutir par étapes aux trente-cinq heures pour tous et toutes. Nous voulons des discussions tripartites pour la retraite pleine et entière à 60 ans.

Sur le SMIC, nous avons le même souci d'obtenir des résultats durables. Cela suppose des réunions immédiates. Le SMIC a un retard de 30 % en pouvoir d'achat et nous acceptons des étapes à fixer au cours de négociations tripartites. Nous ne souhaitons pas des négociations fourre-tout. De même qu'en 1936, 1945-1946, 1968, ces situations ont amené des droits nouveaux. De même en 1981, il faut franchir de nouveaux pas pour les droits des travailleurs : obligation des entreprises privées de négocier les salaires réels, la formation professionnelle, l'organisation du temps de travail et l'expression des salariés sur leurs conditions de travail. Nous réclamons l'égalité des droits des femmes et des hommes. La C.F.D.T. réclame une loi-cadre pour réaliser la mixité des emplois. Parmi les urgences, il y a aussi la définition d'une nouvelle politique industrielle. Et pour cela il faut une mobilisation consciente. »

F.O. : nous ne changerons pas de politique.

L'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République marque sans doute la fin d'une période de l'histoire politique de la France, a déclaré le secrétaire général de Force ouvrière.

M. André Bergeron a confirmé qu'il avait demandé audience au nouveau chef de l'Etat, qui le recevra dans quelques jours. « Il est en effet nécessaire, a-t-il dit, de faire le point sur les questions économiques et sociales et d'examiner quelques mesures qu'il conviendra de prendre dans

Dans les milieux syndicaux

En fait, les dirigeants cégétistes n'ont pas voulu commenter longuement le succès de M. Mitterrand. Le bureau confédéral devait se réunir lundi, et dans la semaine la commission exécutive fixera les orientations d'une organisation un peu ébranlée par la situation.

A la C.F.D.T., en revanche, chacun s'était préparé à cette hypothèse : un tract déjà rédigé a été expédié dimanche soir à plus d'un million d'exemplaires aux unions régionales pour être diffusé aussitôt dans les entreprises. M. Edmond Maire, au lieu de lire une longue déclaration — déjà prête aussi — de la commission exécutive, a exprimé sa satisfaction et s'est expliqué sur les orientations de la C.F.D.T. Un discours qui mêle la fermeté, le réalisme et mise, à travers un appel à la mobilisation « consciente, massive et responsable », sur un « élan de syndicalisation » et des « résultats durables ». Les dossiers sont prêts (voir page 8). Reste à affiner la tactique qui devrait être précisée au cours d'un bureau national, mardi 12 mai, et adopté lors d'un conseil national, le 20 mai. Le programme étant ainsi défini, il restait aux responsables et aux militants à boire un verre avant d'aller poursuivre la fête à la Bastille.

A la FEN, où l'on offrait le champagne, le secrétaire général, M. Henry, recevait dans son bureau : une courte



(Dessin de KONK.)

dans le passé, elle préservera son indépendance à l'égard de quiconque. Elle fera tout pour relancer la politique conventionnelle, ce qui, naturellement, suppose la préservation de la liberté de négociation des salaires. »

FEN : enraciner la victoire du 10 mai.

M. Henry, secrétaire général, a déclaré : « C'est un grand jour pour les Français. La raison et le bon sens l'ont emporté. La désespérance fait place enfin à l'espoir. La FEN se réjouit profondément du succès du candidat soutenu par toute la gauche et qui portait en lui l'immense volonté du peuple de mettre fin à tant d'injustices et d'inégalités en France. »

Le changement pour le progrès est aujourd'hui possible. Des problèmes graves et urgents demeurent. Les dossiers syndicaux sont prêts. Les prochaines semaines seront déterminantes pour enraciner profondément cette victoire du 10 mai. »

C.F.T.C. : transformer les engagements en décision.

M. Jean Bornard, secrétaire général de la C.F.T.C., a déclaré : « La C.F.T.C., fidèle à son refus de confusion entre syndicalisme et politique, n'avait pas donné de consigne de vote. Il lui appartenait donc simplement de prendre acte du résultat du suffrage universel qui vient de désigner M. Mitterrand comme président de la République. »

La première démarche de la C.F.T.C. va être maintenant de prendre contact avec le président élu, car, depuis quelques mois, il y a un véritable freinage pour ne pas dire blocage des négociations, et c'est une situation qui ne peut se prolonger.

La C.F.T.C. retient notamment l'engagement d'une large concertation que lui a adressé François Mitterrand, en réponse aux questions qu'elle avait posées aux candidats. Il s'agit maintenant de transformer ces engagements en décisions, notamment en ce qui concerne la création d'emplois nouveaux et le redémarrage de la politique contractuelle, qui sont deux priorités évidentes. »

C.G.C. : respecter les promesses.

La C.G.C. n'a pas à commenter le résultat de l'élection présidentielle sous un angle politique, a déclaré dimanche soir M. Jean Menu, président de la Confédération générale des cadres.

Il a ajouté que sa centrale syndicale « doit cependant constater que l'échec du président sortant est dû en grande partie à sa politique économique et à son manque d'attention aux abjurations de la C.G.C., particulièrement en ce qui concerne l'emploi. »

« M. François Mitterrand, a

déclaration officielle et puis, là aussi, une longue explication empreinte d'une « joie profonde ». Et, là encore, une ferme volonté d'obtenir dans le calme de « grandes réformes ». Maintenant, insiste M. Henry, « il faut se mettre au travail. Il faut construire et dépasser les mesures ponctuelles », de la revalorisation des bas salaires, la réduction de la durée du travail à la modification de l'enseignement qu'il faut repenser totalement dans un esprit nouveau pour aboutir à une « nationalisation de l'éducation sans pour autant revendiquer de monopole. »

Alors que ni F.O. ni la C.F.T.C. n'ont prévu d'accueil spécial, à la C.G.C., dès 19 h. 30, dimanche, l'état-major de la confédération des cadres est au complet. Sans manifester de joie, les dirigeants de la C.G.C. laissent paraître un certain contentement : certes, chacun reste méfiant — la fiscalité et les retraites demeurent des sujets de préoccupation, — mais la C.G.C. espère enfin « être écoutée » et obtenir le changement réclamé de la politique industrielle.

Au total, un grand sérieux avec la conviction que tout reste à faire. Avec aussi un mélange de crainte et d'espoir que le syndicalisme pourra assumer des responsabilités encore plus lourdes que par le passé.

JEAN-PIERRE DUMONT.

précisé que ces apaisements et promesses concernaient le redéploiement et la relance de l'industrie, la participation des salariés aux décisions, la réduction de la durée du travail, le maintien du pouvoir d'achat pour tous les salariés, y compris les cadres, et, en ce qui concerne la fiscalité, une meilleure connaissance des revenus non salariés et un élargissement des tranches du barème de l'impôt.

A propos de la retraite des cadres, pour laquelle la C.G.C. est décidée à « se battre de toutes ses forces », M. Menu a déclaré que la C.G.C. observe une « inquiétude latente » malgré les déclarations faites ces derniers jours par M. Mitterrand.

C.S.L. : les problèmes demeurent.

La Confédération des syndicats libres (C.S.L.-ex-C.F.T.) « prend acte du résultat du scrutin qui ne changera rien à ses options fondamentales pour un syndicat libre professionnel, indépendant, apolitique et responsable, et à ses revendications ». Pour la C.S.L., qui n'avait pas donné de consigne de vote pour le second tour et appelé les travailleurs « à voter massivement, selon leur conscience », « les problèmes économiques et sociaux d'une France en crise demeurent ». La C.S.L. demande audience au président de la République.

LE SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES demande, dès à présent, un rendez-vous au nouveau président de la République, M. François Mitterrand, « pour envisager des mesures de nature à garantir une véritable indépendance des journalistes et le pluralisme de l'expression ». « Après un bilan particulièrement négatif pour l'information et les journalistes, poursuit le communiqué, l'élection du nouveau président de la République peut entraîner d'importantes mutations pour la presse et la profession. Tout au long de sa campagne, le nouvel élu a pris sur des points précis des engagements de nature à garantir un exercice de la profession plus conforme à nos aspirations au sein d'une presse plus diversifiée. »

« Il importe désormais, conclut le communiqué du S.N.J., de donner le plus tôt possible un contenu concret à ces engagements. »

M. René Bernasconi, président de la Confédération générale des P.M.E., qui avait pris position pour M. Giscard d'Estaing au second tour à titre personnel, souhaite que « la nouvelle politique qui sera menée permette aux petites et moyennes entreprises d'avoir la possibilité de continuer à remplir leur rôle au sein de l'économie française ». Cette politique devrait « tenir compte de la fragilité des structures financières de ces entreprises, mais aussi du poids qu'elles représentent (...). Nous sommes devant une élection démocratique et il faut savoir se conformer à la volonté exprimée ».

« CHEVEUX »



pellicules, démangeaisons, cheveux gras, secs, cassants, etc., n'attendez pas qu'il soit TROP TARD pour bien les soigner.

L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP

spécialiste des soins du cheveu

— 18 ans d'expérience —

vous offre un examen - conseil de votre chevelure.

Prenez vite rendez-vous à :

EUROCAP : 4, rue de Castiglione, 75001 PARIS, tél. 260-38-84.
et à BORDEAUX - LILLE - LIMOGES - LYON - MULHOUSE
NANCY - NANTES - REIMS - RENNES - ROUEN - TOULON
TOULOUSE

Les réactions à l'étranger

BONN : que vont devenir les relations franco-allemandes ?

De notre correspondant

Bonn. — La victoire de M. François Mitterrand est, sans conteste, une surprise pour les milieux politiques de la République fédérale. Très peu de politiciens de la R.F.A. croyaient vraiment à ce qui leur apparaît aujourd'hui comme un « tremblement de terre », plutôt inquiétant, chez leurs voisins français.

La première question que l'on se pose ici concerne la vieille amitié personnelle entre « Valéry et Helmut ». Depuis pas mal d'années, les deux hommes n'avaient cessé de se soutenir mutuellement, même sur le plan électoral. Aussi n'est-il pas tout à fait incompréhensible que certains se demandent s'il ne faudrait pas s'attendre à une relève, dans la mesure où le président du parti social-démocrate, M. Willy Brandt, serait mieux en mesure que le chancelier de préserver les liens avec le nouveau chef de l'Etat français. Encore M. Brandt a-t-il précisé que s'il entend faciliter les rapports entre les deux gouvernements, il n'a pas l'intention « de devenir ambassadeur à Paris ».

M. Schmidt, qui a souhaité la victoire de M. Giscard d'Estaing, n'a eu que très peu de contacts avec le nouveau président, alors que M. Brandt a ouvertement encouragé l'ancien chef du parti socialiste français. De plus, l'initiative de M. Mitterrand, qui avait créé en 1976 un comité pour la défense des libertés démocratiques dans la République fédérale, a toujours été comprise, sur les bords du Rhin, comme une attaque directe dirigée contre le chancelier Schmidt. Enfin, le télégramme de félicitations adressé par M. Brandt à M. Mitterrand est rédigé en termes particulièrement lyriques, puisqu'il y est question d'un « événement historique », aussi bien pour la France que pour l'Europe.

Bien entendu le chancelier s'est empressé, lui aussi, de faire parvenir des félicitations chaleureuses à M. Mitterrand. En même temps, il a exprimé sa certitude que la coopération franco-allemande se poursuivra « comme avant ». « Je ferai tout », a-t-il dit, dans l'intention « de favoriser une entente franco-allemande qui reste très importante pour l'Europe ». Comme on pouvait également s'y attendre

ici le chancelier formule l'espoir de rencontrer bientôt le nouveau président de la République française « pour des discussions approfondies ». Il ne s'agit pas seulement d'un vœu pieux. En d'autres occasions déjà depuis le lendemain de la guerre les dirigeants de la République fédérale ont éprouvé des craintes quant à leurs relations avec Paris. Tel a été notamment le cas en 1954 lors de l'avènement de M. Pierre Mendès France, ce qui avait causé à Bonn beaucoup d'inquiétudes. Celles-ci toutefois ont été rapidement dissipées. Tout le monde est donc persuadé qu'il en ira de même aujourd'hui.

Une période d'instabilité

De son côté, le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, a déclaré devant les caméras de la télévision que la France peut compter comme dans le passé sur la coopération étroite de la R.F.A. A son avis il ne s'agit pas d'une question de gouvernement mais d'une amitié plus profonde entre les deux peuples.

La dissolution prochaine de l'Assemblée nationale, estime-t-on, ouvre la porte à une nouvelle période d'instabilité. C'est un avis assez général à Bonn où l'on incline à croire que si M. Mitterrand vient de gagner une grande bataille, celle-ci n'en annonce pas moins une phase d'incertitude. Quelle majorité s'imposera aux prochaines élections législatives ? Quel genre d'accords M. Mitterrand sera-t-il contraint de signer avec les communistes ? Telles sont les questions que l'on se pose ici, non sans quelque inquiétude.

Le sentiment général est donc que le temps de l'équivoque n'est pas encore dépassé. Tel est le cas en ce qui concerne l'avenir de la Communauté européenne. Jusqu'ici on espérait qu'au lendemain de l'élection présidentielle en France il serait possible d'entamer enfin de façon sérieuse la réforme du budget communautaire et celle du marché agricole. Aujourd'hui on s'aperçoit que rien n'est possible avant les élections législatives françaises.

JEAN WETZ.

LONDRES : entre le préjugé favorable et le bénéfice du doute

De notre correspondant

Londres. — Les Britanniques ont vu partir sans regret M. Giscard d'Estaing mais ils s'interrogent sur la personnalité du nouveau président de la République et sur les conséquences de son élection sur les affaires internationales. Toutefois, malgré les préoccupations créées par l'arrivée au pouvoir d'un homme de gauche et la perspective d'une entrée de ministres communistes dans le gouvernement, la réaction des milieux officiels varie entre le préjugé favorable et le bénéfice du doute.

Les relations personnelles entre Mme Thatcher et M. Giscard d'Estaing n'ont jamais été particulièrement chaleureuses. Aussi, le besoin d'un changement était-il éprouvé de ce côté-ci de la Manche... Mme Thatcher, dans son message, souligne d'ailleurs son désir de rencontrer rapidement le nouveau président français.

Celui-ci avait pourtant reproché à son adversaire d'avoir été trop faible à l'égard de Mme Thatcher. Les Britanniques se demandent donc si le nouveau président ne sera pas un négociateur encore plus difficile que son prédécesseur. Mais ils ne décèlent pas chez M. Mitterrand le dédain ou la méfiance systématique à l'égard de la Grande-Bretagne, bref les relents gaullistes qui, dit-on, ont inspiré la politique du Quai d'Orsay.

En tout état de cause, l'accession au pouvoir de M. Mitterrand coïncidant avec les difficultés intérieures du chancelier Schmidt, semble, ici, ouvrir de nouvelles perspectives au développement d'une Europe qui ne sera plus dominée par l'alliance, l'axe selon certains, Paris-Bonn, et ne dépendra plus des liens privilégiés établis entre le chancelier Schmidt et M. Giscard d'Estaing.

Le Guardian, qui a toujours soutenu M. Mitterrand, est satisfait. Sous le titre « Mitterrand, le président dont la France a besoin », il souligne qu'en matière de politique étrangère « M. Mitterrand se montrera plus ouvert à l'égard d'une réforme constructive de la Communauté, tout en restant fermement engagé envers l'alliance atlantique ». Evoquant les difficultés qui attendent le nouveau président, il écrit : « La France n'a jusqu'à présent voté que pour la moitié d'un changement (...) mais, après un gouvernement qui s'était installé trop fermement pour la bonne santé d'une démocratie, les institutions de la France ne peuvent qu'être renforcées par un changement et la société française devenir plus stable. Les Français avaient be-

soin de F. Mitterrand. Nous applaudissons à leur choix et nous lui souhaitons bonne chance ».

Le Daily Telegraph est beaucoup plus préoccupé de l'avenir : « La perspective de ministres communistes prosoviétiques en France est effrayante », écrit-il. M. Mitterrand est, bien sûr, plus favorable à l'OTAN et plus antisoviétique même que le président sortant, mais comment est-il assuré d'avoir le dernier mot ? »

Le Financial Times est le seul à regretter la défaite de M. Giscard d'Estaing. Sous sa direction, dit-il en substance, les relations franco-américaines se sont améliorées régulièrement, au point qu'elles étaient meilleures récemment que celles entre Washington et Bonn, et il est douteux que la France ait jamais un président aussi « atlantique » que Giscard. Néanmoins, le Financial Times note avec satisfaction que les Français, ayant rejeté le parti communiste, ont opté pour le changement démocratique. Le journal espère que les élections à l'Assemblée nationale obligeront M. Mitterrand à modérer son programme économique et conclut que de plus étroites relations entre la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne sont plus nécessaires que jamais.

« De Gaulle est mort »

Pour le Daily Mail, qui titre : « De Gaulle est maintenant vraiment mort », « M. Giscard d'Estaing, avec sa hauteur et son aptitude à jouer la carte anti-britannique, ne sera pas beaucoup regretté de ce côté-ci de la Manche ». Mais, ajoute-t-il, « il n'a pas mal servi la France. Nous voudrions avoir autant de confiance dans la politique économique de M. Mitterrand ».

Quant au Daily Express, il se félicite de l'élection de M. Mitterrand qui devrait assurer « un gouvernement plus ouvert et un équilibre plus net entre l'Elysée et l'Assemblée nationale ». Le journal écrit : « Davantage de charme gaulliste et moins de hauteur bourbienne ne peuvent conduire qu'à des sommets communautaires plus paisibles », et conclut : « Si nous gardons à l'esprit la pensée rassurante qu'à peu près la moitié de la France a voté contre Mitterrand, ce qui doit l'amener à modérer sa politique et son style, une présidence Mitterrand pourrait être heureuse pour la démocratie en France et l'alliance occidentale ».

HENRI PIERRE.

MOSCOU : embarras et nuances

Se référant à l'« opinion unanime » des observateurs français, l'agence Tass a estimé, lundi, que la victoire de M. Mitterrand était due à « la forte influence de la situation sociale et économique dans le pays, caractérisée par un haut niveau de chômage, la progression de l'inflation et un déclin général du niveau de vie des travailleurs ». « En votant pour Mitterrand, ajoute l'agence Tass, les électeurs français ont exprimé leur mécontentement à l'égard de la politique économique (...). L'issue du scrutin a été influencée par l'atmosphère de discorde qui a régné dernièrement au sein de la coalition gouvernementale ».

De notre correspondant

Moscou. — Le service français de l'agence Tass a bizarrement annoncé le résultat de l'élection française... en anglais. Mais il l'a fait avec une extrême rapidité puisque la dépêche est tombée dimanche soir à 20 h. 45 (heure de Paris). L'agence soviétique a reproduit la déclaration de M. Giscard d'Estaing reconnaissant sa défaite, et le télégramme envoyé à M. Mitterrand par M. Georges Marchais, dans lequel le secrétaire général du P.C.F. fait des offres de service. Elle n'a rien dit de la déclaration du nouveau président.

Si le résultat n'a pu surprendre vraiment les Soviétiques, qui avaient commencé à admettre, au cours des derniers jours de la campagne, que M. Giscard d'Estaing pouvait être battu, il les place pour le moins dans l'embarras. Ils n'avaient pas caché en effet qu'ils appelaient de leurs vœux la réélection du président sortant, autant par souci général de stabilité que par calcul politique. Bien que leur première prise de position sans équivoque en faveur de M. Giscard d'Estaing, bien avant le premier tour, ait déclenché une polémique désagréable, ils avaient récidivé à la veille du second tour. La Pravda a en effet publié un nouvel article de son correspondant à Paris élogieux pour la politique étrangère de M. Giscard d'Estaing (le Monde daté 10-11 mai).

Dependant l'article était déjà plus nuancé à l'égard de M. Mitterrand. Alors qu'au mois de mars le journal du P.C. soviétique critiquait le « glissement à droite » du P.S. et l'« atlantisme de son chef », sa dernière prise de position était plus équilibrée : « M. Mitterrand n'a pas promis

de réorienter la politique extérieure de la France, écrivait en effet la Pravda du samedi 9 mai. Il reconnaît la nécessité du dialogue entre l'Est et l'Ouest. Cependant il fait en même temps des déclarations selon lesquelles ce dialogue doit être mené du côté occidental à partir d'une « position de force ». Le candidat du parti socialiste se prononce sous une forme générale pour de bonnes relations avec l'Union soviétique, pour la sécurité en Europe. Confirmant sa fidélité aux obligations de la France vis-à-vis du bloc atlantique, François Mitterrand ne pose pas la question du retour de la France dans l'Organisation militaire de l'OTAN. Il n'y a pas de clarté particulière dans la position des socialistes français sur le problème des fusées à moyenne portée en Europe : d'un côté il répète la thèse de la propagande bourgeoise occidentale selon laquelle il y aurait un « déséquilibre » sur le continent européen du fait de l'U.R.S.S., mais d'un autre côté il reconnaît la nécessité de négociations qui abaisseraient le niveau actuel de la confrontation. Sur le Proche-Orient les positions de François Mitterrand sont proches de l'interprétation des accords de Camp David donnée à Washington et à Tel-Aviv ».

Les craintes de Moscou apparaissent donc clairement, mais cette critique feutrée n'empêchera certainement pas les dirigeants soviétiques de faire preuve de leur « réalisme » habituel. Ils voudront juger le nouveau président français d'abord à ses actes et surtout à son attitude vis-à-vis de l'Union soviétique et de la détente, qui constitue pour eux la pierre de touche de toute politique étrangère « raisonnable ».

DANIEL VERNET.

WASHINGTON : désarroi et interrogations

De notre correspondant

Washington. — La France était à la « une », dimanche soir, aux Etats-Unis. Toutes les chaînes de radio et de télévision ouvraient leur bulletin d'informations sur la victoire de M. Mitterrand, inconnu de la plupart des Américains. On brossait à grands traits la silhouette de ce personnage énigmatique de manière plutôt alarmiste, avec le P.C.F. en toile de fond. Une image bien différente à vrai dire de celle qui apparaissait depuis plusieurs semaines dans de grands journaux comme le New York Times ou le Washington Post : dédramatisant une victoire éventuelle du candidat de gauche, ces quotidiens allaient même jusqu'à le présenter comme plus atlantiste que M. Giscard d'Estaing.

Les résultats du scrutin ont créé un profond désarroi à Washington. Jusqu'à la dernière heure, les dirigeants étaient persuadés que M. Giscard d'Estaing l'emporterait. Il s'est produit le même phénomène que pour la défaite de M. Carter en novembre : malgré les sondages, personne n'arrivait à y croire.

La nouvelle administration n'était surtout pas prête intellectuellement à accueillir un événement de ce genre. Elle connaît très mal les dirigeants du P.S., sa vision de la gauche française s'est arrêtée à 1977. Il y a bien à la Maison Blanche ou au département d'Etat quelques spécialistes qui jonglent avec les tendances internes du CERES, mais il s'agit généralement de rescapés de l'équipe Carter qui n'occupent pas des postes de commande. En haut lieu, on voit rouge facilement et le mot « socialisme » écorche les oreilles de M. Reagan.

« La France devient incertaine », commentait dimanche soir un haut fonctionnaire : « incertaine aujourd'hui et probablement confuse demain ». L'image qu'on se fait à Washington de M. Mitterrand est encore en pointillé. « Son attitude personnelle est connue, remarque M. Sonnenfeldt, ancien membre de l'équipe Kissinger. Mais quelle sera sa politique ? Sur quelle majorité s'appuiera-t-il ? » On attend de voir. Le test ne sera pas tant les portefeuilles donnés aux communistes que la manière dont le président de la République résistera au P.C.F. Quatre points inquiètent par-

ticulièrement les dirigeants : l'avenir de l'alliance atlantique, le tiers-monde, l'économie et les répercussions possibles de l'élection française sur d'autres pays. Depuis quelque temps, Paris était considéré comme l'allié le plus stable des Etats-Unis en Europe ; qu'en sera-t-il désormais ? On s'inquiète d'un possible... gaullisme de M. Mitterrand qui l'amènerait à être plus distant des Etats-Unis, et l'on craint une détérioration des rapports franco-américains.

L'administration Reagan sait déjà qu'un gouvernement de gauche n'appuiera pas sa politique dans le tiers-monde. Elle aura encore plus de mal qu'aujourd'hui à convaincre la France d'un nécessaire rapprochement avec l'Afrique du Sud ou de l'existence d'un complot communiste au Salvador.

Les programmes économiques de la gauche française inquiètent les responsables gouvernementaux et stupéfient les milieux d'affaires. « Ces gaucheries paraissent absurdes, même aux aux commissaires du Kremlin », écrivait récemment le Wall Street Journal. Ne vont-elles pas affecter l'équilibre monétaire et les relations commerciales entre les deux pays ?

La France s'oriente vers des nationalisations alors que les Etats-Unis sont à l'heure de la « déréglementation » et du retour à la libre entreprise.

Enfin, l'administration Reagan se demande si la victoire de la gauche française ne fera pas tâche d'huile. Peut-on admettre le P.C.F. au gouvernement et refuser la même chose au P.C. Italien, qui est plus modéré ? D'une manière générale, on craint que les tendances anti-Reagan ne se renforcent en Europe, notamment en Allemagne fédérale.

Une version moins pessimiste est donnée ce lundi par M. Jim Hoagland dans le Washington Post, sous le titre : « Mitterrand peut façonner à nouveau la coopération entre les Etats-Unis et la France ». Il cite en particulier le Proche-Orient et les rapports avec l'Union soviétique, deux domaines où les conceptions du président socialiste seraient, selon lui, plus proches de la Maison Blanche que celles de son prédécesseur.

ROBERT SOLE.

JÉRUSALEM : presque l'enthousiasme

De notre correspondant

Jérusalem. — C'était presque l'enthousiasme dimanche soir à Jérusalem. Les Israéliens ont, d'une certaine façon, « participé » à ces élections, en y accordant un intérêt particulier. Il est à peine exagéré de dire qu'ils se sont prononcés eux aussi et massivement, pour M. Mitterrand et contre M. Giscard d'Estaing. Il est des résultats révélateurs : parmi les 3 400 électeurs français inscrits en Israël — presque tous juifs, — M. Mitterrand, qui disposait déjà de la majorité absolue au premier tour avec 66,40 pour cent, a recueilli, au deuxième, 83,38 % des suffrages exprimés.

Le premier ministre, M. Begin, et le chef de l'opposition, M. Shimon Pérès, ont trouvé les mêmes mots pour estimer que la victoire de M. Mitterrand était celle d'un « véritable ami d'Israël » alors que les Israéliens ne cessent de déplorer que leurs « vrais » amis se font de plus en plus rares dans le monde.

Si M. Begin, en donnant l'impression d'intervenir dans la campagne électorale française, s'est livré, tout récemment, à de violentes attaques contre le président sortant (le Monde des 5 et 8 mai), c'est qu'il savait pouvoir profiter d'un ressentiment quasi général à l'égard du gouvernement français. Les rares voix qui se sont élevées à cette occasion ont simplement reproché au premier ministre d'avoir péché par excès.

L'évolution de l'opinion a été telle au cours des dernières années que beaucoup d'Israéliens redoutaient le développement d'un mouvement profondément « anti-français », situation inimaginable il n'y a pas si longtemps. Dans leurs réactions, dimanche soir, les Israéliens étaient nombreux à se souvenir de l'époque — la première moitié de son histoire — où l'Etat hébreu entretenait avec la France de très étroites relations comme il n'en a jamais eu avec d'autres pays, « pas même les Etats-Unis aujourd'hui », selon l'avis d'un diplomate israélien. L'importante communauté francophone en Israël, représentée notamment par la population originaire d'Afrique du Nord, n'est pas le moindre des liens entre les deux pays.

Traduisant avec une emphase qui lui est coutumière cette amertume et cette nostalgie, M. Begin s'est exclamé : « Comme nous les [les Français] avons aimés et admirés !... Comme ils nous ont abandonnés ! » Il a déclaré que la défaite de M. Giscard d'Estaing

allait « marquer la fin d'une période pénible » et a précisé à propos de M. Mitterrand : « C'est un homme que je connais depuis près de trente ans et avec qui nous pourrions discuter. » Il a ajouté qu'il allait, avec empressement, adresser au nouveau président une invitation officielle à visiter prochainement Israël. Pour sa part, M. Shimon Pérès a loué la « loyauté » de M. Mitterrand envers Israël.

M. Mitterrand, qui a effectué cinq voyages en Israël au cours des dix dernières années, se trouvait encore à Tel-Aviv en décembre 1980 pour assister au congrès du parti travailliste et y représenter l'Internationale socialiste. Le commentateur de la télévision a toutefois fait observer qu'il convenait de ne pas s'attendre à de grands changements dans la politique française au Proche-Orient.

M. Abba Eban, ancien ministre des affaires étrangères et candidat de cette même fonction en cas de victoire travailliste aux élections du 30 juin en Israël, a reconnu qu'il existait des divergences entre les travaillistes israéliens et les socialistes français. Il nous a toutefois déclaré qu'il appréciait vivement la « compréhension » dont faisait preuve M. Mitterrand à l'égard des problèmes d'Israël, contrairement aux « autres » dirigeants français, dont il a dénoncé la « froideur » et « la volonté apparente d'ignorer les préoccupations israéliennes ».

Le mot « compréhension », qui tient une place importante dans tous les discours de Jérusalem à l'intention de l'étranger, signifie aussi qu'Israël espère être un peu moins isolé sur la scène internationale dans la mesure où M. Giscard d'Estaing était considéré comme un « meneur » au sein de la C.E.E. en faveur d'initiatives diplomatiques jugées de plus en plus hostiles à l'Etat hébreu et favorables à l'O.L.P. On a retenu ici que le candidat socialiste a déclaré pendant sa campagne qu'il désapprouvait la livraison d'armes à l'Irak et soutenait les accords de Camp David.

En Cisjordanie, les premières réactions font apparaître une déception des Palestiniens, aussi forte que la satisfaction des Israéliens.

On indique cependant dans les milieux politiques de Cisjordanie que M. Mitterrand a fait aussi preuve de « compréhension » lorsque, en 1976, il s'est rendu dans les territoires occupés.

FRANCIS CORNU.

BEYROUTH : déception dans le monde arabe

Tranchant avec la discrétion ou la déception manifestées dans les pays arabes, Tripoli est la seule capitale arabe à avoir réagi officiellement et positivement en saluant la victoire du président Mitterrand. « La chute de Giscard signifie la chute de la politique de domination coloniale en Afrique et dans la nation arabe, qui a porté atteinte à la réputation de la France », écrit JANA. L'agence de presse libyenne ajoute : « L'élection de M. Mitterrand donne une chance de dialogue et de compréhension avec les socialistes ».

De notre correspondant

Beyrouth. — La victoire de M. Mitterrand déçoit les milieux arabes de tous bords, y compris à gauche. La quasi-totalité des régimes, à commencer par ceux qui se disent progressistes, souhaitent que M. Giscard d'Estaing se maintienne à la tête de l'Etat.

Ce n'est certes pas la dernière déclaration du nouveau président sur le Proche-Orient qui amènera son image de marque « pro-socialiste » dans le monde arabe. Il y envisageait, notamment, la fermeture du bureau de l'O.L.P. à Paris (1) et y annonçait non seulement qu'il répondrait à une invitation d'Israël mais que, s'il était élu, il avait le désir de s'y rendre les qualités. Même en faisant la part des impératifs électoraux, on estime ici que c'était trop en faire. Sur le fond, on ne perd pas de vue que M. Mitterrand est un supporter résolu des accords de Camp David, rejetés par tout le monde arabe « en dehors de l'Egypte, qui en est signataire ».

Particulièrement déçus, mais pour d'autres raisons, sont les chrétiens libanais. Ils se demandent si M. Mitterrand ne cherchera pas à compenser ses liens avec Israël par une position antichrétienne dans l'affaire du Liban, en prenant prétexte de la solidarité progressiste et de la lutte contre le conservatisme. Plus prosaïquement et plus directement, la grande et la moyenne bourgeoisie chrétienne (comme d'ailleurs musulmane, bien que dans une moindre mesure) s'interrogent sur le sort de « leur base arrière » en France : treize banques libanaises ont créé des filiales ou des sociétés-sœurs à Paris depuis le début de la guerre

à Beyrouth en 1976, drainant d'importants capitaux et investissements arabes. D'une manière générale, les investissements arabes commencent à utiliser Paris comme point de chute et de redistribution.

Cela étant, les observateurs estiment ici que « les faits sont têtus » et que M. Mitterrand, pétrole oblige, sera obligé de suivre à peu de chose près la politique arabe de ses prédécesseurs, plutôt que celle de la S.F.I.O. de Guy Mollet, dont le nom est lié, dans le monde arabe, à la guerre d'Algérie et à l'expulsion de Suez.

LUCIEN GEORGE.

(1) Dans sa réponse au Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), M. Mitterrand envisageait de « reconsidérer » la présence d'un bureau de l'organisation palestinienne à Paris s'il apparaissait que l'O.L.P. est à l'origine d'attentats commis en France ».

PÉKIN : CHALEUREUSES FÉLICITATIONS

Pékin (A.F.P.). — Le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang et le président de l'Assemblée nationale, M. Ye Jianying, ont exprimé l'espoir que les relations « amicales et de coopération » entre la Chine et la France continueraient à se développer à la suite de l'élection de M. Mitterrand.

Dans un message commun adressé lundi à M. Mitterrand et publié par Chine nouvelle, ils ont « chaleureusement félicité » le nouveau président, lui souhaitant de « nombreux succès » au cours de sa présidence.

JOSÉ REBELO.

LISBONNE : un événement de grande importance pour le monde, a déclaré M. Soares

De notre correspondant

Lisbonne. — « Camarades, les instituteurs de sondage indiquent que M. François Mitterrand pourra gagner les élections », a Colisée de Lisbonne où se déroulait le congrès du parti socialiste portugais, trois mille personnes, délégués et invités, se sont levées pour applaudir l'annonce de la victoire du candidat socialiste. Quelques minutes plus tard le président du congrès affirmait que M. Giscard d'Estaing

venait d'adresser un message de félicitations à son successeur, et ce fut le délire. On a crié et chanté. Le congrès qui se déroulait depuis le vendredi 8 mai sous le signe de la division retrouvait enfin son unité. Interrogé par la radio M. Soares ne cachait pas sa joie. « Je suis ému », déclarait-il. L'élection de François

Mitterrand est un événement de grande importance, non seulement pour la France mais aussi pour le monde entier, en particulier pour les pays comme le nôtre, très influencé par la culture française ».

A tous les journalistes qui l'avaient contacté ces derniers

temps, M. Soares refusait un pronostic.

Le dirigeant socialiste portugais n'osait croire à une victoire de la gauche en France, craignant « un réflexe conservateur de dernière heure ». Aussi la bonne nouvelle a-t-elle été reçue avec un enthousiasme redoublé. « Demain, je pars pour Paris », telle a été sa première réaction.

M. FRANÇOIS MITTERRAND

PARIS : le président sortant conserve la majorité et le président élu obtient des gains spectaculaires

A l'inverse du pays, la capitale est restée fidèle à la « majorité » et au président sortant. Il est vrai que le paysage politique parisien, tel que la sociologie et la démographie le façonnent, n'offre guère d'espoir à la gauche.

M. Mitterrand peut cependant être satisfait du résultat du 10 mai, non seulement parce qu'il progresse (de 3,32 points) par rapport à 1974, mais aussi parce qu'il va très au-delà de ce qu'il pouvait espérer au vu du seul total des voix de gauche du premier tour. Celle-ci avait atteint 37,69 % le 26 avril, auxquels il faut ajouter 1,73 % obtenu par Mlle Laguiller ; M. Mitterrand a totalisé dimanche 46,43 %. Le gain est spectaculaire, au point que le candidat socialiste obtient la majorité dans neuf des vingt arrondissements (par ordre décroissant : les dix-neuvième, treizième, vingtième, troisième, onzième, dix-huitième, dixième, quatorzième et quatrième).

Si l'on rapporte les résultats aux circonscriptions législatives, il est intéressant de noter qu'outre celles qu'elle détient (quatre sur trente et une : les treizième et quatorzième dans le treizième arrondissement ; la vingt-neuvième dans le dix-neuvième arrondissement ; la trente et unième dans le vingtième arrondissement), la gauche menace les députés de la « majorité » dans sept cir-

conscriptions : les deuxième (deuxième et troisième arrondissements), neuvième et dixième (onzième arrondissement), douzième (partie du treizième arrondissement), vingt-cinquième (celle de M. Roger Chénaut, président du groupe U.D.F.), et vingt-septième (partie du dix-huitième arrondissement) et la vingt-huitième (partie du dix-neuvième arrondissement). Le cas de la vingt-sixième circonscription est particulier : M. Joël Le Tac (R.P.R.) en est le député ; il avait appelé à voter pour M. Mitterrand, ce dernier y est donc normalement majoritaire.

Alors que, lors des élections législatives de 1978, la gauche n'avait préservé que quelques points d'ancrage, elle parvient cette fois à les étendre en mobilisant au-delà de ses frontières, notamment du côté des écologistes ; mais elle reste cantonnée dans l'est de la capitale, l'ouest restant plus que jamais conservateur.

Ce dernier camp pouvait offrir à M. Giscard d'Estaing un potentiel de 56,5 % des suffrages exprimés correspondant au résultat du président sortant en 1974 : 56,89 %. S'il gagne 6 542 voix par rapport à ce potentiel, il ne recueille que 53,57 % des suffrages exprimés.

Compte tenu du fait que les électeurs supplémentaires (ils

sont au nombre de 41 396) sont réputés se répartir entre les deux camps, on peut penser qu'une partie de l'électorat du maire de Paris a fait défaut à M. Giscard d'Estaing. Ce dernier perd un peu moins de 3 points par rapport au total de voix de la majorité du premier tour ; les votes blancs ou nuls représentent un peu plus de 3 %. Une autre partie, non négligeable, de cet électorat « chiraquien » s'est sans doute reportée, là comme ailleurs, sur M. Mitterrand.

Enfin, comme de coutume, l'abstentionnisme est, avec 17,29 %, au-dessus de la moyenne nationale. Il est vrai que ce taux aurait pu être moindre si un certain nombre d'électeurs n'avaient été radiés des listes. Certains d'entre eux, qui avaient pu participer au premier tour, bien qu'ayant été officiellement radiés, n'ont pas pu voter dimanche. Les présidents des bureaux de vote concernés ont assuré à ces électeurs que leur participation au scrutin du 26 avril était le résultat d'une « erreur ». Ils ont donc refusé que la même « erreur » soit commise au second tour. Le recours aux juges d'instance n'a pas permis de rétablir la situation.

Les radiations ont été fort variables suivant les arrondissements, passant, par exemple, de plus de cinq mille dans le vingtième à quelques dizaines dans le septième. — J.-M. C.

Inscr., 1 272 309 ; vot., 1 052 167
Abst., 220 142 (17,30 %)
Suffr. expr., 1 017 369
Giscard d'Estaing... 544 975 (53,56)
Mitterrand 472 394 (46,43)

1^{er} TOUR. — Inscr., 1 272 530 ; abst., 224 435 ; suffr. expr., 975 970. Chirac, 263 204 (26,96) ; Giscard 253 390 (25,96) ; Mitterrand, 239 974 (24,58) ; Marchais, 89 613 (9,18) ; Lalonde, 39 713 (4,06) ; Crépeau, 20 728 (2,12) ; Debré, 17 596 (1,80) ; Bouchardeau, 17 529 (1,79) ; Garaud, 17 327 (1,77) ; Laguiller, 16 896 (1,73).

1974. — Abst., 14,68 %. Giscard, 604 389 (58,92) ; Mitterrand, 457 429 (43,07).

1^{er} arrondissement

Inscr., 12 961 ; suffr. expr., 9 788
Giscard d'Estaing... 5 729 (58,53)
Mitterrand 4 059 (41,46)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 9 347. Chirac, 2 871 (30,71) ; Giscard, 2 550 (27,28) ; Mitterrand, 2 055 (21,98) ; Marchais, 603 (6,45) ; Lalonde, 435 (4,65) ; Crépeau, 184 (1,96) ; Garaud, 170 (1,81) ; Bouchardeau, 165 (1,76) ; Debré, 165 (1,76) ; Laguiller, 149 (1,59).

1974. — Giscard, 7 387 (80,87) ; Mitterrand, 4 747 (39,12).

2^e arrondissement

Inscr., 13 774 ; suffr. expr., 9 981
Giscard d'Estaing... 5 021 (50,30)
Mitterrand 4 960 (49,69)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 9 566. Mitterrand, 2 508 (26,24) ; Chirac, 2 483 (25,98) ; Giscard, 2 407 (25,18) ; Marchais, 929 (9,72) ; Lalonde, 401 (4,19) ; Laguiller, 187 (1,95) ; Bouchardeau, 176 (1,84) ; Crépeau, 172 (1,79) ; Debré, 157 (1,64) ; Garaud, 136 (1,42).

1974. — Giscard, 6 449 (54,77) ; Mitterrand, 5 325 (45,22).

3^e arrondissement

Inscr., 21 497 ; suffr. expr., 16 613
Mitterrand 9 065 (54,56)
Giscard d'Estaing... 7 548 (45,43)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 15 758.

Mitterrand, 4 713 (29,91) ; Chirac, 3 658 (23,21) ; Giscard, 3 557 (22,57) ; Marchais, 1 678 (10,65) ; Lalonde, 710 (4,50) ; Bouchardeau, 356 (2,26) ; Crépeau, 308 (1,95) ; Laguiller, 268 (1,70) ; Debré, 261 (1,66) ; Garaud, 249 (1,58).

1974. — Giscard, 1 004 (50,74) ; Mitterrand, 9 721 (49,25).

4^e arrondissement

Inscr., 20 908 ; suffr. expr., 17 191
Mitterrand 8 662 (50,38)
Giscard d'Estaing... 8 529 (49,61)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 16 587. Mitterrand, 4 635 (27,94) ; Chirac, 4 474 (26,97) ; Giscard, 3 687 (22,22) ; Marchais, 1 528 (9,21) ; Lalonde, 722 (4,35) ; Bouchardeau, 369 (2,22) ; Crépeau, 309 (1,86) ; Garaud, 308 (1,85) ; Debré, 286 (1,72) ; Laguiller, 269 (1,68).

1974. — Giscard, 10 658 (53,81) ; Mitterrand, 9 146 (46,18).

5^e arrondissement

Inscr., 44 204 ; suffr. expr., 34 937
Giscard d'Estaing... 18 134 (51,90)
Mitterrand 16 803 (48,09)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 34 005. Chirac, 11 278 (33,16) ; Mitterrand, 8 708 (25,60) ; Giscard, 6 957 (20,45) ; Marchais, 2 046 (6,01) ; Lalonde, 1 716 (5,04) ; Bouchardeau, 925 (2,72) ; Crépeau, 661 (1,94) ; Debré, 604 (1,77) ; Garaud, 575 (1,69) ; Laguiller, 535 (1,57).

1974. — Giscard, 19 924 (55,94) ; Mitterrand, 15 691 (44,05).

6^e arrondissement

Inscr., 34 466 ; suffr. expr., 26 589
Giscard d'Estaing... 16 509 (62,08)
Mitterrand 10 080 (37,91)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 25 636. Giscard, 7 756 (30,25) ; Chirac, 7 273 (28,37) ; Mitterrand, 5 789 (22,50) ; Lalonde, 1 182 (4,61) ; Marchais, 1 025 (3,99) ; Debré, 606 (2,36) ; Bouchardeau, 593 (2,31) ; Garaud, 574 (2,23) ; Crépeau, 521 (2,03) ; Laguiller, 337 (1,31).

1974. — Giscard, 19 589 (65,49) ; Mitterrand, 10 321 (34,50).

7^e arrondissement

Inscr., 42 323 ; suffr. expr., 32 949
Giscard d'Estaing... 23 411 (71,05)
Mitterrand 9 538 (28,94)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 31 803. Giscard, 11 131 (34,99) ; Chirac, 10 466 (32,90) ; Mitterrand, 5 205 (16,36) ; Lalonde, 1 146 (3,60) ; Marchais, 971 (3,05) ; Debré, 792 (2,49) ; Garaud, 698 (2,10) ; Crépeau, 630 (1,98) ; Bouchardeau, 482 (1,51) ; Laguiller, 282 (0,89).

1974. — Giscard, 26 881 (72,90) ; Mitterrand, 9 991 (27,09).

8^e arrondissement

Inscr., 26 986 ; suffr. expr., 21 559
Giscard d'Estaing... 15 619 (72,44)
Mitterrand 5 940 (27,55)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 20 957. Chirac, 7 497 (35,77) ; Giscard, 7 160 (34,17) ; Mitterrand, 3 226 (15,39) ; Lalonde, 670 (3,20) ; Marchais, 623 (2,97) ; Debré, 493 (2,35) ; Garaud, 492 (2,35) ; Crépeau, 381 (1,82) ; Bouchardeau, 226 (1,06) ; Laguiller, 189 (0,90).

1974. — Giscard, 18 000 (74,82) ; Mitterrand, 6 394 (25,17).

9^e arrondissement

Inscr., 36 819 ; suffr. expr., 28 724
Giscard d'Estaing... 16 633 (57,90)
Mitterrand 12 091 (42,09)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 27 578. Chirac, 8 705 (31,57) ; Giscard, 7 272 (26,37) ; Mitterrand, 6 566 (23,81) ; Marchais, 1 624 (5,89) ; Lalonde, 1 052 (3,81) ; Crépeau, 525 (1,90) ; Garaud, 498 (1,81) ; Bouchardeau, 480 (1,74) ; Laguiller, 430 (1,56) ; Debré, 426 (1,54).

1974. — Giscard, 20 484 (62,50) ; Mitterrand, 12 288 (37,49).

10^e arrondissement

Inscr., 49 764 ; suffr. expr., 38 009
Mitterrand 19 825 (52,15)
Giscard d'Estaing... 18 184 (47,84)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 36 198. Mitterrand, 10 162 (28,07) ; Chirac, 9 614 (26,56) ; Giscard, 8 030 (22,18) ;

Marchais, 3 714 (10,26) ; Lalonde, 1 425 (3,94) ; Laguiller, 787 (2,17) ; Crépeau, 724 (2) ; Bouchardeau, 645 (1,78) ; Debré, 586 (1,54) ; Garaud, 539 (1,49).

1974. — Giscard, 22 658 (52,67) ; Mitterrand, 20 355 (47,32).

11^e arrondissement

Inscr., 79 034 ; suffr. expr., 64 149
Mitterrand 34 952 (54,48)
Giscard d'Estaing... 29 197 (45,51)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 61 230. Mitterrand, 17 579 (28,71) ; Chirac, 15 075 (24,62) ; Giscard, 13 823 (21,70) ; Marchais, 7 381 (12,05) ; Lalonde, 2 437 (3,98) ; Crépeau, 1 292 (2,11) ; Laguiller, 1 228 (2,01) ; Bouchardeau, 1 183 (1,93) ; Debré, 919 (1,50) ; Garaud, 853 (1,39).

1974. — Mitterrand, 35 287 (51,33) ; Giscard, 33 446 (48,66).

12^e arrondissement

Inscr., 81 936 ; suffr. expr., 67 622
Giscard d'Estaing... 34 027 (50,31)
Mitterrand 33 595 (49,68)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 64 685. Mitterrand, 17 027 (26,32) ; Chirac, 16 360 (25,29) ; Giscard, 15 780 (24,40) ; Marchais, 6 181 (9,56) ; Lalonde, 2 915 (4,51) ; Crépeau, 1 527 (2,36) ; Debré, 1 245 (1,92) ; Laguiller, 1 236 (1,91) ; Bouchardeau, 1 218 (1,88) ; Garaud, 1 196 (1,85).

1974. — Giscard, 37 695 (54,34) ; Mitterrand, 31 662 (45,65).

13^e arrondissement

Inscr., 94 570 ; suffr. expr., 76 937
Mitterrand 44 574 (57,93)
Giscard d'Estaing... 32 363 (42,06)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 73 474. Mitterrand, 21 968 (29,89) ; Chirac, 15 320 (20,85) ; Giscard, 15 028 (20,45) ; Marchais, 10 414 (14,17) ; Lalonde, 3 251 (4,42) ; Bouchardeau, 1 797 (2,44) ; Crépeau, 1 702 (2,31) ; Laguiller, 1 582 (2,15) ; Debré, 1 209 (1,64) ; Garaud, 1 203 (1,63).

1974. — Mitterrand, 37 885 (54,30) ; Giscard, 31 875 (45,69).

14^e arrondissement

Inscr., 84 542 ; suffr. expr., 66 564
Mitterrand 33 622 (50,51)
Giscard d'Estaing... 32 942 (49,48)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 63 640. Mitterrand, 17 273 (27,14) ; Chirac, 16 361 (25,70) ; Giscard, 15 015 (23,59) ; Marchais, 5 985 (9,40) ; Lalonde, 2 839 (4,46) ; Crépeau, 1 449 (2,27) ; Bouchardeau, 1 391 (2,18) ; Debré, 1 158 (1,81) ; Laguiller, 1 116 (1,75) ; Garaud, 1 053 (1,65).

1974. — Giscard, 37 443 (53,83) ; Mitterrand, 32 109 (46,16).

15^e arrondissement

Inscr., 139 329 ; suffr. expr., 112 678
Giscard d'Estaing... 63 878 (56,69)
Mitterrand 48 800 (43,30)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 107 852. Chirac, 30 391 (28,18) ; Giscard, 29 463 (27,32) ; Mitterrand, 25 665 (23,80) ; Marchais, 7 434 (6,89) ; Lalonde, 4 531 (4,20) ; Crépeau, 2 494 (2,31) ; Debré, 2 173 (2,01) ; Garaud, 2 146 (1,99) ; Bouchardeau, 1 923 (1,78) ; Laguiller, 1 632 (1,51).

1974. — Giscard, 64 300 (58,66) ; Mitterrand, 45 299 (41,33).

16^e arrondissement

Inscr., 103 605 ; suffr. expr., 85 432
Giscard d'Estaing... 65 422 (76,57)
Mitterrand 20 010 (23,42)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 82 632. Giscard, 32 025 (38,75) ; Chirac, 28 644 (34,66) ; Mitterrand, 11 358 (13,75) ; Lalonde, 2 413 (2,92) ; Garaud, 1 924 (2,32) ; Marchais, 1 902 (2,30) ; Debré, 1 777 (2,15) ; Crépeau, 1 335 (1,61) ; Bouchardeau, 736 (0,89) ; Laguiller, 518 (0,63).

1974. — Giscard, 69 553 (77,56) ; Mitterrand, 20 118 (22,43).

17^e arrondissement

Inscr., 102 181 ; suffr. expr., 82 436
Giscard d'Estaing... 51 741 (62,76)
Mitterrand 30 695 (37,23)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 79 198.

Giscard, 24 442 (30,86) ; Chirac, 24 139 (30,48) ; Mitterrand, 15 767 (19,91) ; Marchais, 4 951 (6,25) ; Lalonde, 2 979 (3,76) ; Crépeau, 1 704 (2,15) ; Garaud, 1 546 (1,95) ; Debré, 1 541 (1,95) ; Laguiller, 1 069 (1,35) ; Bouchardeau, 1 060 (1,34).

1974. — Giscard, 57 353 (64,65) ; Mitterrand, 31 354 (35,34).

18^e arrondissement

Inscr., 112 160 ; suffr. expr., 86 780
Mitterrand 45 590 (52,53)
Giscard d'Estaing... 41 190 (47,46)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 82 575. Mitterrand, 21 741 (26,33) ; Giscard, 20 433 (24,74) ; Chirac, 19 132 (23,16) ; Marchais, 10 514 (12,73) ; Lalonde, 3 334 (4,04) ; Laguiller, 1 875 (2,27) ; Crépeau, 1 722 (2,08) ; Bouchardeau, 1 376 (1,67) ; Debré, 1 232 (1,49) ; Garaud, 1 216 (1,47).

1974. — Giscard, 47 326 (50,30) ; Mitterrand, 46 751 (49,69).

19^e arrondissement

Inscr., 79 319 ; suffr. expr., 64 403
Mitterrand 37 409 (58,08)
Giscard d'Estaing... 26 994 (41,91)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 62 317. Mitterrand, 17 875 (28,68) ; Chirac, 13 870 (22,25) ; Giscard, 12 454 (19,98) ; Marchais, 9 808 (15,73) ; Lalonde, 2 505 (4,01) ; Laguiller, 1 514 (2,42) ; Bouchardeau, 1 115 (1,78) ; Debré, 915 (1,46) ; Garaud, 885 (1,42).

1974. — Mitterrand, 31 867 (54,11) ; Giscard, 27 018 (45,88).

20^e arrondissement

Inscr., 92 181 ; suffr. expr., 74 028
Mitterrand 42 124 (56,90)
Giscard d'Estaing... 31 904 (43,09)

1^{er} TOUR. — Suffr. expr., 70 929. Mitterrand, 20 174 (28,44) ; Chirac, 15 593 (21,98) ; Giscard, 14 960 (21,09) ; Marchais, 10 302 (14,52) ; Lalonde, 3 050 (4,30) ; Crépeau, 1 712 (2,41) ; Laguiller, 1 693 (2,39) ; Bouchardeau, 1 313 (1,85) ; Debré, 1 071 (1,51) ; Garaud, 1 061 (1,50).

1974. — Mitterrand, 41 120 (53,75) ; Giscard, 35 372 (46,24).

La progression de M. Mitterrand, favorisée par le P.C.F. et par les écologistes est particulièrement sensible dans l'Ouest

M. Giscard d'Estaing a reculé dans les bastions « chiraquiens »

A l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, M. Valéry Giscard d'Estaing disposait avec les voix qu'il avait recueillies, ajoutées à celles qui s'étaient portées sur les noms de MM. Jacques Chirac, Michel Debré et Mme Marie-France Garaud, de la majorité potentielle dans quarante départements métropolitains. Au soir du second tour, le président sortant ne conserve cet avantage que dans trente et un départements. Encore convient-il de préciser que dans vingt-neuf d'entre eux son pourcentage de voix est inférieur au « total majorité » du premier tour. Les deux seuls départements où déjà majoritaire le 26 avril il améliore son score sont le Bas-Rhin (65,11 % au lieu de 64,32 %) et le Var (61,69 % au lieu de 61,50 %).

Dans sept départements où son potentiel de voix était inférieur à 50 %, le président sortant enregistre un gain par rapport à son potentiel du premier tour. Ce gain est modeste dans l'Aisne (+ 0,01 point) un peu plus élevé dans le Val-de-Marne (+ 0,16), dans le Gard (+ 0,60), dans les Alpes-de-Haute-Provence (+ 0,69). Il dépasse le point dans les Bouches-du-Rhône (+ 1,01) et en Charente-Maritime (+ 1,11). Dans ce département, certains électeurs avaient préféré, au premier tour, choisir la personnalité locale, M. Michel Crépeau, sauf à ne pas confirmer au second tour leur choix en faveur du candidat de gauche. Dans les cinq autres départements, M. Marchais avait réalisé des scores nettement supérieurs aux 15,35 % de sa moyenne nationale (Bouches-du-Rhône : 25,57 % ; Gard : 25,13 % ; Val-de-Marne : 21,38 % ; Alpes-de-Haute-Provence : 19,25 %, et Isère : 16,54 %).

Au regard de ces gains, somme toute modeste mais qui confirment que l'électorat giscardien a progressé dans des zones de faiblesse, certaines pertes apparaissent spectaculaires. Dans les quinze départements où M. Giscard d'Estaing recule le plus par rapport au total de la majorité du premier tour figurent les cinq où M. Jacques Chirac était arrivé en tête le 26 avril. Le chef de l'Etat sortant perd ainsi 11,71 points en Corrèze ; 5,66 dans la Creuse ; 4,26 dans le Cantal ; 2,95 à Paris et 2,13 en Haute-Corse.

Les reports de voix chiraquiennes sur M. Giscard d'Estaing ont été encore plus médiocres si l'on considère le scrutin dans quelques villes. A Egletons (Corrèze) la chute est de 15,98 points ; dans le même département, elle est de 14,80 à Ussel ; 11,39 à Tulle ; de 8,41 à Brive-la-Gaillarde. S'insère dans cette liste, avec 15,82 points de manque à gagner, la commune de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), dont le maire, M. Jean-Louis Beaumont, député non inscrit, partisan de M. Michel Debré au premier tour, s'était rallié au président sortant. Dans des communes comme Les Andelys (Eure), dont le maire, M. René Tomasini (R.P.R.), est un ancien secrétaire général de l'U.D.R., la baisse est de 4,27 points.

Si l'on abandonne le raisonnement à partir des pourcentages pour ne considérer que le total en chiffres absolus des voix que pouvait espérer recueillir le président sortant, on constate que dans seize départements, malgré une participation accrue, M. Giscard d'Estaing recule : la différence est de — 160 suffrages dans l'Aveyron, — 182 dans le Morbihan, où M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, fait figure de leader de la majorité, — 186 dans l'Indre, qui compte un membre du gouvernement parmi ses élus, M. Jean-Paul Mourot (R.P.R.), — 514 dans l'Allier, — 583 dans la Calvados, malgré la présence de MM. Michel d'Ornano, ancien maire de Deauville, et Olivier Stirn, maire de Vire,

— 924 dans la Vienne, dont l'assemblée départementale est présidée par l'actuel ministre de l'économie, M. René Monory, — 1540 dans la Marne, — 1865 dans le Cantal, — 1944 dans la Mayenne, — 2249 dans le Lot, — 2711 dans l'Orne, — 3715 dans la Creuse, — 3909 dans la Dordogne, — 6542 à Paris, — 8300 dans la Haute-Vienne et — 19458 en Corrèze. Paris, Creuse, Corrèze : M. Giscard d'Estaing a perdu dans les bastions chiraquiens. Il a également reculé dans ceux qui lui étaient les plus favorables. Les plus forts gains de M. Mitterrand, par rapport à 1974, se situent prioritairement dans l'Ouest : Morbihan (+ 8,20 points), Ille-et-Vilaine (+ 7,59), Finistère (+ 7,47), Mayenne (+ 6,92), Loire-Atlantique (+ 6,88), Vendée (+ 6,55), Manche (+ 6,28), Calvados (+ 5,99), Orne (+ 5,63), Maine-et-Loire (+ 5,59), Côtes-du-Nord (+ 5,31), Deux-Sèvres (+ 5,29)...

Dans ces départements, où est sensible le poids du monde rural, il semble bien que l'argument utilisé par M. Giscard d'Estaing pour susciter un réflexe de crainte en insistant sur la proposition socialiste de création d'offices fonciers n'a pas suffi à retenir l'électorat agricole irrité par le difficile maintien de son niveau de vie, en dépit d'une politique de subventions. Dans le canton de Lamballe (Côtes-du-Nord), l'ex-député U.D.F.-C.D.S. élu en 1978, M. Sébastien Couepel, M. Giscard d'Estaing est minoritaire.

Le nouveau président de la République fait mieux qu'il y a sept ans dans quatre-vingt-onze départements sur les quatre-vingt-seize de métropole. Ses « échecs », il les enregistre dans les Bouches-du-Rhône (— 0,25), l'Ariège (— 0,31), les Pyrénées-Orientales (— 0,35), les Alpes-Maritimes (— 0,72) et le Var (— 2,27).

Par rapport au total des suffrages qui s'étaient portés le 26 avril sur MM. François Mitterrand, Georges Marchais, Mlle Arlette Laguiller, M. Michel Crépeau et Mme Huguette Bouchardeau, le candidat des socialistes prend l'avantage dans tous les départements métropolitains : ses gains vont de + 13,67 points en Corrèze à + 1,83 en Charente-Maritime.

Si on ajoute au total de la gauche l'ensemble des voix de M. Brice Lalonde on ne compte que huit départements où apparaît un manque à gagner pour le nouvel élu : ce sont l'Isère (— 0,01), le Val-de-Marne (— 0,16), le Var (— 0,19), le Gard (— 0,60), les Alpes-de-Haute-Provence (— 0,69), le Bas-Rhin (— 0,79), les Bouches-du-Rhône (— 1,01) et la Charente-Maritime (— 1,11).

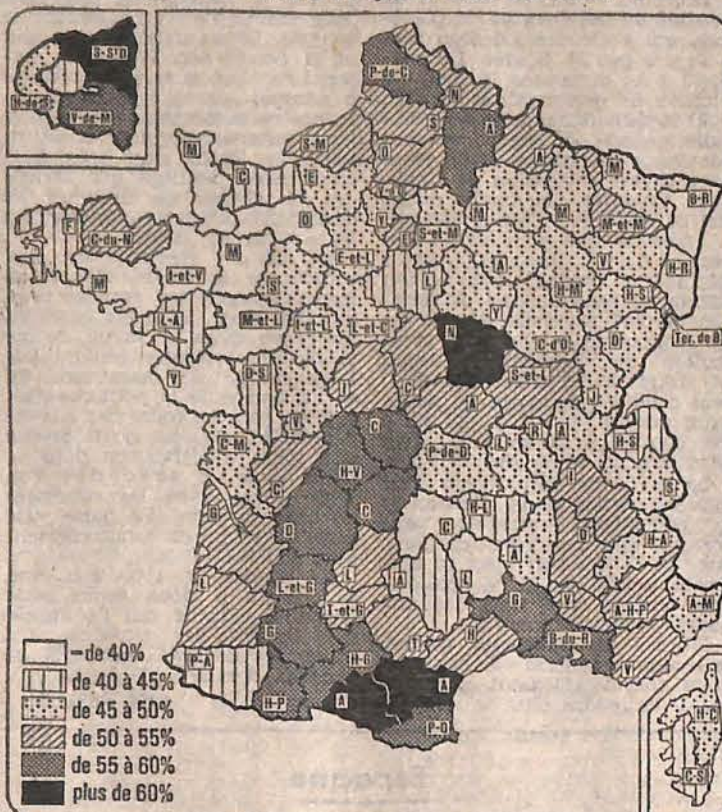
Le report massif des « votes verts » sur M. Mitterrand est confirmé par le fait que dans les vingt-quatre départements où ni le potentiel des voix de la gauche, ni celui de M. Giscard d'Estaing ne dépassait la barre des 50 %, le nouveau président a pris l'avantage sur son adversaire.

Parmi les communes dans lesquelles M. Mitterrand ne retrouve pas le total des voix recueillies par la gauche figurent un certain nombre de villes dont les maires sont communistes : Ivry-sur-Seine (— 1 029 suffrages), Arcueil (— 622) et Villejuif (— 101). Figure également Chilly-Mazarin où la municipalité est dirigée par un maire socialiste et où la différence entre le total gauche du premier tour et le score de M. Mitterrand est de — 35 suffrages...

Au total, les reports se sont indéniablement mieux réalisés à gauche qu'au profit du président sortant.

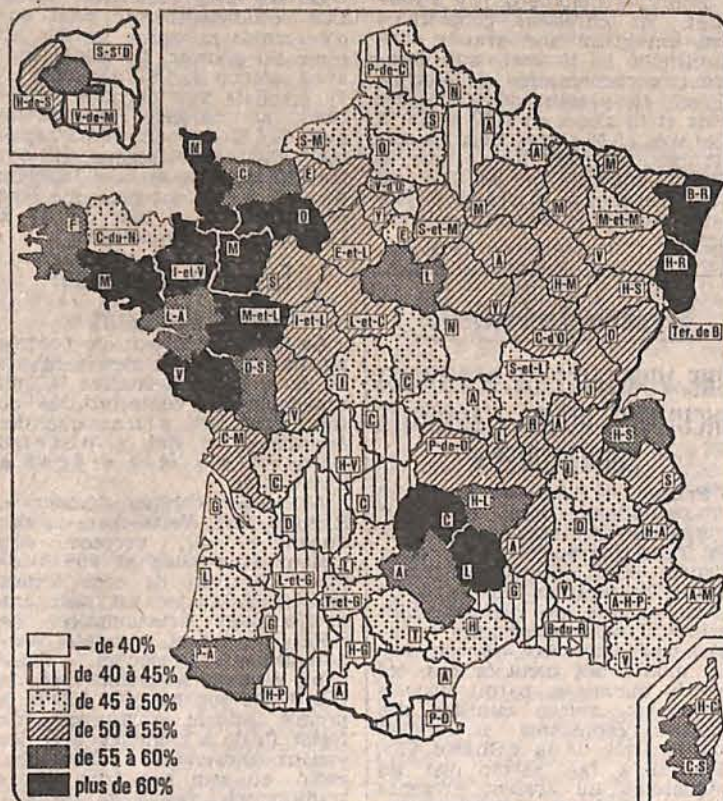
ANNE CHAUSSEBOURG.

19 mai 1974 : FRANÇOIS MITTERRAND



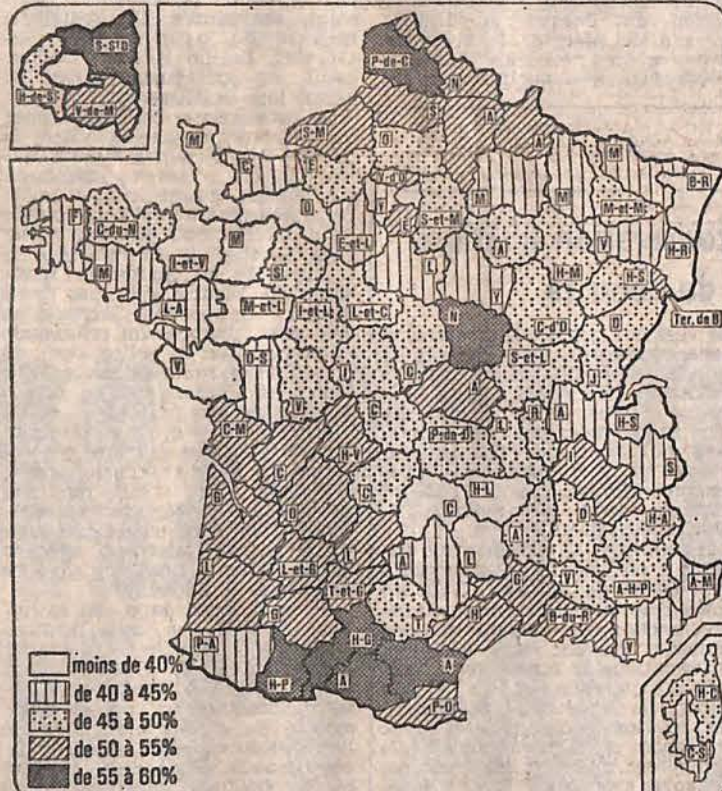
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

19 mai 1974 : VALÉRY GISCARD D'ESTAING



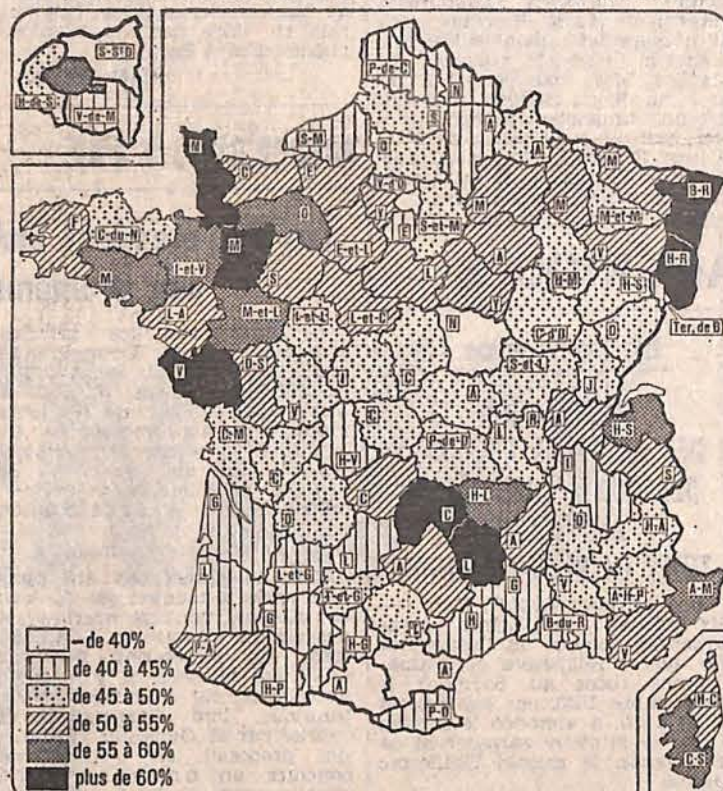
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

26 avril 1981 : FRANÇOIS MITTERRAND
+ GEORGES MARCHAIS + ARLETTE LAGUILLER
+ MICHEL CRÉPEAU + HUGUETTE BOUCHARDEAU



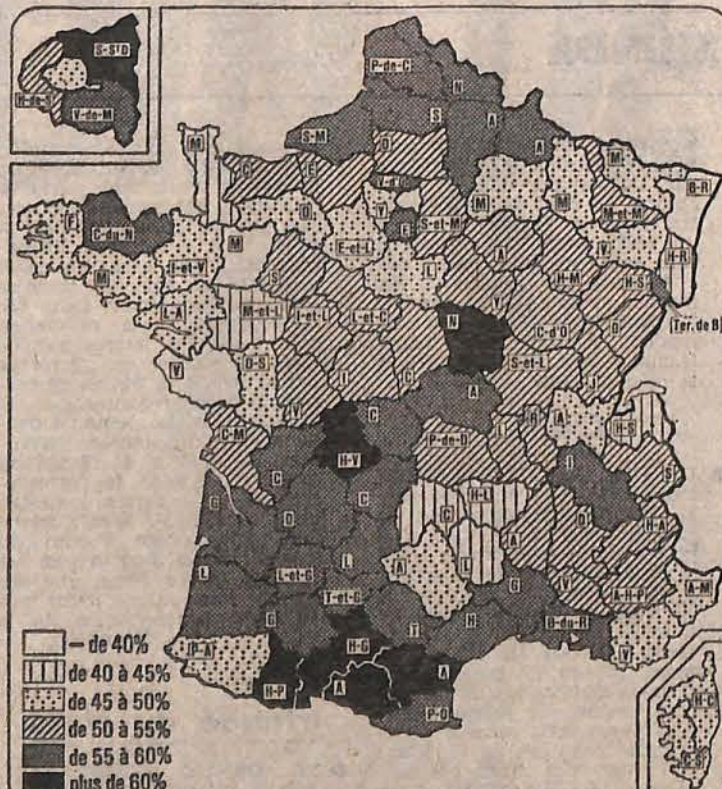
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

26 avril 1981 : VALÉRY GISCARD D'ESTAING
+ JACQUES CHIRAC
+ MICHEL DEBRÉ + MARIE-FRANCE GARAUD



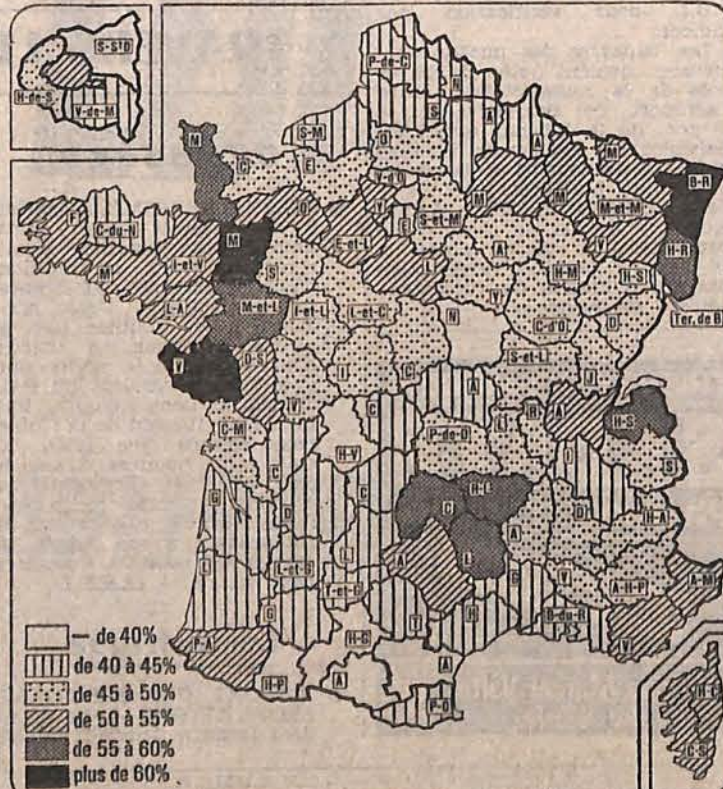
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

10 mai 1981 : FRANÇOIS MITTERRAND



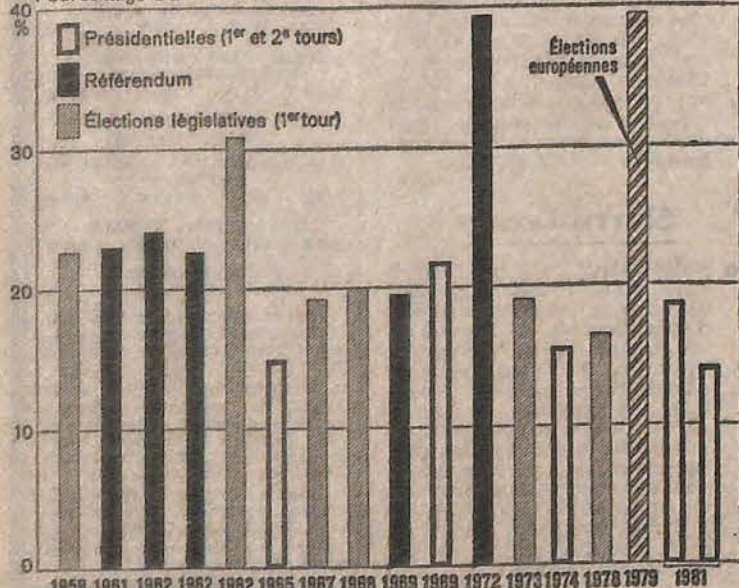
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

10 mai 1981 : VALÉRY GISCARD D'ESTAING



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

Pourcentage d'abstentions



UN JOUR DANS LE MONDE

— L'ELECTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND.

- 2 - 3. Analyses et commentaires.
4. « Une riche carrière ministérielle sous la IV^e République », par Raymond Barrillon.
5. Un homme qui fait son chemin sous la V^e République.
8. L'amorce d'une planification sociale ?
- 9 - 10. Les réactions à Paris et en province.
- 11 à 13. Les réactions en France dans les milieux politiques et syndicaux.
14. Les réactions à l'étranger.
15. Les résultats à Paris.
- 16 à 18. La région parisienne.
19. Ain à Alpes-Maritimes.
20. Ardèche aux Bouches-du-Rhône.
21. Calvados à Corse-du-Sud.
22. Haute-Corse à Eure.
23. Eure-et-Loir à Hérault.
24. Ille-et-Vilaine à Loire.
25. Haute-Loire à Maine-et-Loire.
26. Manche à Meuse.
27. Moselle à Oise.
28. Orne à Bas-Rhin.
30. Haut-Rhin à Savoie.
31. Haute-Savoie à Vaucluse.
32. Vendée à Territoire de Belfort et DOM-TOM.
33. LES REPORTS DE VOIX AU SECOND TOUR.

ÉTRANGER

34. EUROPE
- PORTUGAL : M. Soares a été largement réélu au secrétariat général du parti socialiste.
34. DIPLOMATIE
34. PROCHE-ORIENT
- La crise syro-israélienne.

CULTURE

35. DANSE : Graziella Martinez à Saint-Denis.
- MUSÉES : l'effort des conservateurs bretons.

SOCIÉTÉ

45. JUSTICE.
- SPORTS.

ÉCONOMIE

46. ÉTRANGER.

RADIO-TELEVISION (37)

INFORMATIONS

« SERVICES » (37)

- Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».
- Annonces classées (38 à 43) ; Carnet (45) ; Programmes spectacles (36) ; Bourse (47).

ASSASSINAT DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE DU LAND DE HESSE

Francfort (A.F.P., Reuter). — Le ministre de l'économie du Land de Hesse, M. Heinz Herbert Karry, a été tué le lundi 11 mai à son domicile par un inconnu qui a ouvert le feu sur lui. Le ministre de l'intérieur du Land, M. Ekkehard Gries, a estimé qu'il pouvait s'agir d'un meurtre politique.

M. Karry, membre du parti libéral, était âgé de soixante et un ans. Il avait été violemment critiqué par des mouvements d'extrême gauche et écologistes pour son soutien au projet d'extension de l'aéroport de Francfort et à un projet de construction d'une centrale nucléaire dans le Land.

Le numéro du « Monde » daté 10-11 mai 1981 a été tiré à 572 066 exemplaires.

APRÈS L'ÉLECTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND

● Incertitude sur la date de passation des pouvoirs ● M. Giscard d'Estaing peut-il être membre du Conseil constitutionnel et poursuivre une activité politique ?

A quelle date M. François Mitterrand, président de la République élu, prendra-t-il ses fonctions ? A quelle date M. Valéry Giscard d'Estaing quittera-t-il les siennes ?

En l'absence de textes précis sur la question de la date de la passation des pouvoirs et faute de précédent sous la V^e République, on estime, au Conseil constitutionnel, que cette date devrait correspondre exactement à la durée d'un septennat, à partir du jour où le président sortant a été proclamé élu par le Conseil constitutionnel, c'est-à-dire, dans le cas de M. Giscard d'Estaing, le 24 mai 1974. Selon cette thèse, M. Mitterrand devrait donc prendre ses fonctions le lundi 25 mai 1981. Dans son face-à-face avec le candidat socialiste (le Monde du 7 mai), M. Giscard d'Estaing avait indiqué : « Vous savez que l'installation du président de la République se fait à un jour près — c'est le problème en discussion — vers le 25 ou 26 mai, qui est l'anniversaire de ma prise de fonction. » Selon une autre thèse, la passation de pouvoirs devrait avoir lieu le 19 mai, jour de l'élection effective de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République. De plus, il n'est pas exclu que le président sortant souhaite abréger son mandat de quelques jours et que MM. Mitterrand et Giscard d'Estaing parviennent à un accord amiable sur ce point. Le président élu a déclaré pour sa part, lundi matin 11 mai, que le gouvernement actuel est en place jusqu'au dimanche 24 mai à 16 heures, jour et heure anniversaire de l'entrée en fonctions de M. Giscard d'Estaing.

Cessant ses fonctions présidentielles, que devient M. Giscard d'Estaing ? Aux termes de l'article 56 de la Constitution, les anciens présidents de la République « font de droit partie à vie » du Conseil constitutionnel. Le président sortant devient donc, de jure, le dixième membre de l'assemblée du Palais-Royal. La loi organique du 7 novembre 1958, portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, ne régit

pas la situation des membres de droit. Ceux-ci peuvent fort bien ne pas siéger au Conseil, s'ils le désirent. Ce choix fut celui du général de Gaulle qui, de 1969 — année de sa démission — à 1970 — année de sa mort — ne s'est pas rendu une seule fois au Conseil constitutionnel. En 1962, Vincent Auriol, qui y siégeait en tant que membre de droit, abandonna ses fonctions pour prendre part au débat sur l'élection du président de la République au suffrage universel. Le choix de ne pas siéger peut, notamment dans le cas de M. Giscard d'Estaing, répondre au désir de poursuivre une activité politique. Ne prêtant pas serment, les membres de droit ne sont pas — théoriquement — soumis aux incompatibilités qui, notamment, interdisent aux membres nommés de prendre une position publique et d'occuper les fonctions de membre du gouvernement, du Parlement, ou du Conseil économique et social.

Il reste que l'inspiration du texte veut qu'un membre du Conseil constitutionnel ne puisse être à la fois juge et partie. Dans l'avis qui le ramenait, dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 mai, de Bordeaux à Paris, M. Giscard d'Estaing avait confié aux journalistes qui l'accompagnaient que l'« on » pouvait parfaitement être membre de droit du Conseil constitutionnel, y siéger un temps, interrompre ses fonctions, par exemple pour briser un mandat électif, et, par la suite, ce mandat lui-même interrompu ou échu, reprendre des fonctions effectives dans cette instance. Cette façon de voir n'est pas, a priori, contraire à quelque texte que ce soit. Un membre de droit ne pouvant démissionner de ses fonctions — puisqu'il l'est à vie — rien ne l'empêche de les suspendre. Au Conseil constitutionnel, lundi matin, cette thèse prévalait. Mais on ajoutait aussitôt que la non-réélection de M. Giscard d'Estaing créait une situation sans précédent et qu'il était encore trop tôt pour trancher, de quelque manière que ce soit, du problème posé.

L. Z.

● A Stockholm, M. Olof Palme, chef du parti social-démocrate suédois et ancien premier ministre, a déclaré : « La victoire de la gauche française et l'élection du candidat de nos amis socialistes sont profondément réjouissantes (...). D'autant plus qu'elles interviennent à une époque où l'on prétend que des vents de droite soufflent sur le monde occidental. En politique étrangère, nous sommes convaincus que le nouveau prisme va conduire une politique plus progressiste à l'égard des pays du tiers-monde. »

● A Copenhague, le premier ministre danois, M. Anker Joergensen (social-démocrate), a estimé, à la télévision, que « la ligne politique future de la France ne sera pas plus à gauche que la politique du Danemark ». M. Joergensen, qui a adressé un télégramme de félicitations à M. Mitterrand, a aussi insisté sur le fait que ses relations n'avaient jamais été « mauvaises » avec M. Valéry Giscard d'Estaing, qu'il a qualifié de « président modéré, très ouvert et qui ne s'est pas du tout placé sur une ligne orientée unilatéralement à droite ».

● M. René Lévesque, premier ministre du Québec, a adressé à M. Mitterrand ses « plus vives félicitations » et ajouté : « Le gouvernement du Québec attache, comme vous le savez, la plus haute importance à ses relations avec la France. La coopération franco-québécoise constitue un acquis d'une grande valeur pour nos deux peuples. Je suis convaincu que votre accession à la présidence de la République confèrera à ces relations toute la conviction et l'ardeur qui caractérisent votre action. »

● Trois personnes qui revenaient lundi 11 mai, vers une heure du matin, du rassemblement de la place de la Bastille à Paris, ont été blessées par des balles tirées d'un immeuble du boulevard Beaumarchais par un locataire non encore identifié et que l'on suppose irrité par le bruit de la manifestation.

Les victimes, M. Yan Alexander, dix-huit ans, de nationalité britannique, et Mmes Catherine Marpeau, vingt-deux ans, et Marie Jouvin, quarante-huit ans, ont été admises à l'hôpital Lariboisière. Leur état n'inspire pas d'inquiétude.

La troisième brigade territoriale a été chargée de l'enquête et s'efforce de localiser l'immeuble d'où partirent les coups de feu.

La quasi-totalité des valeurs françaises n'ont pu être cotées à la Bourse de Paris

Un véritable cataclysme s'est abattu lundi 11 mai sur la Bourse de Paris où la quasi-totalité des grandes valeurs françaises n'ont pu être cotées à l'ouverture de la séance. Jamais de mémoire de boursier on n'avait vu cela : une avalanche d'ordres de vente émanant de partout, sur l'ensemble des compartiments. La clientèle française est traumatisée par le programme de la gauche, notamment en matière fiscale. Les investisseurs étrangers pris à contre-pied comme beaucoup de Français par la défaite de Valéry Giscard d'Estaing et craignant en outre une baisse du franc qui déprécierait encore leurs avoirs, ont voulu vendre massivement par dizaines de milliers de titres.

L'ampleur de cet effondrement est d'autant plus grande que de gros achats avaient été effectués la semaine dernière. Certains

opérateurs, à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières, avaient « joué » la victoire du président sortant. « L'effet de choc » a été tel qu'il amplifié une réaction psychologique déjà très défavorable aux valeurs françaises. Quant à l'atmosphère, elle était carrément à la catastrophe. Opérateurs, spéculateurs, gestionnaires de portefeuilles de SICAV, responsables d'organismes de placements institutionnels (assurances, caisses de retraite), contenaient, effondrés mais peu surpris, le naufrage, peut-être provisoire de la Bourse de Paris.

Dans les prochains jours et dans les prochaines semaines, une appréciation moins psychologique de la situation permettra sans doute d'y voir plus clair, mais, dans l'immédiat, le réflexe unanime a été : vendre. — F.R.

BIEN QUE RÉCEMMENT ASSOULI

Le contrôle des changes reste assez strict

Bien qu'il ait été assoupli l'an dernier, le contrôle des changes est toujours en vigueur en France. Aboli le 28 décembre 1966, rétabli de mai à septembre 1968, levé pendant deux mois, il a été institué à nouveau par un décret du 24 novembre 1968 et, malgré des modifications, reste le fondement de la réglementation.

En ce qui concerne les particuliers se rendant à l'étranger, le plafond est de 5 000 francs par voyage, en francs ou en devises. Pour leurs transferts de fonds vers l'étranger, le plafond est fixé à 3 000 francs pour les transferts sans justification, à 5 000 francs pour les allocations mensuelles de séjour à l'étranger (10 000 francs pour les ménages) et à 2 000 francs pour les retraits en espèces hors de nos frontières à l'aide d'une carte de crédit.

En ce qui concerne leurs investissements, les particuliers sont autorisés à transférer un maximum de 150 000 francs par ménage pour leurs achats immobiliers hors de France. En revanche, il n'existe aucun plafond pour les achats de valeurs mobilières étrangères, actions et obligations, pourvu que ces titres soient déposés chez un intermédiaire agréé, banquier ou agent de change.

Pour les entreprises, la réglementation est la suivante : les exportateurs sont tenus de rapatrier dans un délai de six mois les devises reçues en paiement de leurs opérations. Les importateurs, en règle générale, ne peuvent acheter que deux mois à l'avance les devises nécessaires au règlement de leurs achats, sauf pour les matières premières pour lesquelles toute limitation a été supprimée en juillet 1980. En ce qui concerne les investissements de ces mêmes entreprises à l'étranger, la règle est l'autorisation préalable donnée par les pouvoirs publics.

Au cas où le franc serait fortement attaqué, que peuvent faire les pouvoirs publics ? Pour les capitaux détenus par des non-résidents, rien ne peut être fait par définition, puisque leur circulation est libre. Pour les résidents français, une série de mesures peuvent être prises. Tout d'abord un renforcement des contrôles aux frontières pour empêcher les évasions de capitaux, les véhicules non immatriculés dans des départements non frontaliers étant les plus visés : il semble qu'effectivement les services des douanes aient, d'ores et déjà, intensifié leur surveillance.

Pour les entreprises, il serait possible, comme cela avait été fait en 1976, de réduire le délai accordé aux exportateurs pour rapatrier leurs devises et aux importateurs pour les acheter. En ce qui concerne les investissements à l'étranger, les achats de valeurs pourraient être réduits ou même interrompus, un mécanisme de devises-titres étant alors mis en place. Le mécanisme constitue un marché fermé pour ces titres étrangers, tout achat effectué par un résident étant subordonné à une cession par un autre résident avec une prime qui peut varier en fonction de l'évolution du marché intérieur et de l'état d'esprit des opérateurs. Cette devise-titre avait été instituée en 1968 pour être supprimée en octobre 1971.

Pour l'instant, comme la pression sur le franc n'est pas très forte, les milieux financiers nationaux et internationaux attendant d'avoir des éclaircissements sur les intentions du nouveau président, la Banque de France se borne à intervenir modérément pour empêcher le mark de crever son plafond à Paris (2,4093 F).

SUR LA TOMBE DE GEORGES DAYAN

M. Mitterrand s'est rendu, ce lundi 11 mai, sur la tombe de Georges Dayan au cimetière Montparnasse. Georges Dayan, décédé le 28 mai 1979, était le compagnon et le conseiller de toujours du président élu, dans les bons et les mauvais jours.

● Incendie criminel à l'hôtel de ville de Bourg-en-Bresse. — Des inconnus ont mis le feu, à 4 heures du matin, lundi 11 mai, à la porte principale de l'hôtel de ville de Bourg-en-Bresse (Ain), dont le maire est socialiste. La porte a été détruite. Un engin incendiaire avait déjà été déposé le mois dernier dans un des centres culturels de la ville.

Baisse du franc Hausse du dollar et de l'or

Le cours du franc a baissé assez sensiblement sur le marché des changes après la défaite de M. Giscard d'Estaing. A Paris, le cours du franc a commencé par toucher son plancher au sein du Système monétaire européen, le mark s'élevant de 2,3670 F à 2,4093 F, pour revenir un peu en arrière par la suite, cotant un peu plus de 2,40 F. A Londres, le franc a cédé 2,4 % par rapport au dollar et 2,2 % par rapport à la livre.

Pour l'instant, la pression des vendeurs, qui redoutent les projets de la gauche en matière d'augmentation de salaires, n'est pas très forte, et la Banque de France est intervenue assez modérément. Il n'est pas exclu que ces pressions se renforcent par la suite, M. Raymond Barre, toujours en fonction, est décidé à défendre le franc et, en particulier, a donné des consignes de sévérité aux services douaniers des postes frontières pour empêcher l'évasion de capitaux.

Ailleurs, le dollar s'est raffermi, surtout par rapport aux monnaies européennes, passant de 2,25 DM à 2,27 DM après 2,28 DM, et de 5,3470 F à 5,47 F, au plus haut depuis dix ans.

Sur le marché de l'or, les déclarations belliqueuses de M. Begin vis-à-vis de la Syrie ont fait monter de 15 dollars le cours de l'once de 31,1 g, qui, à 500,75 dollars, retrouve le niveau des 500 dollars pour la première fois depuis un mois.

● M. Guy Henninot, président du Mouvement national du syndicat des classes moyennes et de la Fédération des petites et moyennes entreprises, qui regroupent parmi ses membres plus de cinq cents dirigeants d'organisations socio-professionnelles de cadres, professions libérales et intellectuelles, petites et moyennes entreprises (P.M.E.) et professions familiales agricoles, a adressé un télégramme de félicitations à M. François Mitterrand.

● Coluche agressé. — L'humoriste Michel Colucci, dit Coluche, a été agressé dimanche 10 mai dans la soirée, alors qu'il se trouvait à une terrasse de café dans le quartier des Halles, à Paris. Selon la préfecture de police, à la suite d'un incident avec des éléments d'une bande de punks, il y a eu un échange de coups entre ceux-ci et les personnes accompagnant l'artiste.

EXPLOSION A BORD D'UNE RAME DU T.G.V.

Trois blessés

Une explosion s'est produite lundi 11 mai, vers 13 h 15, dans une des doubles rames du train à grande vitesse venant de Paris et se dirigeant sur Lyon. Une portière a été arrachée et un début d'incendie s'est produit. Le train, bien qu'endommagé, a pu freiner un peu plus tard, en gare de Montereau, et les pompiers de la ville sont intervenus très rapidement, dégageant du wagon trois personnes qui avaient été blessées et qui ont été hospitalisées à Montereau. Elles souffrent de brûlures, mais on ignore la gravité de leur état.

(Publinter)

UNE MÉTHODE D'ACTION
SÉRIEUSE
Garantie par MAURICE OGIER

comment maîtriser la

TIMIDITÉ

et acquérir une bonne aisance

LA VÉRITÉ SUR LA TIMIDITÉ



Le Centre d'Études de la Timidité pour Une rééducation complète des